

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'EXÉCUTION INTERNATIONALE DES SENTENCES ARBITRALES

(ÉTUDE DE DROIT COMPARÉ ET DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le samedi 3 mars 1928, à 14 heures

PAR

Paul BRACHET

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES HAUTES-ÉTUDES COMMERCIALES

Président : M. HENRY LÉVY-ULLMANN, *professeur.*

Suffragants : { MM. CAPITANT, *professeur.*
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1928

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'EXÉCUTION INTERNATIONALE DES SENTENCES ARBITRALES

(ÉTUDE DE DROIT COMPARÉ ET DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le samedi 3 mars 1928, à 14 heures

PAR

Paul BRACHET

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES HAUTES-ÉTUDES COMMERCIALES

Président : M. HENRY LÉVY-ULLMANN, *professeur.*

Suffragants : { MM. CAPITANT, *professeur.*
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1928



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553001_0010

DE L'EXÉCUTION INTERNATIONALE

DES

SENTENCES ARBITRALES

(Étude de Droit comparé et de Droit International privé)

INTRODUCTION

Depuis quelques années, l'arbitrage connaît, dans le domaine du droit international privé, une faveur sans cesse grandissante. Ce mouvement, commandé par le développement des relations économiques internationales, se manifeste surtout à propos des matières de droit qui touchent aux affaires. De nombreux organismes permanents d'arbitrage se sont créés et se créent tous les jours, qui tendent à généraliser ce mode simple et pratique de régler les litiges : organismes nationaux qui prennent un caractère international, tels que la London Court of arbitration, le bureau de l'Union lyonnaise des marchands de soie, etc. ; — organismes nés d'une entente entre

groupements économiques appartenant à deux nations différentes, tels que la convention d'arbitrage passée par les Chambres de commerce de Basse-Saxe avec la Chambre de commerce néerlandaise pour l'Allemagne. Mais c'est surtout la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale, fondée par M. Clémentel en 1921, qui est appelée à généraliser de plus en plus l'appel à l'arbitrage pour la solution des litiges commerciaux internationaux. Nous tenons du reste, au début de ce travail, à adresser à M. René Arnaud, qui à la Chambre de commerce internationale s'occupe plus particulièrement de ces questions, tous nos plus vifs remerciements pour les nombreux et précieux renseignements qu'il a bien voulu nous fournir.

Mais le plein développement de cet arbitrage dépend de la solution de deux grands problèmes : la validité internationale de la clause compromissoire et l'exécution internationale des sentences arbitrales.

La validité internationale de la clause compromissoire paraît à l'heure actuelle pratiquement assurée.

Un Protocole de la Société des Nations, ouvert à la signature des Etats depuis le 24 septembre 1923, déclare valable internationalement toute clause par laquelle deux parties s'engagent, en cas de difficultés, à recourir à des arbitres, au lieu d'aller devant les tribunaux. Ce Protocole, signé par 28 Etats, a déjà

été ratifié par 14 d'entre eux (1), et parmi ceux qui ne l'ont pas encore ratifié ou signé, fort peu persistent à méconnaître la validité de la clause compromissoire.

La Pologne, par une loi du 18 juillet 1925 (2), et la France, par une loi du 31 décembre 1925 modifiant l'article 631 du Code de commerce (3), ont récemment reconnu la validité de la clause. Seuls le Brésil, Costa-Rica et Cuba continuent à la considérer comme non valide et toujours révocable. La Grèce ne l'admet

(1) Finlande, 10 juillet 1924 ; Italie, 28 juillet 1924, mis en vigueur par une loi du 9 mai 1927 ; Albanie, 29 août 1924 ; Belgique, 23 septembre 1924 ; Empire britannique (Grande-Bretagne, Irlande du Nord), 27 septembre 1924 ; Allemagne, 5 novembre 1924 ; Roumanie, 12 mars 1925 ; Danemark, 6 avril 1925 ; Pays-Bas, 6 août 1925 ; Grèce, 26 mai 1926 ; Nouvelle-Zélande, 9 juin 1926 ; Espagne, 29 juillet 1926 ; Monaco, 8 février 1927 ; Norvège, 2 septembre 1927.

Ont signé le Protocole, mais ne l'ont pas encore ratifié : Autriche, Brésil, Chili, Danzig, France, Japon, Lettonie, Lithuanie, Panama, Paraguay, Pologne, Salvador, Siam, Suisse, Uruguay.

(2) *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 200.

(3) Nouvel article 631 : « Les tribunaux de commerce connaîtront : 1° des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers ; 2° des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce ; 3° de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes. Toutefois les parties pourront, au moment où elles contractent, convenir de soumettre à des arbitres les contestations ci-dessus énumérées, lorsqu'elles viennent à se produire » (*J. off.*, 5 janvier 1926).

que quand la clause soumet les différends éventuels à l'arbitrage d'une Chambre de commerce grecque. Enfin, aux Etats-Unis, elle est irrévocable pour les litiges relevant des tribunaux fédéraux, c'est-à-dire d'un montant égal ou supérieur à \$ 3.000 (1) ; si la somme en litige est inférieure à \$ 3.000, les tribunaux n'en assurent l'exécution que dans 4 Etats : New-York, New-Jersey, Massachusetts et Oregon qui seuls possèdent une loi spéciale sur l'arbitrage (2) ; dans les autres Etats la *revocability rule* est encore en vigueur ou n'a été que partiellement écartée (3).

*
* *

L'exécution internationale des sentences arbitrales présente, au contraire, de grandes difficultés. Nous nous proposons d'exposer dans cette étude : comment sont exécutées dans les différents pays les sentences arbitrales étrangères, quels sont les obstacles que cette exécution rencontre et quels ont été

(1) *United States Arbitration Act* du 12 février 1925.

(2) *Arbitration Acts* de New-York de 1920 ; de New-Jersey (1923) ; d'Oregon (1925) et de Massachusetts (1925).

(3) La *revocability rule* consacrée par le *Vynior's case* (*Coke's reports*, Part VIII, 80) constitue le droit commun de la matière aux Etats-Unis. Elle n'a été écartée que dans quelques Etats dont le statut rend obligatoire la clause d'arbitrage, mais seulement lorsqu'elle porte sur des litiges déjà nés, et a fait l'objet de certaines formalités, qui en font une *rule of court*.

les moyens employés pour en triompher. Nous dirons également dans quel sens, selon nous, doit être recherchée la solution du problème.

*
* *

Les conditions qu'un pays exige pour l'exécution sur son territoire des sentences arbitrales étrangères dépendent, évidemment, de la conception qu'il se fait de la nature juridique de la sentence arbitrale. Cette conception elle-même découle de l'analyse de l'ensemble de l'arbitrage. Or, on peut distinguer trois éléments principaux dans l'arbitrage : la convention par laquelle les parties se soumettent à l'arbitrage (compromis ou clause compromissoire), la sentence arbitrale et l'homologation par l'autorité locale. Suivant que l'on considère les deux premiers de ces éléments comme indépendants, ou comme liés, on aboutit à deux conceptions opposées de la nature juridique de la sentence arbitrale. Si l'on considère la sentence comme indépendante de la convention d'arbitrage, on est amené à assimiler celle-là à un jugement. Si, au contraire, on voit dans la sentence une suite de la convention d'arbitrage, on est amené à concéder à celle-là le caractère contractuel de celle-ci.

Or en partant de l'une ou de l'autre de ces conceptions, on aboutit, quant à l'exécution des sentences

arbitrales étrangères, à des systèmes différents, voire opposés.

En partant de l'idée que la sentence arbitrale étrangère est un véritable jugement, et que, par conséquent, elle sera exécutée aux mêmes conditions qu'un jugement étranger, on peut admettre son exécution en exigeant ou en n'exigeant pas une réciprocité qui peut elle-même être soit diplomatique, soit simplement de fait.

De même, en partant de la conception contractuelle de la sentence arbitrale, on peut être amené à admettre, ou à refuser, l'extension aux sentences étrangères de l'exequatur simplifié, prévu pour les sentences nationales ; on peut même être amené à ne l'admettre que sous certaines conditions.

Or, si les pays dans lesquels les sentences arbitrales étrangères ne sont pas exécutées, ou ne le sont que sur la base de la réciprocité diplomatique, se trouvent être relativement peu nombreux, la presque totalité des autres pays admettent l'exécution de ces sentences dans des conditions telles qu'elles entravent grandement l'essor de l'arbitrage commercial international.

Il faut, en effet, presque toujours intenter une action devant les tribunaux, ce qui enlève à l'arbitrage son principal intérêt, qui est d'éviter les lenteurs et les frais qu'entraîne toujours une action en justice. Aussi a-t-on cherché à y remédier par des

ententes internationales, partielles ou générales.

*
* *

Mais, avant d'exposer l'état actuel des différentes législations et les résultats déjà obtenus dans le domaine des conventions internationales, nous essaierons, dans un *Chapitre préliminaire*, de définir ce qu'il faut entendre par sentence arbitrale étrangère ; nous y indiquerons également un certain nombre de points particuliers qui ne font plus de doute pour personne et sur lesquels nous ne reviendrons plus au cours de cette étude.

Nous répartirons ensuite nos explications sous trois grandes divisions :

1^{re} *Partie*. — Systèmes assimilant les sentences arbitrales à des jugements.

2^e *Partie*. — Systèmes reconnaissant le caractère contractuel des sentences arbitrales.

3^e *Partie*. — Les conventions internationales.

Enfin, dans une *Conclusion*, nous indiquerons par quels moyens doit être poursuivie, selon nous, la solution des problèmes que soulève l'exécution internationale des sentences arbitrales.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Dans un premier paragraphe nous chercherons à définir la sentence arbitrale étrangère, et, dans un second paragraphe, nous traiterons de certaines questions qui ne sont plus discutées à l'heure actuelle.

§ 1. — Que faut-il entendre par sentence arbitrale étrangère ?

De nombreux critères ont été proposés pour répondre à cette question.

Certains auteurs se sont attachés à la nationalité des arbitres et ont considéré comme étrangère toute sentence rendue par des arbitres étrangers, ou par des arbitres dans la nomination desquels est intervenue une autorité étrangère. Tel était notamment l'avis de Demangeat (1). Mais ce critère est à écarter

(1) Demangeat sur Fœlix, *op. cit.*, t. II, p. 159, note a ; Voir également : Lachau et Daguin, *Exécution des sentences étrangères*, p. 76-77. Tel est également le point de vue adopté par un jugement du Tribunal de la Seine du 6 mars 1894, *Clunet*, 1899, p. 743, confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 10 décembre 1901, *Clunet*, 1902, p. 314 : « Il est donc logique et rationnel de soumettre une sentence arbitrale, lorsqu'elle émane d'arbitres étrangers, aux règles applicables aux jugements étrangers ».

comme radicalement faux. Le droit d'être arbitre ne saurait, en effet, être considéré comme un droit civil réservé aux seuls nationaux. Dans tous les pays, sauf en Grèce, les étrangers peuvent être pris comme arbitres.

Cette manière de voir conduirait à traiter avec plus de faveur une sentence arbitrale rendue par un Français à l'étranger, qu'une sentence arbitrale rendue par un étranger en France sous l'empire de la loi française. Cette conséquence suffirait, à elle seule, à démontrer l'inadmissibilité de ce critère.

Il serait également inexact, et pour la même raison, de prendre en considération la nationalité des parties.

Il nous paraît inexact, aussi, de s'attacher à la fois au lieu où le compromis a été conclu et au lieu où la sentence a été rendue. Car souvent le compromis a été passé dans un autre pays que celui sur le territoire duquel la sentence a été rendue ; on se trouverait alors fort embarrassé pour savoir à quel élément donner la préférence.

C'est pourquoi la majorité des auteurs choisissent, comme critère, le lieu où la sentence a été prononcée. C'est ce que dit notamment M. Pillet à la page 513 du tome II de son *Traité pratique de droit international privé* : « Nous appellerons donc sentences « arbitrales étrangères celles qui ne jouissent pas « de ces garanties (de la loi française), parce qu'elles

« ont été rendues à l'étranger, après des débats pour-
« suivis en territoire étranger, et sous l'autorité des
« lois étrangères. C'est donc le lieu où les arbitres
« ont exercé leurs fonctions et rendu leur sentence
« qui doit décider de la qualité étrangère ou natio-
« nale de ces dernières » (1). Tel paraît être aussi
l'opinion qui ressort de l'ensemble de la jurispru-
dence, quoiqu'elle ne se soit jamais prononcée nette-
ment sur la question.

Il nous semble que le défaut commun à tous ces
critères est d'avoir voulu donner à l'un des éléments
de l'arbitrage la prédominance sur les autres.

*
* *

Il est bien évident que l'on ne saurait attribuer
aux sentences arbitrales une nationalité définie.
C'est là une notion propre aux personnes et qui ne
peut être étendue aux actes juridiques privés.

Il reste seulement qu'il existe des sentences qui
ont ou n'ont pas été rendues suivant les prescriptions
et avec les garanties de la loi nationale. C'est là une

(1) Dans le même sens : M. Bartin sur Aubry et Rau,
5^e éd., t. XII, p. 508, § 769 *ter*, note 11 *quinquies* ; Glasson,
op. cit., par Tissier, t. II, n^o 1883 ; Niss, article *Rev. de dr.*
int. pr., 1906, p. 34 ; *Internationales Jahrbuch für Schiedsge-
richtswesen*, art. de Mittelstein, p. 52 (Allemagne) ; article de
Van Praag, p. 104, note 80 (Hollande) ; article de Albert
Wehli, p. 115 (Autriche).

chose que les auteurs ont bien indiquée (1), mais ils en ont déduit qu'une sentence étrangère était une sentence rendue en territoire étranger. Nous proposons plutôt de dire que le terme « sentence arbitrale étrangère » désigne une sentence rendue sous l'empire d'un droit étranger.

Certes, souvent, ces deux critères se confondront. Presque toujours la sentence rendue sous l'empire d'un droit étranger aura été prononcée en territoire étranger. Mais le contraire est parfaitement concevable et s'est même présenté en pratique, ainsi que nous le verrons dans un instant.

Examinons maintenant les différentes hypothèses qui peuvent se présenter, et voyons à quels résultats conduit l'application du critère que nous proposons.

Supposons d'abord une sentence rendue par une institution d'arbitrage permanente *nationale*. Evidemment aucun doute n'est possible : cette sentence a été rendue sous l'empire de la loi du pays auquel cette institution appartient.

(1) Voir la citation de M. Pillet. C'est aussi ce qu'indique M. Martin sur Aubry et Rau, *op. cit.*, t. XII, § 169 *ter*, note 11 *quinquiès* : « Il s'agit en somme pour les sentences « arbitrales étrangères, comme pour les jugements étrangers, « d'autoriser l'exécution en France d'une décision qui n'a pas « été rendue sous l'empire de la loi française, c'est-à-dire en « conséquence de la procédure et avec les garanties de la loi « française. »

C'est là pure logique, et la chose n'est plus guère mise en doute. Il convient cependant de remarquer que, jusqu'à ces derniers temps, la jurisprudence italienne considérait que le simple fait de choisir une institution d'arbitrage étrangère n'impliquait pas forcément soumission au droit étranger. Cette jurisprudence exigeait que l'application du droit étranger eût été expressément adoptée par les parties (1).

Il semble qu'il faille voir là une manifestation de l'hostilité italienne contre le très grand développement de l'arbitrage anglais. Du reste, cette jurisprudence paraît se réformer, comme tend à le prouver un arrêt récent de la Cour de cassation italienne du 28 janvier-16 mars 1925 (2).

En somme, dans le cas d'une institution permanente nationale, il y a superposition des deux critères.

Supposons maintenant un arbitrage soumis à des arbitres non permanents, ou à une institution permanente, mais *internationale*. Dans ce cas il faut, nous semble-t-il, rechercher à quel droit les parties entendaient soumettre l'arbitrage. Cette volonté des

(1) Cour de cassation Turin, 7 juin 1907. *Clunet*, 1908, p. 248, déclare que le choix du Tribunal arbitral de la *Liverpool Cotton Association* ne suffit pas pour placer l'arbitrage sous la loi anglaise.

(2) *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 306.

parties sera en général exprimée en toutes lettres dans le compromis ou dans la clause compromissoire et rien n'empêche les parties de soumettre l'arbitrage à un droit autre que celui du lieu où la procédure doit être poursuivie et la sentence rendue. Le cas s'est notamment présenté devant les tribunaux dans l'espèce suivante. Deux parties étaient convenues de soumettre leur différend à des arbitres qui devaient trancher le litige d'après la loi colombienne, mais avaient la faculté de rendre leur sentence, soit en Colombie, soit en France. La Cour de cassation, dans un arrêt du 17 juillet 1899 (1), décida que la sentence prononcée à Paris d'après le droit colombien était étrangère. Si les parties n'ont rien dit dans le compromis, il faudra interpréter leur volonté d'après les circonstances. Le lieu où les arbitres auront rendu leur sentence pourra être alors, et sera généralement, pris en considération. Néanmoins, il est des cas où il sera peut-être préférable de se fonder sur d'autres indices, la nationalité des parties par exemple. Il est certain que l'on pourra fort bien présumer que deux parties françaises, soumettant un litige à un arbitre français à l'étranger, entendaient le voir trancher d'après la loi française.

On voit donc que tous les critères proposés peuvent être pris en considération, mais que celui qui

(1) *Clunet*, 1899, p. 1024 ; également Cour de Paris, 29 mars 1897, *Clunet*, 1897, p. 784.

pratiquement sera le plus souvent employé est celui du lieu où la sentence a été rendue. Cependant aucun d'entre eux, pas même le dernier, ne peut englober tous les cas possibles. Il nous a donc paru plus compréhensif, et plus conforme à la réalité, de définir la sentence arbitrale étrangère *toute sentence rendue sous l'empire d'un droit étranger*.

Remarquons que notre critère est encore valable dans le cas d'arbitres amiables compositeurs, car si le fond du litige doit être tranché en équité, et non en conformité avec un droit déterminé, il reste que la procédure elle-même est régie par un droit qui peut et doit être pris en considération pour savoir si la sentence est une sentence étrangère.

Ces considérations ne sont pas purement théoriques. Elles sont appelées à prendre de plus en plus d'importance pratique à cause de l'accroissement de l'activité de la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale. Comme, dans le Règlement de cette Cour, il est prévu que les arbitres seront d'une nationalité différente de celles des parties, et que la plupart du temps ils rendront leur sentence sur pièces, le lieu où la sentence a été prononcée deviendra un critère insuffisant.

*
* *

Un autre critère, tout différent, et que, pour cette

raison, nous exposons à part, a été adopté par certains auteurs suédois.

Cette doctrine a été exposée en particulier par M. W. G. Stiernstedt dans un rapport de juin 1922, présenté à la Société des Nations à l'occasion de la réunion des experts du 3 juillet 1922 et intitulé : « L'arbitrage selon la législation suédoise ». Il y est dit : « Est considérée comme sentence étrangère toute « sentence qui, selon la volonté des parties, était destinée à remplacer un jugement étranger. Par conséquent, dans le cas où un tribunal suédois aurait été « compétent pour juger un litige si celui-ci n'avait « pas été soustrait à la juridiction ordinaire par le « compromis, la sentence est considérée comme suédoise ; dans le cas contraire, elle est considérée « comme étrangère et cela indépendamment du lieu « de l'arbitrage et de la procédure. »

Que faut-il penser de cette thèse ? Il semble bien qu'elle ne soit pas admise d'une façon générale en Suède. M. Hadar Berglund l'a réfutée dans une note envoyée à la Chambre de commerce internationale. C'est qu'il y a des cas où ce critère paraît bien difficile à appliquer. Lorsqu'une clause compromissoire est introduite dans un contrat, on ne sait pas encore quels seront les litiges qui pourront naître de ce contrat et par conséquent quel est le pays dont les tribunaux auraient été compétents pour statuer. Et surtout, il n'est pas impossible que les tribunaux de

deux pays se jugent compétents pour régler le même différend. M. Hadar Berglund expose ensuite son point de vue qui est celui que nous avons indiqué précédemment et qu'il appuie sur deux décisions de la Cour suprême de Stockholm. Dans la première affaire deux parties, dont l'une était suédoise, étaient convenues de soumettre tout différend à l'arbitrage de la Liverpool Cotton Association. Dans la seconde, datant de 1922, il s'agissait d'une sentence rendue par la Cour d'arbitrage des *Berliner Getreide und Producten-händler*, à la suite d'une clause compromissaire signée entre une firme allemande et une firme suédoise et portant les expressions « arbitrage de Berlin et usages de la place ». Dans ces deux cas l'*Oefverexekutor* avait refusé son exequatur, et la Cour suprême avait confirmé sa décision, considérant qu'il s'agissait là de sentences rendues sous l'empire d'une loi étrangère.

§ 2. — De l'arbitrage forcé et des cas qui lui sont assimilables.

Nous avons vu que deux conceptions très différentes se présentent à l'esprit, en ce qui concerne la nature juridique de la sentence arbitrale : la conception qui voit dans la sentence arbitrale un jugement et celle, au contraire, qui en reconnaît le caractère contractuel. Or il y a certains cas dans lesquels les partisans de la seconde conception eux-mêmes

n'hésitent pas à considérer la sentence arbitrale comme un véritable jugement.

Parmi ces cas, le plus important est celui de l'arbitrage forcé. Nous entendons par là le cas où une prescription légale formelle oblige les parties à s'en remettre à des arbitres pour trancher leur litige (1). Il est impossible de reconnaître un caractère contractuel à un pareil arbitrage. La volonté des parties, élément essentiel à tout contrat, fait ici absolument défaut ; les parties sont obligées de se soumettre à l'arbitrage, qu'elles le veulent ou non. Les arbitres, en pareil cas, exercent, par délégation de la loi, une partie de la puissance publique et leur sentence est par suite un véritable jugement. La doctrine (2)

(1) Tel était le cas des contestations entre associés à propos de l'acte social qui devaient, d'après les articles 51 à 63 du Code de commerce, être soumises à des arbitres. Mais une loi du 7 juillet 1856 a abrogé ces articles.

L'arbitrage forcé existe encore en Allemagne (*Zwangsschiedsgerichte*) et en Autriche, principalement à l'occasion des litiges nés du contrat de travail et pour les questions d'assurances sociales. On le trouve aussi en Angleterre (*compulsory arbitration*) dans divers cas.

(2) Moreau, *Effets internationaux des jugements*, thèse Paris, 1884, p. 58 ; Fœlix, t. II, p. 161 ; Daguin, *De l'autorité et de l'exécution des jugements en matière civile et commerciale en France et dans les divers pays*, thèse, 1887, p. 155 ; Audinet, *Principes élémentaires de droit international privé*, n° 474, p. 372 ; Despagnet et de Boeck, *Précis de droit international privé*, p. 644 ; Weill, *Les sentences arbitrales en droit international privé*, p. 114 ; Weiss, *Traité théorique et pratique de droit international privé*, t. 6, p. 37 ; Pillet-

et la jurisprudence (1) sont unanimes à l'admettre.

Il en est de même dans le cas où des juges, au cours d'un procès, s'en remettent à des arbitres du soin de trancher certains points (2). Ici les arbitres exercent une partie de la puissance publique en vertu d'une délégation du juge.

Un peu plus controversée est l'hypothèse d'un arbitrage dans l'organisation duquel est intervenue l'autorité publique, soit pour nommer un arbitre, au cas où une partie refuserait ou omettrait de le faire, soit pour nommer, en cas de désaccord des arbitres primitifs, un tiers arbitre chargé de les départager. Certains auteurs ont voulu voir dans cette hypothèse un arbitrage non volontaire. Ils distinguent, du reste, suivant que l'autorité est intervenue par délégation des parties (3) ou en vertu d'un texte for-

Niboyet, *Manuel de droit international privé*, p. 721 ; Garsonnet et Césair-Bru, *Traité théorique et pratique de procédure civile*, 3^e éd., 1921, p. 606 ; Nussbaum, *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 23 ; Mittelstein, article *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 38 ; Bar, *Theorie und Praxis des Internationalen Privatrechts*, t. I, p. 539 ; Köhler, *Gesammelte Beiträge zur Civil Process*, p. 191 ; Wehli, *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, 108.

(1) Montpellier, 18 août 1838 et Cass., 16 juin 1840 (S. 1840. 1.583) ; Paris, 22 juin 1843 (S. 1843.2.346) ; Paris, 10 décembre 1901 (D. 1905.2.128) ; Seine, 16 novembre 1922 (*Clunet*, 1923, p. 78).

(2) Ceci a été prévu dans certaines législations et notamment en Angleterre (*Arbitration Act* de 1889, *Section 14* : « *References under Order of Court* »).

(3) C'est le cas en Angleterre des « *References under Order of*

mel (1). Dans le second cas seulement l'intervention de l'autorité aurait pour effet d'enlever à l'arbitrage son caractère volontaire. Par conséquent ici, comme dans le cas de l'arbitrage forcé proprement dit, la sentence arbitrale rendue serait un jugement.

Cette opinion ne nous paraît pas exacte. Il nous semble bien que l'arbitrage ne perd pas son caractère volontaire du fait de l'intervention d'une autorité publique quelconque dans la désignation des arbitres. En effet, cette intervention de l'autorité publique est couverte par le choix *volontaire* qu'ont fait les parties de la loi qui l'édicte. En dernière analyse, c'est donc bien de la volonté des parties que les arbitres tiennent leurs pouvoirs (2).

La même solution doit être adoptée lorsque l'une des parties ayant laissé forclore son droit de nommer un arbitre, l'autre arbitre en vertu d'une disposition légale tranche à lui seul le litige.

Court by consent ». On désigne ainsi l'hypothèse de parties renonçant à poursuivre une action devant la Cour et s'en référant à des arbitres qu'elles font désigner par le juge. Hypothèse qu'il faut bien distinguer de la « *Reference under Order of Court* » de l'Arbitration Act de 1889 (V. note 2, *suprà*). Dans ce dernier cas en effet l'arbitrage n'est pas volontaire et la sentence a la force d'une décision d'un juge (Halsbury, *Laws of England*, t. I, n° 999, p. 482).

(1) Moreau, *op. cit.*, p. 58 ; Fœlix, *op. cit.*, n° 388 ; Weill, *thèse citée* ; Despagnet, n° 209 ; Pillet, *op. cit.*, t. II, p. 546. Köhler, *op. cit.*, p. 191, refuse même de faire cette distinction.

(2) Nussbaum, *article cité*, n° 21.

Au contraire, si la désignation des arbitres provenait d'une décision *contentieuse* de l'autorité publique, rendue à la suite d'une contestation élevée à propos de l'exécution du compromis, l'arbitrage perdrait son caractère volontaire. C'est ce qui se produirait si, malgré la convention d'arbitrage, une des parties portait le litige devant un tribunal et si celui-ci, se déclarant incompétent, renvoyait les parties devant des arbitres qu'il nommerait.

*
* *

Il y a enfin un dernier cas, dans lequel il ne saurait être mis en doute que l'on est en présence d'un jugement. C'est lorsque la sentence a fait l'objet d'un recours dans son pays d'origine. Il est bien évident que le jugement rendu sur ce recours se substitue à la sentence des arbitres, et cela même s'il n'a fait que la confirmer (1). Ce sera donc ce jugement, et non plus la sentence arbitrale, qui devra être pris en considération et rendu exécutoire.

*
* *

Dans les développements qui vont suivre, il ne sera question que d'arbitrages *volontaires*. Pour les

(1) Pillet-Niboyet, *op. cit.*, p. 721 ; Weill, *thèse citée*, p. 114.

sentences arbitrales rendues à la suite d'un arbitrage forcé ou assimilables à un arbitrage forcé, il nous suffit de dire qu'elles seront exécutées comme des jugements étrangers, c'est-à-dire suivant les articles 546 du Code de procédure civile et 2123 et 2128 du Code civil.

PREMIÈRE PARTIE

DES PAYS QUI ASSIMILENT LES SENTENCES ARBITRALES A DES JUGEMENTS

Nous exposerons, tout d'abord, dans un premier chapitre, les principes, puis nous verrons, dans un second chapitre, comment ces principes ont été appliqués dans divers pays.

CHAPITRE PREMIER

LES PRINCIPES.

Les partisans de l'assimilation des sentences aux jugements commencent par réfuter l'opinion de ceux qui voient dans la sentence arbitrale un simple contrat, puis ils démontrent que la décision des arbitres est un véritable jugement et recherchent enfin si l'homologation de l'autorité étrangère est nécessaire pour lui donner ce caractère. Chacun de ces points fera l'objet d'un "paragraphe distinct.

§ 1. — La sentence arbitrale n'est pas un contrat.

Ainsi que nous l'avons indiqué dans l'introduction, suivant certains auteurs la sentence arbitrale, qui n'a d'existence qu'en raison du compromis, ferait corps avec lui. La sentence arbitrale serait donc une conséquence, une suite du compromis auquel elle emprunterait son caractère contractuel.

Au contraire, ceux pour qui la sentence arbitrale est un jugement déclarent que cette liaison étroite du compromis et de la sentence ne correspond pas à la réalité. S'ils reconnaissent bien que toute sentence arbitrale suppose nécessairement la conclusion d'un compromis, ils soutiennent néanmoins que sentence et compromis doivent être soigneusement distingués l'un de l'autre. Les deux opérations n'ont pas selon eux le même but. Le compromis (ou la clause compromissoire) est l'expression de la volonté des parties de soumettre le litige à l'appréciation d'arbitres qui, une fois nommés, rendront leur sentence en pleine indépendance et en dehors de toute intervention des parties.

« Le compromis, dit M. Pillet (1), n'est pas la
« sentence. Le compromis est nécessaire pour inves-
« tir les arbitres de leurs fonctions, mais, une fois
« cette fonction conférée, pourvu que ceux-ci se
« tiennent dans les termes de la mission qui leur a

(1) Pillet, *op. cit.*, p. 537.

« été donnée, leur liberté est entière et la considération du compromis n'entre pour rien dans leur sentence, laquelle est empruntée à des motifs tout différents. »

§ 2. — La sentence arbitrale est un véritable jugement.

Une fois établie cette dissociation du compromis et de la sentence, il reste à prouver que la sentence arbitrale est un véritable jugement. Pour y parvenir, les défenseurs de cette opinion la fondent sur trois sortes d'arguments : les textes, la mission des arbitres, les voies de recours.

*
* *

Les auteurs ont tout naturellement cherché à fonder leur argumentation en premier lieu sur des textes. Nous verrons qu'en ce qui concerne l'Italie et l'Autriche, des lois formelles consacrent cette assimilation. Pour les autres pays dont les codes ou les lois ne disent rien sur ce sujet, les auteurs ont vu une preuve de l'intention du législateur de considérer les sentences arbitrales comme des jugements dans le fait que l'on retrouve dans les textes réglementant l'arbitrage les mêmes termes employés par la loi à propos de la procédure judiciaire.

Voici comment s'exprime M. Lainé (1) à propos

(1) Lainé, *De l'exécution en France des sentences arbitrales étrangères*. Clunet, 1899, p. 641.

du droit français, et ses paroles peuvent également s'appliquer aux droits Belge et Luxembourgeois dont les textes sont les mêmes que les nôtres : « L'as-
« similation avec les jugements est à chaque pas
« dans le Code de procédure. Le compromis inter-
« vient à propos d'un litige, comme l'accord tacite en
« vertu duquel sont saisis les tribunaux ordinai-
« res (1006). Une fois les arbitres nommés, les com-
« promettants deviennent des parties (1009-1010),
« tandis que la mission des arbitres est de juger
« (1013-1016). Ils procèdent suivant les formes éta-
« blies par les tribunaux (1009)... la sentence est un
« jugement arbitral (1016 - 1020 - 1021-1022-1023-
« 1024-1026-1028)... ». On pourrait raisonner de
même sur les textes des Codes italien (*Sentenza*),
espagnol (*juicio arbitral*, *juices arbitros*) et por-
tugais. Mais dans les textes de langue anglaise cet
argument est impossible à invoquer, la sentence s'y
nomme toujours *award* et l'arbitre *arbitrator* ou
umpire. De même dans les textes de langue alle-
mande, l'arbitre s'appelle *Schiedsrichter* et la sen-
tence arbitrale *Schiedsspruch*, jamais *Urteil*.

De même, enfin, dans le Code de procédure civile
hollandais, l'arbitre porte également un nom qui lui
est propre : *Schiedsmannen*.

* *

Aussi bien les partisans de cette théorie ont-ils

cherché un argument plus solide dans la mission des arbitres qu'ils présentent comme identique à celle des juges. Comme les juges, en effet, les arbitres tranchent un litige et apprécient le bien fondé des prétentions respectives des parties, en se conformant à des règles de procédure calquées sur celles de la procédure judiciaire ; comme les juges, aussi, les arbitres décident, c'est-à-dire jugent, en fait et en droit et agissent en pleine indépendance sans contrôle aucun de la part des parties.

*
* *

Mais, et c'est là un argument nouveau très fort à l'appui de la thèse que nous exposons, les parties disposent contre la sentence des arbitres de voies de recours : appel ou cassation. « Or, disent les « auteurs à la suite de M. Lainé (1), conçoit-on qu'un « tribunal puisse confirmer ou réformer un contrat ? « Qu'un tribunal substitue son jugement à la volonté « des contractants ? Est-ce que l'œuvre du juge d'appel n'est pas par essence un nouvel examen du « litige sur lequel a statué le juge de première instance ? Et, s'il y a identité entre la fonction du juge

(1) Lainé, *De l'exécution en France des sentences arbitrales étrangères*. Consultation à propos du règlement de la succession de S. M. la reine Marie-Christine d'Espagne. *Clunet*, 1899, p. 641.

« d'appel et celle du juge de première instance, le
« caractère incontestable de celle-là ne révèle-t-il
« pas avec évidence le caractère de l'autre ? Il est
« certain qu'une convention ne saurait être révisée
« par l'autorité judiciaire, qu'il est simplement per-
« mis de lui refuser effet au nom de l'ordre public
« et par conséquent le fait qu'une sentence arbitrale,
« au contraire, peut être révisée, réformée, par un tri-
« bunal d'appel démontre péremptoirement que la
« sentence arbitrale est un jugement, non pas un
« contrat. »

Et de même pour la requête civile. Comment comprendrait-on qu'une législation qui admet une pareille voie de recours contre les sentences arbitrales, considère celles-ci comme des contrats ? Ce dernier argument a cependant une portée limitée du fait que les législations admettant la requête civile contre les décisions d'arbitres privés sont fort rares ; elles ne comprennent guère que les législations ayant adopté le Code de procédure français : France, Belgique et Luxembourg (1), et la législation italienne (2) (3).

(1) Article 1026 du Code de procédure civile français.

(2) Article 30 du Code de procédure civile italien.

(3) Si, en effet, l'*Executionsordnung* allemand renvoie dans son paragraphe 1041 aux cas de requête civile (*Restitutionsklage*), qu'il a prévus dans le paragraphe 580, ces cas ne peuvent néanmoins être invoqués que dans cette sorte d'action en

§ 3. — La sentence arbitrale n'a de valeur que quand elle a été homologuée par l'autorité étrangère.

Toutes les législations prévoient que les sentences rendues par des arbitres ne pourront faire l'objet d'une exécution forcée que quand elles auront été rendues exécutoires par l'autorité judiciaire.

Cette autorité est en France le président du tribunal (1) ; il en est de même en Belgique, en Hollande (2) et en Italie (3) ; en Angleterre c'est au contraire un auxiliaire du juge, le *Master* (4) ; ailleurs, comme en Allemagne (5), c'est le tribunal tout entier ; enfin en Suède c'est un magistrat spécial l'*öfverexécutor* (6).

La question se pose alors de savoir si la sentence arbitrale a par elle-même le caractère de jugement,

nullité (*Aufhebungsklage*) qu'est l'action du paragraphe 1041.

De son côté le Code de procédure néerlandais prévoit dans son article 648 qu'il n'y aura pas lieu à cassation ou à requête civile contre une sentence arbitrale.

Quant aux autres législations, elles parlent bien de la cassation d'une sentence arbitrale, mais c'est d'une action en nullité qu'il s'agit et non d'un pourvoi en cassation ou d'une requête civile.

(1) Article 1020 du Code de procédure civile.

(2) Article 642 du Code de procédure civile.

(3) Article 24 du Code de procédure civile.

(4) Section 12 de l'Arbitration Act.

(5) Article 1042 du Code de procédure civile.

(6) Article 415 de la loi sur les poursuites pour dettes.

ou si elle ne l'acquiert qu'à la suite de cette homologation de l'autorité judiciaire.

Cette question a été débattue surtout dans la doctrine italienne, qui a présenté des analyses très subtiles de l'arbitrage.

Ces analyses vont chercher leur point de départ dans le concept même de justice. Pour Zanobini (1) *le pouvoir juridictionnel est un produit de la raison*. Le rôle du juge est pour lui uniquement de décider du bien fondé des prétentions des parties, en interprétant logiquement les lois et en appliquant les principes généraux du droit. Or, si, partant de cette conception de la Justice, on examine l'activité respective de l'arbitre et de l'autorité compétente pour délivrer l'exequatur (le préteur en Italie), on est bien obligé de reconnaître que le pouvoir juridictionnel se concentre tout entier dans la personne du premier. Seul l'arbitre, en effet, se prononce sur le bien-fondé des prétentions respectives des parties ; l'autorité d'exequatur ne fait qu'accorder ou refuser la force exécutoire à la sentence arbitrale, sans pouvoir en réviser le fond. Dès lors l'arbitre apparaît comme une personne privée transformée en juge par le choix des parties, et, comme telle, exerçant une portion du pouvoir juridictionnel de la puissance publique. En d'autres termes, *l'arbitrage est un cas d'exercice privé de*

(1) *L'esercizio privato delle funzioni e dei servizi pubblici*, p. 349.

la justice, la sentence arbitrale est un jugement parfait par lui-même et l'exequatur du prêteur, ou de toute autre autorité judiciaire, n'est qu'une simple confirmation de la sentence, destinée à lui accorder la force exécutoire.

Mais cette conception, qui a longtemps été celle de la Doctrine italienne (1), ne paraît plus être celle qui y est maintenant admise.

Pour bien des auteurs, le raisonnement parfaitement correct de Zanobini n'est cependant pas acceptable, car il repose sur de fausses prémisses. Pour eux, *le pouvoir juridictionnel est un produit de la volonté* ; le rôle du juge est de déclarer par une décision impérative ce qui dans un cas concret particulier doit être considéré comme le droit. C'est notamment l'avis exprimé par Calamandréi (2) et Chiovenda (3). Dès lors, ce n'est plus l'arbitre, mais l'autorité compétente pour délivrer l'exequatur qui exerce ce pouvoir juridictionnel, parce que c'est sa décision seule qui rend la sentence arbitrale obligatoire et qui en impose l'exécution aux parties. Le pouvoir juridictionnel n'appartiendrait à l'arbitre que si sa décision

(1) Zanobini, *op. cit.* ; Galante, *Natura et efficacia delle sentenze degli arbitri Studi in honore di Carlo Fadda*, t. 6, p. 109 ; Mortara, *Manuale*.

(2) Calamandréi, *La sentenza soggettivamente complessa*, *Rivista di diritto processuale civile*, 1924, p. 234 ; Chiovenda, *Principii*, p. 104.

(3) Chiovenda, *Principii*, p. 104.

s'imposait aux parties en dehors de toute intervention de la puissance publique. On n'est pas en présence d'un cas d'exercice privé de la justice, comme le prétend Zanobini, mais bien plutôt, suivant l'expression de Calamandréi, d'un cas de « *préparation privée d'un jugement* ». L'arbitre apprécie le bien-fondé des prétentions des parties et prépare le contenu logique de la décision, qui ne devient jugement que quand l'autorité d'exequatur l'a *déclarée* exécutoire.

Une troisième théorie, qui ne paraît pas encore s'être imposée, a été présentée par Carnelutti (1). Pour lui la fonction du juge serait double : apprécier, par la *raison*, le bien-fondé des prétentions respectives des parties et imposer ensuite, par la *volonté*, la décision ainsi prise. Dès lors le pouvoir juridictionnel se partagerait entre l'arbitre et l'autorité compétente pour délivrer l'exequatur, et l'on se trouverait en présence d'un « *jugement complexe* ». Cette théorie est vivement critiquée par Calamandréi (2). Avec sa conception du rôle de la Justice, il se refuse à reconnaître le moindre pouvoir juridictionnel à l'arbitre et par suite, les deux actes de l'arbitre et de l'autorité compétente pour délivrer l'exequatur n'étant pas homogènes, il ne saurait être question de complexité.

(1) Carnelutti, *Arbitrato estero. Rivista di diritto commerciale*, 1916, 1^{re} partie, 374.

(2) Calamandréi, *op. cit.*, p. 258.

Quoi qu'il en soit, il paraît bien établi que, d'après la doctrine italienne, *la sentence arbitrale n'est parfaite et n'est véritablement assimilable à un jugement que quand elle a été homologuée par l'autorité judiciaire*. C'est aussi l'opinion professée en France par MM. Pillet et Niboyet (1). Nous verrons que c'est également le point de vue adopté, d'une façon constante, par les jurisprudences autrichienne (2) et tchécoslovaque (3).

(1) Pillet et Niboyet, *Manuel de droit international privé*, p. 648. Pour eux une sentence arbitrale non rendue exécutoire n'est qu'un « projet de sentence ».

(2) Tribunal suprême de Vienne, 4 mai 1909 (*Clunet*, 1914, p. 982); Trib. sup. Vienne, 14 décembre 1909 (*Revue Lapradelle*, 1910, p. 930).

(3) Cour suprême de Prague, 23 juin 1925 (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 323); Coursuprême de Prague, 16 septembre 1925 (*Internationales Jahrbuch*, t. I, p. 324).

CHAPITRE II

DE L'APPLICATION DANS DIVERS PAYS DU PRINCIPE DE L'ASSIMILATION DES SENTENCES ARBITRALES AUX JUGEMENTS.

La théorie qui considère les sentences arbitrales comme de véritables jugements a été soutenue **en France** par de nombreux auteurs (1).

Mais, si quelques arrêts ont adopté ce point de vue (2), la grande majorité de la Jurisprudence française se prononce dans un sens différent ; nous ver-

(1) Nous avons déjà cité le remarquable article de M. Lainé (*Clunet*, 1899, p. 641), ainsi que les passages sur cette question du *Traité théorique et pratique de droit international privé* de M. Pillet (p. 536) et du *Manuel de droit international privé* de MM. Pillet et Niboyet (p. 724). Citons encore l'article de M. Pierantoni sur l'exécution en France des sentences arbitrales étrangères, *Revue de droit international et de législation comparée*, 1900, p. 225 ; Glasson et Tissier, *op. cit.*, t. II, p. 932 ; Revellin-Falcoz, *L'arbitrage en droit privé*, thèse Lyon, 1907, p. 130 ; Despagnet et de Boeck, *op. cit.*, p. 644 ; Valéry, *Manuel de droit international privé*, n° 580, p. 820 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. XII, p. 508, § 769 *ter*, note 11 *ter* par M. Martin.

(2) Paris, 7 janvier 1882, S. 1882.2.145 ; Trib. de la Seine, 6 mars 1899, *Clunet*, 1899, p. 743, jugement rendu dans l'affaire de la succession de la reine Marie-Christine d'Espagne, après consultation de MM. Lainé et Pierantoni, et con-

rons plus loin qu'elle reconnaît à la sentence des arbitres un caractère contractuel.

*
* *

Assez nombreux, par contre, sont les pays étran-

« firmé par l'arrêt de la Cour de Paris du 10 décembre 1901, *Clunet*, 1902, p. 314 et D. 1905.2.128. « Si, jusqu'à ce jour, « dit le jugement et après lui l'arrêt, la doctrine, entraînée par « la haute autorité de Merlin, a presque unanimement admis « que la sentence rendue par des arbitres, institués en dehors « de toute obligation légale par la libre volonté des parties, fait « corps avec le compromis dont elle est l'exécution et lui « emprunte son caractère contractuel... un examen plus appro- « fondi de la nature de la sentence arbitrale et une analyse « plus serrée des textes qui régissent la matière, commandent « une solution différente. Il est donc logique et rationnel de « soumettre une sentence arbitrale, lorsqu'elle émane d'arbitres « étrangers, aux règles applicables, aux jugements étrangers « dont on peut poursuivre l'exécution en France et de décider « que l'exequatur ne peut lui être accordé, aux termes de l'arti- « cle 2123 du Code civil, que par le tribunal et non par ordon- « nance du président »
« On ne saurait prétendre qu'une sentence arbitrale, émanant « d'arbitres amiables compositeurs étrangers, rendue en vertu « d'un compromis auquel aucun Français n'est partie et relati- « vement à la liquidation d'une succession étrangère, doit être « rendue exécutoire en France alors qu'elle ne porte atteinte « à aucune disposition de l'ordre public français. On ne peut « en pareille hypothèse interdire aux juridictions chargées de « statuer sur la demande d'exequatur le soin de vérifier si les « règles essentielles du droit français ont été observées » (ce « qui revient à admettre la révision au fond).

Parmi les arrêts plus récents, seul un jugement du Tribunal de Tunis du 30 janvier 1924, *Clunet*, 1925, p. 760, partage cette opinion.

gers qui ont adopté, et même consacré par des textes législatifs, cette façon de voir. Mais si ces pays reconnaissent le même principe, ils diffèrent par les applications qu'ils en font.

Deux systèmes principaux peuvent être distingués, à cet égard, suivant que l'on exige, ou que l'on n'exige pas, la garantie de réciprocité de l'Etat où la sentence a été rendue.

1^{er} système : Les sentences arbitrales étrangères seront exécutées comme des jugements étrangers sans condition de réciprocité.

C'est le système italien depuis qu'une loi de 1919 est venue régler la matière.

Avant cette loi, la possibilité même de faire exécuter en Italie une sentence arbitrale étrangère était très discutée.

Un point était certain : l'alinéa 3 de l'article 24 du Code de procédure civile italien, prévoyant qu'un décret du préteur donnerait la force exécutoire à une sentence arbitrale, ne s'appliquait qu'aux sentences italiennes. Quant aux sentences arbitrales étrangères, une partie de la jurisprudence (1) et de la doctrine leur déniait toute valeur juridique en Italie, en se fondant sur l'article 22 du Code de procé-

(1) Gênes, 9 janvier 1905 ; 6 mars 1906 ; 16 mars 1907, *Rivista di dir. internazionale*, 1906, p. 467 ; Cass. Turin, 3 juin 1907, *Clunet*, 1908, p. 248.

dure civile qui dispose « que le jugement des arbitres doit avoir été rendu dans le royaume ».

A la suite de MM. Chiovenda et Anzilotti, plusieurs décisions de jurisprudence (1) s'élevèrent contre cette interprétation de l'article 22 qu'elles jugèrent abusive et répondirent que ce texte, comme l'article 24, ne visait que les sentences nationales. Les textes réglementant en Italie la procédure d'arbitrage ne doivent constituer aucune barrière au droit qu'ont les parties de faire trancher un litige par des juges privés (2).

*
* *

Mais un décret-loi royal n° 1272 du 20 juillet 1919 (3), modifiant l'article 941 du Code de procédure civile, est venu dissiper ces doutes.

Ce décret-loi, qui ne parle tout d'abord que des jugements étrangers, leur assimile dans son paragraphe 4 les sentences arbitrales étrangères.

« Les dispositions précédentes sont applicables à « une sentence rendue à l'étranger par des arbitres

(1) Cass. Rome, 5 février 1909 (*Clunet*, 1910, p. 274); Appel Turin, 20 mai 1912 (*Clunet*, 1913, p. 667 ; *Riv. di dir. int.*, 1912, p. 504).

(2) Voir article de M. Ascarelli dans *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*.

(3) *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 187.

« entre étrangers ou entre un national et un étran-
« ger à condition que cette sentence ait, selon la loi
« de la localité, la valeur et la force d'une sentence
« rendue par l'autorité judiciaire et qu'il ait été
« fait la preuve que les conditions requises pour de
« telles sentences au paragraphe 1, n° 5, aient été
« réunies. » Ce n° 5 exige : « que la sentence soit
« devenue irrévocable, ou qu'elle ait actuellement
« toute sa force exécutoire, d'après la législation du
« lieu où elle a été rendue ». C'est la consécration
législative de l'opinion de Calamandréi que nous
avons exposée plus haut, et d'après laquelle la sen-
tence arbitrale n'a la valeur d'un jugement que
lorsqu'elle a été homologuée, consacrée, par l'auto-
rité compétente de son pays d'origine.

La sentence arbitrale étrangère sera donc consi-
dérée comme un jugement étranger et recevra,
comme telle, force exécutoire à la suite d'une procé-
dure spéciale : la procédure de *Delibazione*.

C'est la Cour d'appel du Royaume ou des colonies
dans le ressort de laquelle doit être exécutée la sen-
tence qui donne auxdites sentences force exécutoire
sous certaines conditions (1).

1° *Conditions de compétence des arbitres*. Cette
compétence doit être appréciée à deux points de vue
différents ; il faut évidemment que l'arbitre ait été

(1) Paragraphe 1^{er} de la loi.

compétent d'après la législation du lieu où a été rendue la sentence (1). Mais il faut également que la sentence ait été rendue par des arbitres compétents pour connaître du différend, « d'après les principes « généraux du droit international et en tenant compte « spécialement des dispositions contenues au chapitre « préliminaire du Code civil, lorsqu'il s'agit de sentences rendues contre un ressortissant italien » (2). Or, déjà avant la loi de 1919 (3), mais surtout depuis cette loi (4), et jusqu'à une date toute récente, la jurisprudence italienne ne reconnaissait pas la validité d'une clause compromissoire ou d'un compromis passé entre un Italien et un étranger et soumettant un litige à un arbitrage devant avoir lieu hors du royaume. Pratiquement donc, seules les décisions

(1) Article 1^{er}, § 1-2°.

(2) Article 1^{er}, § 1-1°.

(3) Cour de Gênes, 9 janvier 1905 ; 6 mars 1906 ; 16 mars 1906 (*Clunet*, 1907, p. 193 ; *Rivista di dir. int.*, 1906, p. 467) ; Cass. Turin, 3 juin 1907 (*Clunet*, 1908, p. 248) ; Cass. Turin, 20 août 1911 (*Clunet*, 1912, p. 591). Voir cependant en sens contraire admettant la validité d'une telle clause : Cass. Rome, 5 février 1909 (*Clunet*, 1910, p. 274) ; Cass. Tunis, 30 juin 1911 (*Clunet*, 1912, p. 542) ; Appel Turin, 20 mai 1912 (*Clunet*, 1912, p. 504) ; Appel Milan, 23 septembre 1913 (*Clunet*, 1914, p. 1012) ; Milan, 27 février 1917 (*Clunet*, 1919, p. 820).

(4) Trib. civ. Gênes, 17 juin 1922 (*Clunet*, 1924, p. 251) ; Trib. civ. Gênes, 24 septembre 1924 (*Riv. di dir. commerciale*, 1925, p. 291) ; Cass. Rome, 28 janvier-26 mars 1925 (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 306) ; Cass., 11 février 1925 (*Clunet*, 1927, p. 492) ; Appel Turin, 30 juillet 1926 (*Clunet*, 1927, p. 491).

d'arbitres rendues à l'étranger, *entre étrangers*, pouvaient faire l'objet d'une procédure de *Delibazione*. Tout dernièrement encore, un arrêt de la Cour de cassation du royaume du 8 avril 1927 (1) considérerait comme nulle une clause compromissoire passée entre deux Italiens, ou entre un Italien et un étranger, en vue d'un arbitrage à l'étranger. Il se fondait sur l'article 12 des dispositions préliminaires du Code civil (2) qui interdit toute dérogation aux lois prohibitives du royaume, combiné avec l'article 69 du Code de procédure civile qui déclare que « la juridiction des Cours du royaume ne peut être écartée par les parties, sauf dans les cas prévus par la loi » ; et il ajoutait : « Ce sont seulement les conventions intervenues sous la garantie de la réciprocité qui peuvent justifier de telles clauses, comme il adviendra quand sera devenue exécutoire la convention de Genève du 24 septembre 1923 (3). »

(1) *Rivista di diritto internazionale*, 1927, p. 387.

(2) Article 12 : « Nonobstant les dispositions des articles précédents, les lois, les actes et les sentences d'un pays étranger, non plus que les dispositions et les conventions des particuliers, ne peuvent en aucun cas déroger aux lois prohibitives du royaume qui concernent les personnes, les biens et les actes, ni aux lois qui intéressent, d'une manière quelconque, l'ordre public et les bonnes mœurs. »

(3) « *Soltereto le convenzioni internazionali, sotto la garanzia de la reciprocità, possono tali closesse ginotificare com avverra quando sera divenuta executoria la convenzione di Geneva del 24 settembre 1924* ». »

Or ce protocole de Genève qui avait déjà été ratifié le 20 juillet 1924, vient d'être mis en vigueur par une loi n° 783 du 9 mai 1927.

Il semble donc qu'à l'avenir, les principes du droit italien ne s'opposent plus à la reconnaissance de la capacité d'un arbitre tranchant, en dehors des frontières de l'Italie et sous l'empire d'une loi étrangère, un litige entre un Italien et un étranger (1).

2^e Condition : Il faut que les droits de la défense aient été sauvegardés. C'est-à-dire qu'il faut : « que
« la citation ait été notifiée conformément aux lois
« du lieu où intervint le jugement (arbitral) et qu'il
« ait été prévu un délai de comparution suffisant, en
« raison de la distance et des autres circonstances
« spéciales » (2). Cela pour qu'il soit prouvé que la
partie perdante a été mise en état de se faire entendre
dans la procédure d'arbitrage. Il faut également « que
« les parties aient été valablement constituées dans
« le jugement, conformément à la loi de la localité,
« ou que le défaut de comparaître ait été confirmé et
« notifié valablement en conformité avec la même
« loi » (3).

(1) Il semble, néanmoins, que *deux Italiens* ne pourraient convenir de soumettre leurs litiges à un arbitrage étranger, cette hypothèse ne rentrant pas dans le cadre du protocole de 1923, qui ne prévoit que le cas de cocontractants de nationalités différentes.

(2) Article 1^{er}, § 1-3^o de la loi.

(3) Article 1^{er}, § 1-4^o de la loi.

3^e Condition : Il faut, cela va de soi, que la sentence étrangère ne contienne aucune disposition « contraire à l'ordre public ou au droit public intérieur du royaume » (1).

4^e et 5^e Conditions : La loi de 1919 a enfin voulu rendre impossible toute contradiction entre la sentence dont on demande l'exécution et le jugement d'un tribunal italien. C'est pourquoi elle prescrit à la Cour d'appel de s'assurer que la sentence étrangère « n'est pas en contradiction avec une autre sentence rendue par une autorité italienne » (2) et « qu'un litige n'est pas pendant devant une autorité judiciaire italienne, pour le même objet, et entre les parties elles-mêmes, à l'époque où est notifiée la demande en exécution » (3).

Mais la loi italienne n'exige aucune réciprocité de la part du pays dont est originaire la sentence, qu'il s'agit d'exécuter.

Si ces conditions sont remplies et si le document soumis à la *Delibazione* (4) présente des carac-

(1) Article 1^{er}, § 111 *in fine* de la loi.

(2) Article 1^{er}, § 1-6^o.

(3) Article 1^{er}, § 1-7^o.

(4) Le document présenté à la *Delibazione* devra être une copie authentique de la sentence arbitrale, délivrée soit par le greffier, ou le magistrat compétent à cet effet, lorsque les lois du pays d'origine de la sentence prescrivent le dépôt de l'original, soit par un notaire du lieu où la sentence a été rendue, si un tel dépôt n'est pas prescrit. Dans les deux cas, la copie authentique de la sentence devra être légalisée par le

tères d'authenticité suffisants, la Cour d'appel pourra rendre la sentence exécutoire.

En principe, la Cour d'appel n'examinera pas l'affaire au fond. Cela résulte *a contrario* du paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi italienne qui ne prévoit un tel examen que dans des cas bien déterminés et que si l'une des parties le demande.

« A la requête de la partie citée, dit la loi, la Cour d'appel procède à un nouvel examen du différend sur le fond, lorsque la sentence a été rendue par défaut de ladite partie, ou lorsqu'elle fait valoir un des motifs indiqués aux n^{os} 1 à 4 de l'article 494 (1) ». Ces motifs sont : le dol, la production de documents faux et, d'une façon générale, les motifs de « révo-

consul d'Italie, et envoyée au ministère des affaires étrangères pour légalisation de la signature du consul (réponse de M. Pozzi, avocat à la Cour de Milan, au questionnaire de la Chambre de commerce internationale).

(1) *Article 494* : « La sentence prononcée contradictoirement par l'autorité judiciaire d'appel peut être révoquée sur l'instance d'une partie :

« 1^o Si la sentence est l'effet d'un dol d'une des parties vis-à-vis de l'autre ;

« 2^o Si la sentence est rendue sur documents faux, ou reconnus tels après le prononcé, ou que la partie succombante ignorait avoir été reconnus faux avant le prononcé de la sentence ;

« 3^o Si on a récupéré après la sentence un document décisif qu'on n'avait pu produire avant, du fait de la partie adverse ;

« 4^o Si la sentence est l'effet d'une erreur de fait, résultant d'une façon incontestable des actes et documents du procès ».

tion » (requête civile) d'un jugement. « Dans ces cas, « la Cour d'appel, d'après les résultats de l'instruction et de la discussion, décide sur le fond ou donne « force exécutoire à la sentence étrangère. »

Enfin la loi de 1919 prévoit une dernière mesure, pour sauvegarder les droits de la partie perdante. « Si « le défendeur, ayant déjà fait défaut devant l'autorité judiciaire étrangère, ne comparaît pas devant « la Cour d'appel, et si la citation n'a pas été notifiée « à la personne, la force exécutoire de la sentence « ne peut être prononcée. »

*
* *

Le projet du nouveau Code de procédure civile italien (1) ne change pas grand'chose à ce système ; il prévoit expressément l'exécution des sentences arbitrales étrangères dans son article 409 :

« Une sentence prononcée par des arbitres, en vertu « des lois d'un Etat étranger, a les mêmes effets que « ceux attachés à une sentence arbitrale prononcée « par des arbitres en vertu de la loi italienne, quand « les conditions prévues par l'article 404 ont été « reconnues exister, conformément aux règles des « articles 406 et 407, pourvu toutefois que la loi en « vertu de laquelle la sentence a été prononcée attri-

(1) Ce projet a été préparé par une Commission royale, constituée par un décret royal du 3 juin 1924.

« bue à cette sentence des effets égaux à ceux que le
« droit italien attache aux sentences des arbitres. »

Article 404.

*(Conditions pour l'exequatur des jugements
étrangers dans le Royaume).*

« Sauf les dispositions des conventions internation-
« nales et des lois spéciales, un jugement prononcé
« en vertu des lois d'un Etat étranger ne produit les
« effets prévus par les articles 290 et 291 que s'il satis-
« fait aux conditions suivantes :

« 1° Que le jugement ait été prononcé par un juge
« compétent pour connaître de l'affaire selon les prin-
« cipes généraux du droit international, et en particu-
« lier au point de vue des dispositions du titre prélimi-
« naire du Code civil, lorsqu'il s'agit d'un jugement
« prononcé contre un citoyen italien ;

« 2° Qu'il ne s'agisse pas d'une affaire pour la solu-
« tion de laquelle une instance a déjà été ouverte en
« vertu de la loi italienne ;

« 3° Qu'il ne s'agisse pas d'une affaire dont la déci-
« sion a été prononcée en vertu de la loi italienne ;

« 4° Que le jugement satisfasse, en substance, aux
« dispositions de l'article 92 ;

« 5° Que, dans la procédure à la suite de laquelle le
« jugement a été prononcé, il apparaisse que les con-
« ditions fondamentales, exigées en ce qui concerne
« l'indépendance du juge vis-à-vis des parties, le débat

« contradictoire et le sérieux de la preuve ont été
« respectées ;

« 6° Que le jugement, d'après la loi en vertu de
« laquelle il a été rendu, ne soit susceptible d'aucun
« recours ;

« 7° Que l'on ne se trouve dans aucune des hypo-
« thèses prévues par les articles 372 et 373 du présent
« Code (1) ;

« 8° Que le jugement ne contienne aucune disposi-
« tion contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs. »

Article 405.

*(Nouvel examen de l'affaire par le juge auquel
l'exequatur est demandé).*

« A la requête de la partie défenderesse, le juge
« procède à un nouvel examen de l'affaire, quand la
« dite partie, contre laquelle le jugement a été pro-
« noncé, se trouvait en état de contumace légale. »

Article 406.

(Demande en exequatur d'un jugement étranger).

« Quiconque veut se prévaloir, pour un effet quel-
« conque, d'un jugement étranger, doit demander au
« juge, indiqué dans l'article qui suit, la reconnais-
« sance de l'existence des conditions prévues par
« l'article 404. »

(1) Ces articles reproduisent les motifs de l'article 494 du Code actuel, c'est-à-dire le dol, la production de pièces fausses, etc...

Article 407.

*(Du juge compétent pour accorder l'exequatur
d'un jugement étranger).*

« La demande en exequatur d'un jugement étranger
« est portée devant le juge qui, aux termes du présent
« Code, serait compétent pour connaître de l'affaire
« sur laquelle le juge étranger a statué ; toutefois,
« dans aucun cas, un juge statuant seul ne pourra
« être compétent.

« Si ladite demande est formée par voie incidente,
« elle est portée devant le juge compétent sur la de-
« mande principale, à moins que l'exequatur ne soit
« demandé à tous les effets, conformément à l'arti-
« cle 151.

« En pareil cas, la demande en exequatur se pour-
« suit par procédure séparée, en observant les règles
« de compétence posées au premier alinéa, et l'on
« procède d'après les prescriptions de l'article 216. »

Ces conditions sont à peu près les mêmes que celles qui sont exigées sous l'empire de la législation actuelle. Cependant l'article 404-4^o ajoute des conditions de forme ; il exige « que la sentence satisfasse, « *en substance*, aux dispositions de l'article 92 », c'est-à-dire qu'elle soit datée, signée des arbitres et motivée.

Remarquons aussi que ce n'est plus la Cour d'ap-

pel qui rendra la sentence arbitrale exécutoire, mais le juge « qui serait compétent pour connaître l'affaire « sur laquelle les arbitres ont statué ».

Enfin, et surtout, d'après l'article 409 la sentence arbitrale étrangère aura les mêmes effets que ceux attribués à une sentence arbitrale italienne, « quand « les conditions prévues par l'article 404 ont été « reconnues exister conformément aux règles des « articles 406 et 407 ». Or, l'article 405 qui prévoit la possibilité d'une révision au fond, n'étant pas pris en considération, les termes de l'article 409 semblent donc écarter, *dans tous les cas*, la révision au fond.

Mais ceci n'est qu'un projet ; il nous a cependant paru intéressant de le mentionner.

En somme, pour le moment, à part des cas exceptionnels, la sentence arbitrale étrangère sera rendue exécutoire en Italie, sans révision au fond, mais à la suite d'une action spéciale intentée devant la Cour d'appel.

*
* *

C'est également l'opinion adoptée en **Norvège**. L'article 3 de la « loi sur l'exécution » (1) du 13 août 1915, mise en vigueur le 1^{er} juillet 1927, qui facilite l'exécution des sentences arbitrales, ne s'applique

(1) Cette loi est une des 3 lois de procédure votées le 13 août 1915 et mises en vigueur le 1^{er} juillet 1927. Ces 3 lois traitent, respectivement, des Cours de justice, de la procédure judiciaire (art. 32 s'occupant de l'arbitrage) et de l'exécution.

qu'aux sentences rendues en Norvège. Les décisions rendues par des arbitres à l'étranger sont considérées comme de véritables jugements étrangers et devront recevoir l'exequatur d'une Cour norvégienne, qui, toutefois, ne les examinera pas au fond et n'exigera aucune condition de réciprocité (1). Tout dernièrement, la Cour suprême de Norvège a rendu exécutoire une sentence arbitrale allemande, bien que la partie perdante objectât que le litige n'avait pas été tranché conformément aux lois norvégiennes (2).

*
* *

La même façon de voir est adoptée au **Brésil**. La sentence arbitrale étrangère, pourvu qu'elle ait reçu force exécutoire dans son pays d'origine, sera exécutoire au Brésil aux mêmes conditions qu'un jugement étranger (3), c'est-à-dire après homologation

(1) Réponse faite par M. Heuch Bugge, avocat à la Cour d'Oslo, au questionnaire de la Chambre de commerce internationale. *Blue book*, p. 55, Cour suprême, 5 novembre 1927.

(2) La partie adverse éleva également des objections sur des événements postérieurs au prononcé de la sentence. Ces objections furent aussi écartées, la Cour renvoyant la firme norvégienne, pour les discuter, devant le tribunal d'arbitrage mentionné dans la clause d'arbitrage.

(3) *Blue book (Reports from the governments in the British self-governing Dominions, and His Majesty's representatives in foreign countries)*. C'est une enquête faite et publiée par le Gouvernement anglais en 1912, sur l'exécution à l'étranger et

par le tribunal *qui ne reverra pas le fond de l'affaire* (1), et qui n'examinera la sentence qu'au point de vue de la compétence des arbitres, du respect des droits de la défense et de l'ordre public (2).

*
* *

De même en **République Argentine**. C'est du moins ce que dit la Cour d'appel de Buenos-Ayres (3). Les sentences arbitrales étrangères assimilées aux jugements étrangers seront, comme eux, rendues exécutoires par le juge de 1^{re} instance : 1° si elles portent sur une action personnelle et non sur une action réelle ; 2° si les droits de la défense ont été sauvegardés ; 3° si la sentence satisfait à toutes les conditions exigées aussi bien par la loi du pays où elle a été rendue que par la loi argentine ; 4° si l'obligation qui a

dans les Dominions des sentences arbitrales anglaises, p. 34.
Répertoire Lapradelle, p. 537.

(1) Tribunal suprême fédéral, 20 juin 1906 (*Clunet*, 1907, p. 483).

(2) Weiss, *Traité théorique et pratique*, 2^e éd., t. VI, p. 168, article 12, Loi du 20 novembre 1894.

(3) *Recueil des décisions de la Cour d'appel de Buenos-Ayres*, vol. 54, p. 141 ; cet arrêt déclare même qu'une sentence arbitrale, bien qu'appel ait été interjeté dans son pays d'origine, peut être exécutée dans la province de Buenos-Ayres si, dans le pays en question, l'appel ne suspend pas l'exécution.

donné naissance au litige est licite et valable d'après les lois argentines (1).

2^e système : système de la réciprocité.

Beaucoup plus nombreux sont les pays qui n'admettent l'exécution des sentences arbitrales et des jugements étrangers qu'à la condition première que sur ce point la réciprocité existe avec le pays d'origine de la sentence ou du jugement.

Mais la constatation de cette réciprocité peut être soumise à des conditions variées plus ou moins strictes. Les lois peuvent n'exiger qu'une simple *réciprocité de fait*, ou, au contraire, n'admettre qu'une *réciprocité légalement reconnue*, cette reconnaissance légale étant elle-même subordonnée, soit à des *conventions diplomatiques*, soit à de simples *actes unilatéraux* du gouvernement.

*
* *

Parmi les pays qui n'exécutent les sentences arbitrales étrangères qu'à la condition que la réciprocité avec le pays d'origine de cette sentence ait été légalement reconnue, le groupe le plus important est formé par *les pays de l'Europe centrale*, issus du démembrement de l'ancienne monarchie austro-hongroise.

(1) Articles 558 et 562 du Code de procédure civile. *Répertoire Lapradelle*, p. 535 ; *Blue book*, p. 23.

Mais le regroupement politique des provinces de l'ancienne Autriche-Hongrie n'a pas changé l'état législatif d'avant-guerre. Et, comme ces nouveaux Etats n'ont pas encore édifié de législation propre sur les matières de la procédure civile, il en résulte que l'état de ces législations présente, sur la question qui fait l'objet de notre étude, un aspect passablement compliqué.

L'*Autriche* et la *Hongrie* sont les deux seuls, parmi ces pays, qui possèdent une législation homogène.

La *Tchécoslovaquie* est partagée en deux (1) : d'une part ce que l'on désigne sous le nom de « *pays historiques* » (Bohême, Moravie, Silésie) dans lesquels la législation autrichienne est en vigueur, d'autre part la *Slovaquie* et la *Ruthénie subcarpathique* qui sont régies par les lois hongroises.

En ce qui concerne le *royaume S. H. S.* (ou Yougoslavie), il est d'une façon générale régi par l'ancienne législation serbe ; néanmoins, en *Croatie et en Slavonie*, l'ancien Code de procédure civile autrichien du 16 septembre 1852 est toujours en vigueur.

(1) Néanmoins la République tchécoslovaque est une et indivisible (art. 3, al. 1^{er} de sa Constitution). Par suite les sentences arbitrales rendues dans une moitié de la République seront considérées comme nationales dans l'autre moitié. De plus, les traités et les déclarations unilatérales du Gouvernement tchécoslovaque s'appliquent, bien entendu, à tout le territoire de la République.

Quant aux portions attribuées à l'Italie et à la Roumanie, elles sont régies par les législations italienne et roumaine.

Pour plus de clarté nous exposerons donc les différents systèmes de réciprocité en groupant rationnellement les pays d'après les législations qui les gouvernent, et en faisant abstraction des frontières politiques.

*
* *

En Hongrie et, par conséquent, en Slovaquie et en Ruthénie subcarpathique, les sentences arbitrales étrangères ne sont exécutoires que sur le pied de la *réciprocité diplomatique*. Cela résulte du paragraphe 33 de la loi LIV de l'an 1912, introductive à la loi I de l'an 1911 sur la procédure civile (1). « Pour l'accord de l'exécution sur la base d'un document étranger (2) ayant la force exécutoire, *on doit suivre la convention internationale conclue avec l'Etat en question*. En l'absence d'une telle convention, l'exécution ne devra être accordée que quand la réciprocité est reconnue et quand :

(1) *Ungarische Reichsgesetzsammlung*, 1912, p. 1348. Voir aussi Rapport Hora au Comité tchécoslovaque de la Chambre de commerce internationale sur le Règlement de cette Chambre.

(2) A noter toutefois que, d'après la réponse faite par le Comité hongrois à la Chambre de commerce internationale, serait considérée comme hongroise une sentence arbitrale rendue à l'étranger, mais où les arbitres ont jugé aux lieu et place d'un tribunal hongrois compétent.

« 1° l'exécution repose sur une ordonnance (*Beschluss*) d'un tribunal civil ou commercial ayant
« force de chose jugée, ou d'une transaction judiciaire
« de même valeur ;

« 2° il n'y a pas d'obstacle résultant du para-
« graphe 414 du Code de procédure civile.

« Le tribunal est lié par la déclaration du Ministère
« de la justice au sujet de la réciprocité. »

Ainsi la sentence arbitrale elle-même n'est exécutoire que s'il existe une convention diplomatique à ce sujet. Sinon, il faudra obtenir dans le pays d'origine un jugement ou une ordonnance sur cette sentence, *jugement ou ordonnance que l'on présentera à l'exequatur en Hongrie*, et alors la simple décision du Ministère de la justice suffira à prouver la réciprocité.

Rappelons que les traités et les déclarations unilatérales du Gouvernement tchécoslovaque sont, en vertu de la Constitution, valables sur tout le territoire de la République y compris la Slovaquie et la Ruthénie subcarpathique.

La **Yougoslavie** (1) (moins la Croatie et la Slavonie) semble avoir également adopté le système de la réciprocité diplomatique.

(1) Déclaration du Ministère de la justice à la Chambre de commerce internationale.

*
* *

En **Autriche** et dans les « *pays historiques* » de la **Tchécoslovaquie**, la matière est réglementée par l'*Exekutionsordnung* (loi d'exécution) autrichienne du 27 mai 1898 (1).

Le paragraphe 1^{er} de cette loi range les jugements étrangers et les sentences arbitrales étrangères parmi les titres exécutoires étrangers et le paragraphe 79 dispose :

« Les actes et les titres, autres que ceux dont il est
« question au paragraphe 2 (2), qui ont été passés
« en dehors du territoire régi par la présente loi, et
« qui sont exécutoires à l'étranger d'après la législa-
« tion locale, ne peuvent être mis à exécution ou
« donner lieu à des mesures d'exécution isolées sur
« ce territoire, que si la réciprocité résulte des trai-
« tés internationaux, ou des déclarations du gouver-
« nement, rendues à cet effet et publiées au *Bulletin*
« *des lois de l'Empire*. » Par conséquent, la condition
première pour qu'une sentence arbitrale étrangère
soit exécutée dans ces pays est que la réciprocité ait

(1) *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*,
p. 192.

(2) Le paragraphe 2 assimile aux actes et titres nationaux, au point de vue de la force exécutoire, ceux qui ont été reçus ou passés en dehors du territoire par des fonctionnaires relevant de l'Autriche, par exemple des consuls ou des autorités militaires,

été légalement reconnue, soit par une convention diplomatique, soit par une déclaration unilatérale du gouvernement.

C'est ainsi que l'Autriche a conclu deux traités avec l'Italie (1) et la Suisse (2) ; elle a également reconnu la réciprocité avec l'Allemagne (3), la Tchécoslovaquie (4), la Hongrie (5), la circonscription de Laibach (6) et la Bosnie-Herzégovine (7) (ces deux dernières provinces font aujourd'hui partie du royaume S. H. S.). De son côté la Tchécoslovaquie (8) a

(1) 6 avril 1922 : l'article 5 déclare expressément que la convention s'appliquera aux sentences arbitrales (*Rivista di diritto internazionale*, série 3, vol. IV ; *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 226).

(2) 15 mars 1927, art. 5 (n° 13 du 30 mars 1927 du vol. 3 de la *Feuille fédérale suisse*).

(3) *Verordnung des Bundeskanzleramts*, 5 octobre 1924 ; *Bundesgesetzblatt für die Republik Oesterreich*, 1924, n° 374, p. 1289.

(4) *Vollzugsanweisung* du 8 avril 1919 (*Staatsgesetzblatt*, n° 225).

(5) Ordonnance du Ministère de la justice du 28 octobre 1914 (*Reichsgesetzblatt*, n° 299).

(6) *Vollzugsanweisung des Oesterreichischen Staatamts für Justitz* du 14 avril 1919 (*Staatsgesetzblatt*, n° 328).

(7) Ordonnance du Ministère de la justice du 15 décembre 1897 (*Reichsgesetzblatt*, n° 286). Quoique d'avant-guerre, cette ordonnance est tacitement maintenue en vigueur par les tribunaux de Bosnie et d'Herzégovine (communication parue dans la *Verordnungsblatt des Oesterreichischen Staat für Justitz*, année 1920, p. 67).

(8) A remarquer que les traités conclus par l'ancienne Autriche-Hongrie ne sont pas introduits en Tchécoslovaquie,

conclu à ce sujet des traités avec l'*Italie* (1), la *Yougoslavie* (2), la *Roumanie* (3), la *Suisse* (4). Elle a d'autre part reconnu par des déclarations gouvernementales la réciprocité avec l'*Allemagne* (5) et l'*Autriche* (6). Ne pourront donc pas être rendues exécutoires les sentences arbitrales prononcées dans des pays vis-à-vis desquels la réciprocité n'aura pas été légalement reconnue (7).

Mais, en plus de la régularité, l'article 79 exige que la sentence arbitrale ait reçu force exécutoire dans

Obergerichtshof, 14 août 1922 (*Sammlung des Oberstegerichtshofes*, n° 1786).

(1) 6 avril 1922 (comme pour l'Autriche). *Recueil des traités de la Société des Nations*, vol. 55, p. 207.

(2) *Rechtshelfvertrag*. Traité du 17 mars 1923. *Recueil des traités de la Société des Nations*, vol. 30, p. 186.

(3) 7 mai 1925 ; l'art. 44 du traité cite expressément les sentences arbitrales (*Sammlung der Gesetze*, 18 septembre 1926). *Revue Lapradelle*, 1927, p. 162.

(4) 21 décembre 1926 ; un protocole additionnel, indiquant les actes auxquels la convention s'applique, cite expressément les décisions d'arbitre (N° 13 du 30 mars 1927 du volume I de la *Feuille fédérale*).

(5) *Regierungserklärung* du 25 juin 1924. *Recueil des lois et décrets*, n° 131.

(6) Décret du gouvernement du 19 mars 1919. *Recueil des lois et décrets*, n° 145.

(7) C'est ainsi que le Tribunal suprême de Vienne a refusé de rendre exécutoire une sentence arbitrale anglaise (arrêt du 16 décembre 1903 ; *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 321).

le pays où elle a été rendue ; et ce point de vue a été maintenu par une jurisprudence constante (1).

*
* *

En **Croatie et en Slavonie**, par contre, l'article 550 de l'ancien Code de procédure civile autrichien du 16 septembre 1852, qui est toujours en vigueur, se contente d'une simple réciprocité de fait, qui « doit être présumée tant que l'on n'a pas de « raisons particulières pour en douter » (2).

*
* *

Outre la réciprocité, les lois autrichiennes et hongroises prévoient un certain nombre d'autres conditions, qui devront être remplies de toute façon.

1° *Il faut d'abord que les arbitres aient été compétents.* Cette compétence sera appréciée, en premier lieu, d'après les lois du pays où les arbitres ont sta-

(1) Tribunal suprême de Vienne, 4 mai 1909 (*Clunet*, 1914, p. 982 ; *Zeitschrift für int. Recht*, t. XX, p. 443) ; Cour suprême de Vienne du 14 décembre 1909 (*Revue Lapradelle*, 1910, p. 930 ; *Zeitschrift für int. Recht*, XX, p. 263) ; Cour suprême tchécoslovaque, 23 juin 1925 (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 323) ; Cour suprême tchécoslovaque, 16 septembre 1925 (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 324) ; Cour suprême de Prague, 23 juillet 1925 (*Clunet*, 1927, p. 560).

(2) Weiss, *Traité*, t. VI, p. 161, en note.

tué et ensuite d'après celles du pays où la sentence devra être exécutée (1).

2° *Il faut également que les droits de la défense aient été sauvegardés.* C'est-à-dire que le tribunal, chargé d'accorder l'exequatur à la sentence, devra s'assurer que la partie perdante a été régulièrement citée ou déclarée défaillante (2) et qu'elle n'a pas été empêchée de prendre part à la procédure par suite d'une irrégularité (3).

3° *Le tribunal devra s'assurer aussi que la sentence est finale,* c'est-à-dire qu'elle est régulière en la forme,

(1) Article 80-1° de l'*Exekutionsordnung* autrichien, article 414-1° du Code de procédure civile hongrois et article 550 du Code de procédure civile de Croatie.

C'est ainsi que la Cour suprême de Vienne a refusé de reconnaître une sentence arbitrale allemande, parce que le tribunal arbitral de la Bourse de Berlin, qui l'avait prononcée, avait fondé sa compétence sur la coutume commerciale, ce qui est contraire au droit autrichien (arrêt du 8 mars 1904 ; *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 318).

(2) Article 80-2° de l'*Exekutionsordnung* autrichien : « Si la citation de l'acte qui a introduit l'action devant le tribunal ou l'autorité étrangère a été remise en main propre au défendeur, contre lequel l'exécution est poursuivie, soit dans le pays où siège ce tribunal ou cette autorité, soit sur le territoire d'une tierce puissance, par voie de commission rogatoire, soit enfin sur territoire autrichien », de même l'article 414-2° du Code de procédure civile hongrois. Voir dans ce sens l'arrêt précité de la Cour suprême de Vienne du 8 mars 1904.

(3) Article 81-1° de l'*Exekutionsordnung* autrichien et article 414-3° du Code de procédure civile hongrois.

et n'est plus susceptible de voies de recours dans le pays où elle a été rendue (1).

4° L'exécution de la sentence arbitrale étrangère *ne doit pas aboutir à un acte interdit par la législation du pays où elle est poursuivie* ; elle ne doit pas notamment être contraire au droit public de ce pays, à son ordre public et aux bonnes mœurs (2).

5° Enfin la sentence arbitrale étrangère *ne doit pas concerner l'état d'un ressortissant* (3) du pays où l'exequatur est demandé.

Bien entendu ces dispositions pourront être, et seront généralement, amendées ou complétées par les conventions diplomatiques ou les déclarations unilatérales du gouvernement, par quoi sera reconnue la réciprocité. L'article 84 le dit expressément :
« *Les dispositions qui précèdent cessent d'être*
« *applicables, lorsque les traités internationaux, ou*
« *les déclarations du gouvernement publiées au*
« *bulletin des lois (de l'empire), ont établi des règles*
« *différentes, en ce qui concerne la délivrance et les*

(1) Article 80-3° de l'*Exekutionsordnung* autrichien.

(2) Article 81-2° et 81-4° de l'*Exekutionsordnung* autrichien et article 414-5° du Code de procédure civile hongrois.

Dans un arrêt du 16 septembre 1925, la Cour suprême de Prague a refusé de rendre exécutoire une sentence arbitrale allemande, qui sanctionnait une opération de bourse à terme, contraire à la loi tchécoslovaque (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 324).

(3) Article 81-3° de l'*Exekutionsordnung* autrichien et 414-4° du Code de procédure civile hongrois.

« conditions de l'exequatur requis pour les actes
« et les titres étrangers susceptibles d'être mis à
« exécution » (1). Généralement ces traités et actes
gouvernementaux écarteront l'examen du fond de
la sentence.

Remarquons enfin que ce jugement d'exequatur
est susceptible d'opposition (2) et de recours à
deux degrés (3).

*
* *

Le système de la réciprocité diplomatique est
également celui de l'**U. R. S. S.** (4) ; l'article 255 du
Code de procédure civile stipule que la façon d'exé-
cuter les sentences étrangères est déterminée « par
les conventions existant à cet égard (5) ». Des trai-

(1) L'article 414 du Code de procédure civile hongrois dit
la même chose : « Sans préjudice des conventions internation-
nales... ».

(2) Article 83 de l'*Exekutionsordnung* autrichien. L'oppo-
sition sera portée devant le tribunal qui a accordé l'exequa-
tur, dans un délai de 14 jours, sauf si l'opposition se fonde
sur le manque de réciprocité ou l'atteinte à l'ordre public et
aux bonnes mœurs.

(3) Article 83 de l'*Exekutionsordnung* : « Le délai de recours
« sur la décision rendue sur la demande d'exécution est de
« 14 jours. Un nouveau recours est encore possible contre la
« décision qui a statué sur le recours formé sur l'autorisation
« ou le refus de l'exécution, lorsque la juridiction du 2^e degré
« a confirmé le premier jugement qui lui était déféré. »

(4) Avis donné par M. Ogranovich en réponse à une ques-
tion de la Chambre de commerce internationale.

(5) Rappelons que l'**U. R. S. S.** comprend 4 républiques :

tés ont été signés à ce sujet avec l'*Italie* (1), la *Norvège* (2) et l'*Allemagne* (3). Dans le cas où aucune convention diplomatique n'existe, la sentence arbitrale étrangère ne peut pas être exécutée.

*
* *

Par contre la majorité des cantons Suisses penchent, semble-t-il, vers le système de la réciprocité de fait.

Il convient, tout d'abord, de remarquer que la question de l'exécution des sentences arbitrales étrangères, étant une question de procédure, relève constitutionnellement du droit cantonal (4).

Cependant le Conseil fédéral a le droit de passer avec les puissances étrangères des traités qui sont obligatoires pour toute la Suisse. D'autre part, les cantons peuvent conclure des conventions séparées

la R.S.F.S.R., l'Ukraine, la Russie Blanche et la Fédération transcaucasienne. Le Code de procédure civile n'est pas encore entré en vigueur dans la dernière.

(1) Traité de commerce du 7 février 1927 (art. 12-2^o et 3^o).

(2) Traité du 5 décembre 1925 (art. 10) (*Recueil des traités de la Société des Nations*, vol. XLVII, p. 16).

(3) Convention germano-russe au sujet des tribunaux d'arbitrage dans les affaires commerciales et autres affaires civiles, du 12 octobre 1925 (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 216).

(4) L'article 64 de la Constitution réserve expressément la procédure aux législations cantonales. V. aussi un arrêt de la Cour fédérale du 28 mai 1915 (Bd 41, II, p. 524).

avec les Etats étrangers, mais en passant par l'intermédiaire du Conseil fédéral (1).

Par conséquent, il y a lieu de tenir compte d'abord des traités fédéraux (2) ; nous les retrouverons dans la dernière partie de cette étude. Puis il faut considérer les traités passés par les cantons (3). Enfin, en l'absence de tout traité, la question est régie par les lois de procédure civile propres à chacun des 25 cantons.

*
* *

Mais il est très difficile de savoir au juste comment les cantons se comportent à l'égard des sentences arbitrales étrangères. Deux d'entre eux seulement : *Zurich* (4) et *Bâle-ville* (5) les mentionnent expressé-

(1) Les articles 9 et 10 de la Constitution prévoient que les cantons conservent le droit de conclure des traités avec les Etats étrangers sur les objets concernant l'économie politique, les rapports de voisinage et de police, mais les relations officielles ont lieu par l'intermédiaire du Conseil fédéral. Toutefois, les cantons peuvent correspondre directement avec les autorités inférieures ou les employés des Etats étrangers, lorsqu'il s'agit des objets mentionnés dans l'article 9.

(2) Avec la France, 15 juin 1869 ; l'Espagne, 19 novembre 1896 ; l'Autriche, 15 mars 1927 ; la Tchécoslovaquie, 21 décembre 1926.

(3) Telles étaient avant guerre les conventions Argovie-Baden (21 mai 1867) et Vaud-Autriche-Hongrie, 16 février, 7 mars 1885.

(4) L'article 752 du Code de procédure civile parle de jugements rendus par des juges d'Etat ou conventionnellement choisis par les parties (donc les sentences arbitrales y sont comprises).

(5) Article 238 du Code de procédure civile.

ment, en même temps que les jugements étrangers, auxquels ils les assimilent. Cette assimilation des décisions d'arbitres aux jugements ressort également, pour les sentences arbitrales nationales, des textes d'un certain nombre d'autres cantons, et il semble bien naturel de l'étendre aux sentences arbitrales étrangères. Citons dans ce sens les cantons de *Berne* (1), *Vaud* (2), *Valais* (3), *Appenzell (Rhodes ext.)* (4). Il apparaît donc que, d'une façon générale, les cantons suisses assimilent les sentences arbitrales étrangères à des jugements étrangers (5).

Mais, cette idée une fois admise, il est très difficile de déterminer les conditions dont dépend l'exécution de ces sentences.

Il est cependant certain que cette exécution sera impossible dans les cantons de *Soleure* (6) et d'*Argovie* (7). Pour les autres cantons, on manque de déci-

(1) Article 396 du Code de procédure civile.

(2) Article 516 du Code de procédure civile.

(3) Article 372 du Code de procédure civile.

(4) Article 156 de la loi de procédure civile.

(5) Voici ce que dit à ce sujet le message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale, concernant l'approbation du protocole relatif aux clauses d'arbitrage, du 24 septembre 1923, *Feuille fédérale*, 1927, I, p. 872 et suiv. : « En Suisse les sentences étrangères sont assimilées par nombre de législations à des arrêts judiciaires ; dans certains cantons, leur exécution est soumise à des conditions particulières ; d'autres législations cantonales ne règlent pas la matière ou ne permettent pas d'assurer l'exécution d'une sentence arbitrale d'origine étrangère. »

(6)-(7) Réponse de la Suisse au questionnaire de la Cham-

sions de jurisprudence. Il semble toutefois que, sauf à *St-Gall* (1), la révision du fond soit écartée (2).

Un certain nombre de cantons exigent la réciprocité légalement reconnue. Tels sont les cantons d'*Obwalden* (3), de *Bâle-campagne* (4), *Appenzell (Rhodes int.)* (5), *St-Gall* (6), *Thurgovie* (7) et *Genève* (8). D'autres n'exigent aucune condition de réciprocité : *Bâle-ville* (9) et *Tessin* (10). Mais la plupart exigent simplement la *réciprocité de fait* : *Zürich* (11), *Berne* (12), *Lucerne* (13), *Schwytz* (14), *Nied-*

bre de commerce internationale, et Dupraz, *Exécution en Suisse des jugements étrangers*.

(1-2) Réponse de la Suisse à la Chambre de commerce internationale.

(3) Article 246 du Code de procédure civile ; il faut un traité.

(4) Article 286 : « Les dispositions de la législation fédérale et les traités sont applicables ».

(5) Dupraz, *Exécution en Suisse des jugements étrangers*, p. 30.

(6) Article 339 du Code de procédure civile : soit traités, soit échanges de déclarations par Conseil d'Etat.

(7) Article 292 du Code de procédure civile. *Rechenschaftsbericht*, 1902, p. 22 et 23.

(8) Dupraz, *op. cit.*

(9) Leresche, *L'exécution des jugements civils étrangers en Suisse*, p. 136.

(10) Dupraz, *op. cit.*

(11) Article 752 du Code de procédure civile. Hoeger, *Vollstreckung ausländischen*, *op. cit.*, p. 93 ; il cite un arrêt du *Obergericht*, 20 av. 1890.

(12) Article 388 du Code de procédure civile (exequatur par la Cour d'appel).

(13) Article 332 du Code de procédure civile.

(14) Article 307 du Code de procédure civile.

*walden*⁹(1), *Zug* (2), *Fribourg* (3), *Schaffhouse* (4), *Appenzell (Rhodes ext.)* (5), *Grisons* (6), *Vaud* (7), *Neuchâtel* (8). Enfin dans les cantons d'*Uri* (9) et de *Glaris* (10), il n'y a ni textes ni jurisprudence.

Le tribunal chargé de délivrer l'exequatur n'examinera la sentence qu'au point de vue de la forme, sans réviser le fond. En général, il se contentera de s'assurer que les arbitres étaient compétents, que la partie condamnée a été régulièrement citée et que la sentence n'est pas contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs (11). Il faut de plus que la sentence soit exécutoire dans le pays où elle a été rendue.

*
* *

En Roumanie l'article 374 (12) du Code de procé-

(1) Article 173, 2^e alinéa du Code de procédure civile.

(2) Article 158 du Code de procédure civile.

(3) Article 635 du Code de procédure civile.

(4) Dupraz, *op. cit.* ; si rien dans les traités ne s'y oppose.

(5) Dupraz, *op. cit.*

(6) Article 306 du Code de procédure civile.

(7) Article 519. Le Conseil d'Etat décide.

(8) Articles 864 à 872 du Code de procédure civile.

(9-10) Dupraz, *op. cit.*, p. 30.

(11) C'est ce qui se dégage des textes et ce qu'assure la réponse suisse à la Chambre de commerce internationale. Seuls quelques cantons de la Suisse allemande exigent le dépôt de la sentence : Lucerne, Unterwald-le-Haut, Schaffhouse, Appenzell (Rhodes, ext.) ; Vaud, Neuchâtel, Genève. Fribourg et le Tessin ne l'exigent que quand il s'agit d'immeubles ; enfin à Zürich le dépôt est facultatif (Voir Brochure N° 61 de la Chambre).

(12) Article 374 du Code de procédure civile roumain ; « Les

ture civile qui doit être étendu aux sentences arbitrales (1) étrangères, exige la réciprocité sans définir sa nature. Mais, quoique le contraire ait été soutenu (2), il semble bien que la jurisprudence roumaine se rallie au système de la réciprocité de fait. C'est du moins l'avis d'un arrêt de la Cour de Galatz du 24 mars 1925 (3). En dehors de cette condition de réciprocité, l'article 374 prévoit que le tribunal devra s'assurer simplement que sont remplies les conditions de capacité, de régularité de la procédure et de conformité à l'ordre public que nous avons déjà mentionnées à propos des autres pays. Il n'y aura donc pas de révision au fond.

*
* *

C'est également au système de la *réciprocité de*

« décisions judiciaires rendues en pays étranger ne pourront
« être exécutées qu'après que le tribunal, dans la circonscrip-
« tion duquel elles doivent être exécutées, les aura autorisées
« par une sentence revêtue de la formule exécutoire, les parties
« étant citées ; la formule exécutoire ne sera accordée que
« pour les sentences rendues par des tribunaux compétents, et
« qui sont devenues définitives, et si elles ne portent pas atteinte
« à l'ordre public, si enfin entre les deux Etats il y a *réciprocité*
« *d'exécution* ».

(1) Renseignements fournis à la Chambre de commerce internationale par M. Petrini, avocat à Bucarest ; Hoeger, *op. cit.*, p. 214 ; Alexandresco, t. VII, p. 462 ; *Répertoire Lapradelle*, p. 544.

(2) Weiss, *Traité*, t. VI, p. 204, note 1.

(3) *Clunet*, 1927, p. 504.

fait, sans révision du fond, mais aux conditions déjà mentionnées que se rattachent la plupart des Etats de l'*Amérique du Sud*. Tels sont : le **Chili** (1), le **Vénézuéla** (2), l'**Uruguay** (3) et le **Mexique** (4). Seul le **Pérou** (5) exige la réciprocité diplomatique.

Le **Japon** (6) exige aussi que la réciprocité soit garantie par une convention.

(1) *Blue book* (reports, *op. cit.*), p. 32 ; *Répertoire Lapradelle*, p. 537.

(2) Communication à la Chambre de commerce internationale.

(3) *Blue book*, p. 72 ; *Répertoire Lapradelle*, p. 542.

(4) *Blue book*, p. 51.

(5) *Blue book*, p. 57.

(6) Information du Bureau du Japon à la Société des Nations.

DEUXIÈME PARTIE

DES PAYS QUI RECONNAISSENT A LA SENTENCE ARBITRALE UN CARACTÈRE CONTRACTUEL

Comme dans la 1^{re} partie, nous traiterons, dans deux chapitres distincts, des principes et de leur application dans divers pays. Puis, dans un chapitre troisième, nous étudierons le droit anglo-américain qui présente un caractère assez particulier.

CHAPITRE PREMIER

LES PRINCIPES.

Nous adopterons ici un plan symétrique de celui que nous avons adopté dans le chapitre correspondant de la première partie.

Nous établirons d'abord que la sentence n'est pas un jugement, nous démontrerons ensuite qu'elle est un véritable contrat, nous dirons enfin quelle

influence l'homologation de l'autorité du pays d'origine de la sentence arbitrale a sur sa nature.

§ 1. — La sentence arbitrale n'est pas un jugement.

Nous avons vu qu'en dehors de l'Italie, de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, dont les lois assimilent formellement les sentences arbitrales aux jugements, les auteurs partisans de cette assimilation avaient cru découvrir dans différents textes réglementant l'arbitrage des indices en faveur de leur thèse. De l'emploi des termes : litige, parties, jugement arbitral, etc... ces auteurs concluent à l'intention du législateur de considérer les sentences arbitrales comme de véritables jugements.

Dans les limites où ces arguments peuvent être invoqués, et nous avons vu que peu de législations présentent des textes qui le permettent, il nous paraît excessif d'accorder une pareille importance à des termes dont l'emploi s'explique tout naturellement par l'analogie des situations. Les termes : jugements, litiges, etc... peuvent fort bien avoir été pris ici dans leur sens philosophique, étymologique, et rien n'indique qu'il faille leur donner le sens étroit de décisions judiciaires, de procès, de magistrats.

« Pour le philosophe, dit M. Weiss (1), le jugement, ce n'est pas, comme dans le langage des affai-

(1) Weiss, *article cité. Revue Lapradelle*, 1906, p. 41.

« res, une décision de justice organisée, c'est l'affir-
« mation, qu'un fait est conforme à un autre fait.
« Toute personne appelée à prononcer entre deux
« opinions différentes, entre deux prétentions oppo-
« sées, fait œuvre de jugement ; elle juge. L'arbitre,
« auquel les parties ont remis la solution de la diffi-
« culté qui les sépare, est donc en ce sens un juge ;
« sa décision est un jugement ; et la loi a pu, sans
« commettre d'erreur, lui en donner le nom. » C'est
la même idée que la Cour de Douai a exprimée
dans un arrêt du 27 mai 1912 (1). « Il n'est pas pos-
« sible d'identifier les arbitrages étrangers avec les
« jugements étrangers ; les textes du Code n'y auto-
« risent pas ; il serait contraire à son esprit de
« s'exagérer la portée du terme « jugement » appliqué
« aux sentences arbitrales par les différents articles
« du titre unique du livre III du Code de procédure ;
« cette qualification de jugement fait simple-
« ment allusion à ce que les sentences arbitrales et
« les décisions judiciaires présentent de commun,
« en ce qu'elles constituent des solutions des diffé-
« rends des parties ; mais pour le surplus elle est
« impropre et laisse subsister les différences essen-
« tielles qui les séparent. »

Du reste la loi semble bien avoir voulu éviter la confusion, puisqu'elle a soin d'accompagner toujours

(1) *Clunet*, 1912, p. 717.

le mot jugement du qualificatif : arbitral. L'article 2123 du Code civil établit du reste une opposition très nette entre les *jugements* qui emportent hypothèque et les *décisions arbitrales* qui ont besoin, à cet effet, d'avoir été revêtues de l'ordonnance d'exequatur du président du tribunal.

*
* *

L'argumentation fondée sur la nature de la mission des arbitres ne nous paraît pas plus décisive. Les arbitres et les magistrats ne sont pas les seules personnes appelées à trancher un litige après examen des prétentions respectives des parties. Les experts ne font pas autre chose et personne n'a jamais songé à leur reconnaître la qualité de juges et à les considérer comme ayant reçu délégation d'une partie de la puissance publique. Il est vrai, dira-t-on, que les différentes législations ont prévu pour l'arbitrage une procédure calquée sur la procédure judiciaire. Mais il ne s'en suit nullement que le législateur ait entendu assimiler par là les sentences arbitrales aux jugements. Il a voulu simplement fournir des directives aux arbitres, qui sont souvent des personnes privées que rien n'a préparé au rôle qu'elles sont appelées à remplir et il est tout naturel qu'il ait établi à cet effet des règles analogues à celles qu'il avait édictées dans un cas voisin, celui des

litiges portés devant les tribunaux. Et ceci nous paraît d'autant plus évident, que certaines législations admettent que les arbitres peuvent recevoir les pouvoirs d'amiabes compositeurs, ce qui a précisément pour effet de les dispenser des règles de la procédure légale (1).

D'autres pays qui ignorent l'amicable composition admettent que la procédure à suivre pourra être déterminée par les parties et que, en l'absence de dispositions à ce sujet dans le compromis, les arbitres « régleront la procédure d'après leur libre appréciation » (2). Dans d'autres pays enfin, les arbitres ne sont obligés par aucun texte de suivre les règles de la procédure légale (3). Or jamais, dans aucune législation, les juges n'ont pu être dispensés de suivre les règles de la procédure légale, ni autorisés à les établir eux-mêmes.

Mais, si l'on ne conçoit pas un juge pouvant s'affranchir des règles de procédure édictées par la loi, on le conçoit encore bien moins pouvant s'affranchir

(1) France, Belgique, Luxembourg (art. 1019 C. proc. civ.), Italie (art. 20), Espagne (art. 833) et la plupart des pays de l'Amérique du Sud ; Portugal (art. 45, § 2) : les arbitres peuvent être autorisés à juger « *ex æquo et bono* ».

(2) Allemagne (§ 1034, Z. P. O.) ; Autriche (§ 587, Z. P. O.) ; Pays-Bas (art. 629, C. proc. civ.).

(3) Danemark, Grande-Bretagne et la majorité de ses Dominions, Japon, Suède, Norvège et la plupart des Etats de l'Amérique du Nord.

des règles de droit. C'est pourtant là encore la conséquence des pouvoirs d'amiables compositeurs que certaines législations permettent d'accorder aux arbitres (1) ; et les pays qui ignorent cette institution admettent, presque tous, que les arbitres peuvent décider en équité (2).

Enfin dans presque tous les pays les étrangers peuvent être arbitres (3). Or la qualité d'étranger est partout considérée comme incompatible avec l'exercice d'une fonction publique, comme celle de magistrat.

Voici donc des personnes privées, qui peuvent

(1) France, Belgique, Luxembourg, Italie, Espagne, etc... Voir *suprà*, p. 73.

(2) Suivant certaines législations, les parties peuvent dans le compromis donner aux arbitres le pouvoir de décider en équité : Pays-Bas (art. 36, C. proc. civ.) ; Roumanie (art. 375) ; Japon (art. 794). Dans d'autres pays qui ne possèdent pas de dispositions légales sur ce point, la coutume autorise les arbitres à trancher en équité. Tels sont les pays scandinaves.

Enfin, en Allemagne, Autriche et Tchécoslovaquie, les arbitres peuvent décider selon l'équité ou les coutumes commerciales. Cela résulte implicitement de ce que le droit allemand n'admet pas de voie de recours contre la sentence arbitrale ; mais il y a certaines règles légales qui sont obligatoires et qu'ils doivent observer, faute de quoi la sentence ne serait pas exécutoire (art. 1041, Z. P. O. pour l'Allemagne et 595 Z. P. O. pour l'Autriche et la Tchécoslovaquie). Seule la Grande-Bretagne fait exception.

(3) Sauf en Espagne et dans les pays de l'Amérique du Sud qui ont copié le droit espagnol et où les étrangers ne peuvent être que « *amigables componedores* » ; sauf également en Grèce.

aussi bien être des nationaux que des étrangers, qui ne sont pas tenues d'une façon absolue de suivre les règles de procédure et qui peuvent décider en équité. Dans ces conditions, il nous paraît impossible d'assimiler les arbitres à des juges, puisque ces derniers n'ont jamais eu de tels pouvoirs.

*
* *

Plus sérieuse paraît l'argumentation tirée des voies de recours.

L'appel d'abord. A première vue, le syllogisme de M. Lainé paraît tout à fait probant. « S'il y a, dit-il, identité entre la fonction du juge d'appel et celle du juge de première instance, le caractère incontestable de celle-là ne révèle-t-il pas avec évidence le caractère de l'autre ? » (1).

Donc, si l'appel est recevable contre une sentence arbitrale, c'est que cette sentence est assimilable à un jugement de première instance.

Mais, si l'admission de l'appel tient à ce que la sentence arbitrale est un véritable jugement, comment expliquer que toutes les législations, à l'exception seulement de l'Italie (2), des Pays-Bas (3) et de la Roumanie (4), admettent cet appel d'une façon

(1) Voir *suprà*, p. 28.

(2) Article 28-4^o du Code de procédure civile.

(3) Article 648 du Code de procédure civile.

(4) Article 363 du Code de procédure civile.

illimitée ? Dans tous les pays l'appel n'est recevable contre un jugement qu'à partir d'un certain taux ; or comment se fait-il qu'il n'en soit pas généralement de même pour les sentences arbitrales ? C'est, croyons-nous, que l'appel n'a pas dans l'hypothèse des sentences arbitrales le même caractère que dans celle des jugements. Dans le cas d'une décision d'arbitre, comme l'a fort bien dit M. Weiss (1), l'appel a une origine contractuelle. « En gardant le silence, « elles (les parties) ont par cela même restreint les « pouvoirs de cet arbitre et imprimé à la décision « qu'il rendra une vertu purement provisoire et conditionnelle. Si donc la sentence arbitrale est susceptible d'appel et de révision, c'est parce que les « parties l'ont voulu ; la révision ne va pas à l'encontre de la convention d'où cette sentence est sortie, « comme elle irait à l'encontre d'un jugement proprement dit ; elle exécute la convention, elle la prolonge en quelque manière. Le juge d'appel n'est « autre qu'un arbitre supérieur, un arbitre au 2^e degré, auquel les contractants ont décidé d'avoir « recours le cas échéant ; *c'est à une convention tacite, « sous-entendue dans le compromis, qu'il emprunte « le droit de donner au différend sa solution définitive « et nullement au caractère de jugement qui se rencontrerait dans la sentence du premier arbitre. »*

(1) Weiss, De l'exécution des sentences arbitrales étrangères en France. *Revue Lapradelle*, 1906, p. 41.

S'il nous paraît excessif de considérer le juge d'appel « comme un arbitre de 2^e degré », puisqu'il statuera en qualité de juge et non en qualité d'arbitre, il nous paraît néanmoins exact de dire que l'appel admis contre les sentences arbitrales a son origine « *dans une convention tacite sous-entendue dans le compromis* ». La meilleure preuve en est que les parties peuvent renoncer à ce droit d'appel, soit en donnant aux arbitres les pouvoirs d'amiables compositeurs, soit par une clause expresse du compromis (1). Le caractère contractuel de l'appel apparaît même avec plus de netteté pour certains pays, où il est admis que les parties peuvent, si elles le désirent, se réserver expressément ce recours, la convention d'arbitrage comportant tacitement renonciation à l'appel (2). Signalons enfin que l'Angleterre (3), l'Allemagne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie n'admettent d'appel qu'à une juridiction *arbitrale* supérieure et interdisent aux parties de choisir les tribunaux ordinaires comme instance d'appel (4).

(1) France, Belgique, Luxembourg (art. 1019, C. proc. civ.) Italie (art. 28-1^o et 3^o), Espagne (art. 836) et la plupart des pays de l'Amérique latine, Roumanie (art. 363).

(2) Pays-Bas (art. 646, C. proc. civ.), Suède (art. 2 loi du 28 octobre 1887) ; c'est également admis en Norvège, au Danemark, en Hongrie, en Amérique du Nord, au Japon.

(3) L'Angleterre ne connaît que l'action en nullité « *setting aside* » (sec. 11-2^o *Arbitration Act 1889*).

(4) Pour l'Allemagne, V. Mittelstein, *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 48, n^o 11. Il cite R. G.

Quant à la requête civile, nous avons déjà vu (1) que seuls les Codes français et le Code italien l'admettent. Et dans ces limites mêmes, il nous semble qu'il faille voir là une action en nullité plutôt qu'une voie de recours. Par essence même, la requête civile est une voie de rétractation qui, par conséquent, doit être invoquée devant le tribunal qui avait tranché l'affaire. Or ici ce n'est pas devant le tribunal arbitral que l'action sera invoquée, mais, soit devant le tribunal qui eût été compétent s'il n'y avait pas eu d'arbitrage (Italie) (2), soit devant celui qui eût été compétent pour connaître de l'appel (Codes français) (3). On ne peut donc parler ici que d'*annulation*, et non de *rétractation*, puisque le tribunal qui connaîtra de cette action ne sera pas celui qui aura prononcé la sentence attaquée. Aussi bien l'Allemagne ne parle des cas de requête civile (*Restitutionsgründe*) que pour les incorporer dans le paragraphe 1041 et en faire des cas de « mise à néant » (*Aufhebungsgründe*) (4). De même le Code de

dans *Juristische Wochenschrift*, 1913, 656, n° 18 et Hans O.L.G. dans *Hanseatische Rechtszeitschrift*, 1920, 770, n° 193. Dans ce cas, seule la sentence du tribunal arbitral d'appel est la sentence à considérer. Pour l'Autriche, § 594, *östr. Z. P. O.*

(1) Voir *suprà*, p. 28.

(2) Article 30 du Code de procédure civile.

(3) Article 1026 du Code de procédure civile.

(4) Paragraphe 1041, *Z. P. O.* *Die Aufhebung des Schieds-
spruchs kann beantragt werden*
6° wenn die Voraussetzungen vorliegen, unter welchen in den

procédure civile néerlandais, dans son article 648, déclare formellement qu'il n'y aura pas lieu, contre une sentence arbitrale, à une action en requête civile, les causes d'une telle action étant incorporées dans l'article 649, qui parle des cas de nullité. Les autres législations ne mentionnent même pas la requête civile.

Il nous semble donc que nous sommes en présence ici d'une de ces incorrections que l'on rencontre parfois dans nos Codes et qu'en réalité dans l'article 1026, comme du reste dans l'article 30 du Code de procédure italien, le législateur a simplement voulu dire que la sentence arbitrale pourra être annulée dans les mêmes cas où la requête civile serait admise contre les jugements.

*
* *

Et cette action en nullité, qu'admettent toutes les législations, paraît une raison de plus pour repousser l'assimilation des sentences arbitrales aux jugements. « *Voies de nullité n'ont lieu contre les jugements* », dit un adage universellement admis. L'action en nullité est une action propre aux contrats. C'est là une première raison que l'on peut invoquer à l'appui de l'opinion que nous allons présenter maintenant.

Fällen der Nr. 1-6 der § 580 die Restitutionsklage stattfindet.

§ 2. — La sentence arbitrale est une convention.

L'opinion suivant laquelle la sentence arbitrale doit être considérée comme une convention procède d'une analyse du mécanisme de l'arbitrage toute différente de celle qu'en font les partisans de l'assimilation des décisions d'arbitres aux jugements.

Nous avons vu, en effet, que ces derniers soutiennent que le compromis et la sentence sont deux opérations séparées. Le compromis a pour but d'investir les arbitres de leur fonction, qui est de résoudre le litige en prononçant la sentence. Pour nous, au contraire, le compromis et la sentence sont les deux phases d'une même opération. L'organisation de l'arbitrage n'est qu'un but intermédiaire, pour aboutir au but final unique de l'opération qui est le règlement définitif du litige.

A la suite des partisans de cette opinion, nous analysons en effet l'arbitrage de la façon suivante :

En passant un contrat d'arbitrage, compromis ou clause compromissoire, les parties se sont par là même engagées à exécuter toutes les obligations qui pourraient en résulter pour elles. Plus particulièrement, elles se sont engagées à l'exécution de la sentence, exécution qui apparaît à ce moment comme une obligation non pas déterminée, mais déterminable. Par suite, la sentence arbitrale qui met fin au litige par un règlement nouveau des rapports juri-

diques des parties, constitue l'expression définitive de l'objet de l'accord auquel les parties avaient par avance donné leur consentement dans le contrat d'arbitrage.

En d'autres termes le compromis (ou la clause compromissoire) et la sentence apparaissent comme les deux parties d'une même convention : la convention d'arbitrage.

C'est ce que la jurisprudence hollandaise exprime lorsqu'elle considère la sentence arbitrale comme une « partie intégrante » du contrat d'arbitrage.

*
* *

Mais dans quelle catégorie de contrats doit-on ranger le contrat d'arbitrage ? C'est ici que se séparent les auteurs qui reconnaissent le caractère contractuel de la sentence arbitrale.

Pour les uns, les arbitres qui ont reçu des parties la mission de résoudre le litige seraient de véritables mandataires. Parlant de la sentence arbitrale, voici ce qu'écrivait Merlin (1) qui fut le promoteur de cette théorie : « C'est le compromis qui lui donne « l'être, c'est du compromis qu'elle tient toute sa « substance. Elle a donc comme le compromis le

(1) Merlin, *Questions de droit*, 4^e édit., *Jugement*, § XIV, t. 9, p. 142 et suiv.

« caractère de contrat ; et dans l'exacte vérité elle
« n'est que l'exécution du mandat que les parties
« ont confié aux arbitres ; elle n'est même, à propre-
« ment parler, qu'une convention que les parties
« ont souscrite par la main de ceux-ci. »

Cette opinion très répandue ne nous paraît pas exacte : alors que le mandataire doit rendre compte à son mandant, l'arbitre agit en pleine indépendance et n'a aucun compte à rendre aux parties. Et puis, en cas de pluralité d'arbitres, la décision est souvent prise à la majorité et non à l'unanimité des voix, ce qui ne se conçoit pas dans le mandat. Mais surtout le mandat suppose essentiellement que le mandant aurait pu faire lui-même l'acte qu'il a chargé son mandataire d'exécuter à sa place. Or que fait un arbitre ? Il apprécie les prétentions respectives des parties et décide laquelle est justifiée. Jamais les parties n'auraient pu faire pareille chose. Tout ce qu'elles auraient pu faire, c'est d'exposer leurs revendications en essayant de se convaincre réciproquement, voire de transiger (1). Certains auteurs ont répondu que les arbitres avaient reçu des parties la mission de préciser leurs droits, qu'elles ne voulaient ou ne pouvaient pour des raisons psychologiques préciser elles-mêmes : « Si on reconnaît derrière ces « prétentions respectives l'existence d'une

(1) Lainé, *article cité*.

« volonté commune qui ne réclame que l'objet de son
« droit, l'arbitre qui détermine cet objet apparaît
« comme un organe naturel, comme son organe
« nécessaire ; la faiblesse humaine, un aveuglement
« fatal l'empêchant de se préciser ici soi-même,
« l'arbitre agit à sa place, il la supplée, il la repré-
« sente » (1). Mais reconnaître à l'arbitre le pouvoir
de préciser la volonté des parties, c'est précisément
lui reconnaître un pouvoir bien supérieur à celui
d'un mandataire. Un mandataire n'a pas à préciser
la volonté de son mandant, il se borne à exécuter
cette volonté. Comme le dit fort bien M. Pierantoni :
« La sentence arbitrale, c'est la volonté des arbitres,
« ce n'est pas celle des parties » (2).

En résumé, entre l'arbitrage et le mandat il existe,
à notre avis, une différence fondamentale : dans le
mandat la volonté des mandants s'impose au man-
dataire, dans l'arbitrage c'est la volonté de l'arbitre
qui s'impose aux parties.

*
* *

Mais si l'arbitrage n'est pas un mandat, son carac-
tère contractuel n'en subsiste pas moins et, pour
cette raison, il ne nous semble pas que l'opinion de

(1) Weill, *thèse citée*, p. 57.

(2) Pierantoni, *Revue de droit international privé et de
législation comparée*, 1900, p. 225.

M. Surville soit admissible. « Nous reconnaissons, « dit cet auteur (1), qu'il peut paraître exagéré de « prétendre, comme l'a soutenu Merlin, que la sentence arbitrale n'est qu'un contrat... Cependant, « faut-il conclure, des différentes analogies que les « décisions arbitrales offrent avec les jugements, « qu'elles leur sont complètement assimilables au « point de vue du caractère juridique? En définitive « quand les parties ont recours à l'arbitrage volontaire, ce sont elles qui créent la juridiction et en « fixent du même coup la compétence. L'arbitre « choisi n'exerce pas des fonctions publiques comme « le juge... Pour moi l'arbitrage volontaire tient le « milieu entre le jugement émané de l'autorité judiciaire constituée par le pouvoir social et le contrat « librement consenti par les intéressés. L'accord « initial dont est né le pouvoir des arbitres donne à « la procédure arbitrale un caractère mixte entre le « contrat, résultat du concours des volontés, et le « quasi-contrat judiciaire qui suppose les volontés « en conflit. »

Il nous paraît impossible de souscrire à cette opinion. Le jugement et le contrat sont deux catégories juridiques opposées. Le consentement des parties, qui est de l'essence du contrat, fait absolument défaut dans le jugement. Un acte juridique ne peut tenir à

(1) Surville, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1900, p. 148.

la fois de l'un et de l'autre, c'est ce qu'a dit la Cour de Douai dans un arrêt du 27 mai 1912 (1) : « Le contrat d'arbitrage, tout en ressemblant au mandat, en ce que les arbitres reçoivent des parties la mission de faire quelque chose, en diffère en ce que l'arbitre nommé par une partie, à partir de cette désignation, devient indépendant d'elle, a plus de pouvoirs qu'elle, puisqu'il a celui qu'elle n'a pas, de rendre une décision qui s'impose à son adversaire ; mais, s'il résulte de cette analyse qu'il ne peut pas être assimilé complètement au mandat, il n'en est pas moins un contrat consensuel, dont le résultat, produit des volontés particulières, est un acte privé ; comme tel il est tout différent du jugement, arrêt, ou décision judiciaire, œuvre d'une puissance publique. »

*
* *

Ce qu'il y a de faux dans la doctrine de Merlin, c'est l'assimilation de l'arbitrage au mandat. Mais il reste toujours que dans l'arbitrage le litige prend fin grâce à un règlement nouveau des rapports juridiques des parties sur des bases contractuelles et en dehors de toute intervention de l'autorité judiciaire. Nous sommes donc là en présence d'une convention particulière, d'un acte « *sui generis* » : « *Gesammtakt* » (acte commun) comme disent les Allemands.

(1) Cour de Douai du 27 mai 1912 (*Clunet*, 1912, p. 717).

§ 3. — L'homologation de l'autorité judiciaire a-t-elle une influence sur la nature juridique de la sentence arbitrale ?

Tout en reconnaissant le caractère contractuel de la sentence arbitrale, certains auteurs ont prétendu que l'homologation de l'autorité judiciaire modifiait sa nature juridique.

Pour ces auteurs, en la sanctionnant, la puissance publique s'approprie la sentence arbitrale dont elle fait ainsi un véritable jugement, ce qui la soumet pour son exécution hors de son pays d'origine aux règles applicables aux jugements étrangers (1).

C'est là l'opinion extrême ; une autre théorie a été défendue par M. Weiss. Pour lui l'homologation par l'autorité étrangère transforme bien la sentence arbitrale en jugement, mais la partie qui réclame l'exécution de la sentence peut faire abstraction de cette homologation, pour n'invoquer que la décision des arbitres. « Il lui appartient, sans doute, de ne
« voir dans la sentence arbitrale que la sanction judi-
« ciaire qu'elle a obtenue à l'étranger ; de l'identifier
« avec cette sanction ; de se comporter envers elle, à
« raison de cette sanction, comme elle se comporte-
« rait envers tout jugement ou arrêt émané de ma-
« gistrats étrangers. Mais ce n'est et ne peut être

(1) Voir en particulier : Fœlix, *op. cit.*, t. 2, p. 173.

« pour elle qu'une faculté. Le soin que le plaideur
« victorieux a pris d'assurer à la sentence de l'arbitre
« la force exécutoire au lieu où elle a été prononcée,
« la déférence qu'il a ainsi marquée à la souveraineté
« locale étrangère, ne peuvent être retournés contre
« lui ; rien ne l'empêche de faire abstraction de l'or-
« donnance étrangère d'exequatur, pour s'en tenir
« uniquement à la sentence arbitrale prise en elle-
« même et de réclamer, en vue de son exécution sur
« le sol français, l'application exclusive de l'arti-
« cle 1020 du Code de procédure civile. La formule
« exécutoire obtenue à l'étranger est un vêtement
« d'emprunt, dont il lui est permis de dépouiller
« cette sentence, pour mettre au jour son origine et
« sa nature contractuelle (1). »

Il nous semble même que la partie gagnante est *obligée* de dépouiller la sentence arbitrale de ce vêtement d'emprunt, avant de demander son exécution en dehors du pays où elle l'a endossé. C'est qu'à notre avis, l'opinion de M. Weiss repose sur une confusion. Il faut, croyons-nous, distinguer soigneusement la valeur juridique et la valeur exécutoire de la sentence arbitrale. La première provient du caractère contractuel de la sentence et, par suite, elle a une portée universelle comme la valeur juridique de toutes les conventions. La seconde provient de la

(1) Weiss, De l'exécution des sentences arbitrales en France. *Revue Lapradelle*, 1906, p. 47.

sanction donnée à la première par la puissance publique et n'a au contraire qu'une valeur territoriale. Mais cette sanction de la puissance publique étrangère ne change en rien la nature juridique de la sentence arbitrale ; elle n'a en somme que la valeur d'une autorisation d'exécution donnée par la souveraineté locale étrangère ; elle n'est qu'une simple formalité. Chaque exequatur est indépendant de l'autre et n'a d'effet que sur le territoire de l'Etat qui l'a conféré. Il n'y a donc pas de raisons d'accorder une place prépondérante à l'exequatur du pays d'origine. Comme l'a dit la Cour de Douai : « Attendu que les « arbitrages étrangers, pour être exécutés tout à la « fois à l'étranger et en France, doivent réunir deux « exequatur émanant, l'un de l'autorité française, « l'autre de l'autorité étrangère ; qu'il n'y a donc pas « lieu de tenir compte de l'exequatur étranger pour « déterminer quelle est l'autorité française ayant « compétence à l'effet de rendre l'arbitrage exécutoire en France. » D'une façon générale, l'opinion suivant laquelle l'homologation de l'autorité étrangère ne modifie pas la nature juridique de la sentence arbitrale est partagée par la jurisprudence des pays qui reconnaissent son caractère contractuel (1).

Certains auteurs, cependant, ont cru devoir exiger que la sentence arbitrale dont on réclame l'exécu-

(1) Douai, 30 mai 1902, *Clunet*, 1902, p. 4023 ; Aix, 18 dé-

tion ait été préalablement rendue exécutoire dans son pays d'origine. Ils présentent cette exigence comme une application de la règle *locus regit actum* (1). L'exequatur national, exigé par la loi étrangère, leur paraît comme une condition de forme de la sentence arbitrale. Cette opinion ne nous paraît pas plus justifiée que la précédente et pour les mêmes raisons. L'exequatur de l'autorité étrangère nous apparaît comme une condition d'exécution de la sentence arbitrale sur le territoire étranger, non comme une condition de forme de cette sentence. La validité de la décision arbitrale et son exécution sont deux choses différentes et la seconde n'a aucune influence sur la première. L'argument qu'on a voulu tirer de certaines conventions internationales (2) qui

cembre 1913 (*Revue Lapradelle*, 1914, p. 433) ; Trib. civ. de la Seine, 2 février 1926 (*Clunet*, 1927, p. 436) ; Bruxelles, 20 janvier 1909 (*Clunet*, 1910, p. 925) : « Attendu qu'une « sentence anglaise n'a pas besoin, pour être exécutoire en « Belgique, d'avoir été préalablement rendue exécutoire dans « le pays où elle a été rendue ». Liège, 7 novembre 1896 (*Clunet*, 1899, p. 4041) ; La Haye, 17 avril 1895 (*Clunet*, 1897, p. 203) ; Trib. de Zierichsee, 7 mars 1903 (*Weekblad van het Recht*, n° 7935) ; Cour Amsterdam, 21 janvier 1925 (*Weekblad van het Recht*, n° 11344). Voir cependant un arrêt admettant que l'homologation étrangère modifie le caractère contractuel de la sentence : Bruxelles, 28 février 1912 (*Revue Lapradelle*, 1912, p. 169).

(1) Bernard, *De la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, thèse Paris, 1900, p. 283.

(2) Voir en particulier la convention franco-belge de 1899, articles 15 et 11. Voir également les conventions belgo-hol-

exigent que, pour être exécutée sur le territoire d'un des pays contractants, la sentence arbitrale ait été rendue exécutoire sur le territoire de l'autre, ne nous paraît pas probant. Il semble qu'il y ait là plutôt une mesure de courtoisie internationale (1). Cette exigence a du reste été écartée de la convention internationale adoptée par le Conseil de la Société des Nations le 26 septembre dernier (2). L'article 1^{er} exige seulement que la sentence soit devenue *définitive* dans le pays où elle a été rendue et non pas exécutoire, comme certains délégués l'avaient proposé.

Mais, une fois établi que l'homologation de l'autorité étrangère n'a aucune influence sur la nature juridique de la décision des arbitres, il ne s'ensuit pas forcément qu'elle ne doive pas être prise en considération par l'autorité chargée d'accorder l'exequatur à la sentence arbitrale. L'autorité peut au contraire considérer cette homologation comme une présomption, ou même une preuve que la sentence a bien été rendue par des arbitres compétents et conformément aux dispositions de la loi étrangère : d'autant plus qu'il sera souvent difficile d'établir que les conditions et formalités exigées par la loi étrangère pour la validité de la sentence ont bien

landaise (art. 11), franco-suisse (art. 15), hispano-suisse, etc...
Cf. *infra*, 3^e partie de cette étude.

(1) De Paepe, *Clunet*, 1906, p. 324.

(2) Voir *infra*, p. 183.

été remplies. C'est, semble-t-il, ce qu'a voulu dire le Tribunal de la Seine dans son jugement du 2 février 1926 (1) : « Attendu que sans doute elle (la sentence) « n'a pas été déclarée exécutoire au Danemark, mais « qu'il résulte d'une attestation donnée par un notaire de Copenhague et approuvée par un magistrat de Copenhague que cette sentence est absolument conforme à la loi danoise et que les tribunaux danois donnent l'exequatur d'une telle sentence « « sans examen de la réalité » ; attendu qu'étant susceptible d'exécution au Danemark, elle peut par là même être déclarée exécutoire en France ; . . . « qu'en effet le jugement ordonnant l'exequatur « d'une sentence arbitrale n'a pas pour effet d'être « substitué à une sentence, mais d'en permettre l'exécution dans les termes mêmes où elle a été rendue « et sans pouvoir rien y changer, du moment que la « sentence a été régulièrement rendue et qu'elle ne « contient rien de contraire à l'ordre public en « France. »

Il ressort par conséquent de ce jugement que l'homologation étrangère ne devra pas être exigée d'une façon systématique, en vertu d'un principe préétabli, mais qu'à défaut de tout autre moyen, elle pourra servir à prouver que la sentence remplit bien les conditions de validité de la loi sous l'empire de laquelle elle a été rendue.

(1) *Clunet*, 1927, p. 436.

CHAPITRE II

DE L'APPLICATION DES PRINCIPES DANS DIVERS PAYS.

Deux grandes questions se posent : Quelle sera l'autorité qui délivrera l'exequatur ? Sous quelles conditions cet exequatur sera-t-il accordé ?

Or ici aussi, en partant des mêmes principes, on peut aboutir dans leur application à des résultats fort différents, voire opposés.

SECTION I

De l'autorité compétente pour délivrer l'exequatur.

Les sentences arbitrales, œuvres de personnes privées, ne peuvent évidemment pas faire directement l'objet d'une exécution forcée ; aussi prévoit-on dans toutes les législations que la force exécutoire devra leur être accordée par une autorité quelconque. Mais, alors que pour les conventions ordinaires il faut intenter une action devant les tribunaux, un régime de faveur a été généralement prévu pour l'exécution des sentences arbitrales nationales (1). Dans certains

(1) Sauf le Danemark, le Brésil et la majorité des Etats de l'Amérique du Nord (ceux qui n'ont pas comme New-York, New-Jersey, Massachusetts et Oregon un *Arbitration Act*),

pays, c'est le tribunal entier, mais à la suite d'une procédure sommaire, qui accordera la formule exécutoire à la sentence, telle l'Allemagne (1). Dans d'autres pays au contraire, c'est le président du tribunal seul qui doit la délivrer, comme en France (2), en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas (3), en Italie (4), en Espagne (5), etc... En Angleterre (6), ce soin est confié à un auxiliaire du juge (7), le *Master* ; en Suède, enfin, il y a un fonctionnaire spécial chargé de ce genre d'homologation : l'*Oefverexecutor* (8).

Ces facilités d'exécution seront-elles également applicables aux sentences arbitrales étrangères ? Sur ce point trois opinions sont soutenues en doctrine et appliquées en jurisprudence.

Certains assimilent complètement les sentences arbitrales étrangères aux sentences nationales et étendent aux premières l'exequatur simplifié, prévu pour les secondes.

D'autres, au contraire, refusent aux sentences arbitrales étrangères le bénéfice des dispositions de

(1) Paragraphe 1042, *Z.P.O.*

(2) Articles 1020 et 1021 du Code de procédure civile français, belge et luxembourgeois.

(3) Article 642 du Code de procédure civile néerlandais.

(4) Article 21 du Code de procédure civile.

(5) Article 838 du Code civil.

(6) Arbitration Act 1889, section 12.

(7) Voir Masson, *La Cour Suprême*, thèse Paris, 1924.

(8) Article 46 de la loi du 18 août 1887 sur les poursuites pour dettes.

faveur édictées par les lois pour les sentences nationales.

Enfin l'Allemagne adopte un système intermédiaire. En remplissant certaines conditions, les sentences arbitrales étrangères pourront être rendues exécutoires suivant la procédure simplifiée de l'article 1042, sinon il faudra intenter une action devant les tribunaux ordinaires.

1^{er} système : Application aux sentences arbitrales étrangères de la procédure d'exequatur simplifiée. prévue pour les sentences arbitrales nationales.

Ce système repose sur le raisonnement suivant : La sentence arbitrale, étant une convention, son efficacité, comme celle de tout contrat, est universelle et ne connaît aucune limite territoriale. Dans ces conditions, il ne doit être fait aucune différence entre les sentences arbitrales nationales et les sentences arbitrales étrangères, pas plus qu'il n'en est fait entre les contrats passés à l'étranger et les contrats passés dans le pays même où ils sont invoqués. Qu'elles soient nationales ou étrangères, les sentences arbitrales seront donc soumises aux mêmes règles et recevront la force exécutoire dans les mêmes conditions, c'est-à-dire suivant une procédure simplifiée, lorsque les lois en vigueur dans le pays d'exécution en prévoient une.

C'est là l'opinion professée en France par de nom-

breux auteurs (1). Voici notamment comment s'exprime M. Weiss, p. 33 de son *Traité théorique et pratique de droit international privé* : « Point n'est
« besoin de se préoccuper de la nationalité de l'ar-
« bitre qui a statué, non plus que du lieu où il a fait
« connaître sa décision. La volonté des parties, dont
« il a été le mandataire et l'organe, ne connaît pas
« de frontières ; qu'elle se soit exprimée à l'étranger
« ou en France, elle a la même vertu et la même
« efficacité ; et pour être mise à exécution chez nous,
« la sentence arbitrale qui la manifeste devra seule-
« ment satisfaire aux règles qui gouvernent l'exécu-
« tion de celles qui ont été rendues en France : c'est
« donc le président du tribunal, agissant seul, aux
« termes de l'article 1020 du Code de procédure

(1) Merlin, *Questions de droit*, 4^e édit., t. 9, p. 142 et suiv. ; Fœlix et Demangeat, *op. cit.*, t. 2, p. 161 ; Larombière, *Traité théorique et pratique des obligations*, 2^e édit., sur l'article 1351, n^o 7 ; Audinet, *op. cit.*, p. 350 ; Christian Daguin, *thèse citée*, p. 149 et suiv., Moreau, *thèse citée*, p. 58 et suiv. ; De Vareilles-Sommières, *Synthèse du droit international privé*, t. II, p. 700 ; Weill, *thèse citée*, chap. II, p. 83 ; Weiss, *article cité*, *Revue Lapradelle*, 1906, p. 44 ; Weiss, *Traité théorique et pratique de droit international privé*, 2^e éd., t. 6, p. 34 ; Weiss, *Manuel de droit international privé*, p. 662 ; Surville, De l'exécution des sentences arbitrales en France, *Revue de législation et de jurisprudence*, 1900, p. 148 ; Surville et Arthuys, *Cours élémentaire de droit international privé*, n^o 442, p. 591 ; Surville, *Cours élémentaire de droit international privé*, p. 701, n^o 442 ; Percerou, *Rapport à la commission économique de la Société des Nations*.

« civile, qui la revêtira de la force exécutoire. » Mais, si l'on rencontre en France beaucoup d'arrêts anciens qui adoptent cette solution (1), la plupart des décisions modernes de jurisprudence française adoptent une façon de voir différente, ainsi que nous le verrons dans le paragraphe 2 de ce chapitre.

Ce système est par contre celui qui est actuellement en vigueur en **Belgique**.

La Doctrine et la Jurisprudence (2) belges s'accordent pour admettre que l'article 1020 du Code de procédure civile s'applique aux sentences arbitrales étrangères comme aux sentences arbitrales nationales ; « Attendu, dit un arrêt de la Cour de

(1) Montpellier, 18 août 1838, S. 1840.1.583 ; Seine, 21 janvier 1843 (*Gaz. Trib.*, 22 janvier 1843) ; Chambéry, 15 mars 1875, D. 1876.2.93, S. 1876.2.85 ; Montpellier, 21 juillet 1882 (*Clunet*, 1884, p. 70) ; Alger, 20 juillet 1887, *Revue algérienne*, 1887, p. 409 ; Douai, 5 mai 1892, *Clunet*, 1895, p. 572 ; Req., 28 décembre 1892, D. 1895.1.81 et *Clunet*, 1894, p. 99 ; Toulouse, 29 mai 1901, *Clunet*, 1901, p. 965 ; Douai, 10 décembre 1901, D. 1905.2.129 et *Clunet*, 1903, p. 809 ; Douai, 30 mai 1902, *Clunet*, 1902, p. 1023 ; Douai, 27 mai 1911, *Revue Lapradelle*, 1912, p. 717 ; Trib. de Lyon, 30 juillet 1913, *Clunet*, 1914, p. 901, confirmé par la Cour de Lyon, 25 novembre 1913, *Clunet*, 1914, p. 1230, *Revue Lapradelle*, 1913, p. 829 ; Alger, 17 mai 1926, *Gaz. Pal.*, 11 juin 1926, *Revue Lapradelle*, 1927, p. 112.

(2) De Paepe, Discours de rentrée (*Belgique judiciaire*, 1879, p. 1569). Etude de M. Huysmans parue dans le *Bulletin trimestriel de la Société belge de législation comparée*, janvier-mars 1922 ; Pouillet, *Manuel de droit international privé belge*, p. 592 ; Weiss, *Traité théorique et pratique*,

« cassation du 15 octobre 1903, que si l'autorité
« d'une décision de justice dérive en général de la loi
« qui investit le magistrat du pouvoir de juger, et si
« elle ne dépasse donc pas les limites au delà desquel-
« les cette loi cesse elle-même d'exercer son empire,
« les sentences rendues par des arbitres, auxquels les
« plaideurs ont en pleine liberté confié le soin de
« trancher un différend, sont obligatoires pour ceux-
« ci partout où ils peuvent se trouver, par le fait seul
« de l'adhésion qu'ils ont donnée au compromis ».
Voici donc le principe reconnu par la Cour de cassation belge, mais cet arrêt ne dit pas explicitement que l'article 1020 s'appliquera aux sentences arbitrales étrangères ; il se contente de dire que les parties « peuvent renoncer en tout temps à l'attribution de « compétence inscrite dans la loi au profit du président du tribunal du lieu où a été prononcée la sentence », ce qui implique que c'est bien au président d'un tribunal qu'il appartient de délivrer l'exequatur,

t. VI, p. 166.—Anvers, 27 juin 1873 (*Belgique judiciaire*, 1874, p. 1643) ; Trib. Bruxelles, 30 mars 1895 (*Clunet*, 1896, p. 655) ; Liège, 7 novembre 1896 (*Clunet*, 1899, p. 1041 ; *Pasicrisie belge*, 1897.2.50) ; Bruxelles, 24 janvier 1898 (*Pasicrisie*, 1898.2.406) ; Trib. Gand, 20 octobre 1898 (*Pasicrisie*, 1903.3.92) ; Trib. Gand, 28 octobre 1908 et Trib. civ. Bruges, 30 juin 1909 (*Clunet*, 1911, p. 647 ; *Revue Lapradelle*, 1909, p. 945) ; Cass., 15 octobre 1903 (*Belgique judiciaire*, 1904, p. 602 ; *Pasicrisie*, 1904.1.32) ; Bruxelles, 20 janvier 1909 (*Clunet*, 1910, p. 927 ; *Revue Lapradelle*, 1911, p. 406) ; Bruxelles, 28 février 1912 (*Revue Lapradelle*, 1914, p. 169).

mais que ce n'est pas forcément celui du lieu où la sentence a été prononcée ; les parties ont le choix de s'adresser au président qui leur convient le mieux, en général celui du tribunal du lieu d'exécution.

Plus explicite à cet égard est le jugement du Tribunal de Bruxelles du 20 janvier 1904 qui tire nettement les conséquences du principe exposé par la Cour de cassation et qui du reste ne fait que consacrer la jurisprudence antérieure : « Attendu, dit le « tribunal, que l'article 1020 du Code de procédure « civile ne se rapporte qu'aux sentences rendues en « Belgique ; qu'il n'en résulte toutefois nullement que « les sentences rendues à l'étranger ne puissent jamais « être exécutées en Belgique ; mais que du silence « du législateur, il faut uniquement en inférer qu'il a « voulu s'en rapporter au droit commun, que dans « l'espèce donc le président qui a rendu l'ordon- « nance, c'est-à-dire celui du domicile du défendeur, « ou du lieu d'exécution, est compétent (1). »

(1) *Clunet*, 1910, p. 922 ; *Revue Lapradelle*, 1911, p. 406. Voir cependant : Trib. civ. Anvers, 30 novembre 1883 (*Clunet*, 1884, p. 77), qui déclare « que le mot décision a été employé « pour n'exclure aucune sentence de quelque autorité judi- « ciaire qu'elle émane ; qu'il faut donc y comprendre les sen- « tences arbitrales si la législation du lieu autorise et sanc- « tionne le jugement par arbitre et assimile par suite aux juges « ordinaires les juges choisis par les parties ». D'où il déduit que l'article 11 de la loi du 25 mars 1876 sur l'exécution des jugements étrangers s'applique aussi aux sentences arbitrales étrangères. Mais cet arrêt est isolé dans la jurisprudence belge.

Le **Luxembourg** adopte la même solution que la Belgique.

Telle est également la solution admise par la Doctrine **portugaise**. L'article 31 du Code civil, qui traite de l'exécution des jugements étrangers, ne s'appliquera également aux sentences arbitrales étrangères que lorsqu'elles auront été homologuées par l'autorité étrangère, ou lorsqu'elles auront été rendues à la suite d'un arbitrage forcé, car alors elles deviennent de véritables jugements. Les sentences arbitrales étrangères purement volontaires doivent être considérées comme de simples actes privés et seront exécutées comme les sentences arbitrales portugaises (1).

*
* *

De même en **Grèce** (2) la sentence arbitrale étrangère est considérée comme un véritable contrat. Elle sera rendue exécutoire par un *visa du Président du tribunal*, mais, si une des parties est grecque, il semble que ce soit le tribunal de première instance qui

(1) Alvaro da Costa Machado Villela, *Tradado elemental teorico e pratico de direito internacional privado*, livre 1, p. 648. Consultation donnée à la Chambre de commerce portugaise en France par l'Université de Coïmbra.

(2) Voir Politis dans le *Répertoire Lapradelle*, *op. cit.*, p. 539 et les références citées. Voir aussi Haeger, *op. cit.*, p. 158.

doive statuer ; il est de plus admis que l'homologation de l'autorité étrangère transforme la sentence arbitrale en jugement.

2° système : La procédure d'exequatur simplifiée, prévue pour les sentences arbitrales nationales, ne s'applique pas aux sentences arbitrales étrangères, qui doivent être rendues exécutoires par une action en justice.

Ce système, qui est celui de la jurisprudence française moderne, repose sur une interprétation des textes et sur une analyse juridique différentes de celles que donnent les partisans du système précédent.

Nous raisonnerons sur les articles 1020 et 1021 du Code de procédure civile français (1), étant bien

(1) *Article 1020* du Code de procédure civile français :

« Le jugement arbitral sera rendu exécutoire par une ordonnance du président du tribunal de première instance dans le ressort duquel il a été rendu : à cet effet, la minute du jugement sera déposée dans les trois jours, par l'un des arbitres, au greffe du tribunal.

« S'il avait été compromis sur l'appel d'un jugement, la décision arbitrale sera déposée au greffe du tribunal d'appel, et l'ordonnance rendue par le président de ce tribunal.

« Les poursuites pour les frais de dépôt et les droits d'enregistrement ne pourront être faites que contre les parties. »

Article 1021 : « Les jugements arbitraux, même ceux préparatoires, ne pourront être exécutés qu'après l'ordonnance qui sera accordée, à cet effet, par le président du tribunal, au bas ou en marge de la minute, sans qu'il soit besoin d'en

entendu que le même raisonnement pourrait être répété pour les textes similaires en vigueur dans les pays qui adoptent la même façon de voir que notre jurisprudence.

Tels sont les articles 639 et 642 du Code de procédure civile néerlandais (1), l'article 46 de la loi suédoise sur les poursuites pour dettes du 10 août 1877 (2) modifiée le 24 octobre 1877 et le 28 mai 1920.

« communiquer au ministère public ; et sera ladite ordonnance, « expédiée en suite de l'expédition de la décision.

« La connaissance de l'exécution du jugement appartient au « tribunal qui a rendu l'ordonnance. »

(1) *Article 639* du Code de procédure civile néerlandais (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 190) :

« Dans les huit jours à partir du jour du prononcé de la « décision, la minute doit en être déposée par un des arbitres « au greffe du tribunal de district dans le ressort duquel la « décision a été rendue.

« L'accomplissement du dépôt doit être constaté au bas ou « en marge de la minute déposée, en y ajoutant les signatures « du greffier et de celui qui a effectué le dépôt. La constata- « tion doit être faite par le greffier.

« Il ne sera réclamé des arbitres point de frais d'aucune sorte « pour cette constatation ni aucune autre avance pour cette « inscription. »

Article 642 : « La décision des arbitres sera rendue exécu- « toire par ordonnance du président du tribunal de district « mentionné dans l'article 639.

« L'ordonnance sera accordée sur la minute et signalée sur « l'expédition. »

(2) Cet article 46 prévoit que la force exécutoire sera accordée à la sentence arbitrale par un magistrat spécial appelé l'*Oefverexecutor*. C'est l'*Oefverexecutor* du lieu du domicile de la partie perdante qui devra être saisi.

★
★ ★

Et d'abord, l'application de l'article 1020 aux sentences arbitrales étrangères conduirait à des impossibilités, voire à des iniquités.

L'article 1020 donne compétence, pour délivrer l'exequatur, au président du tribunal du lieu où la sentence a été prononcée. Evidemment il est impossible d'appliquer cette disposition à la sentence arbitrale étrangère ; un obstacle de fait s'y oppose, puisque, par définition, cette sentence a été rendue en dehors des frontières du pays d'exécution.

Il est vrai, nous l'avons vu (1), que l'on peut objecter que cette disposition légale n'est pas impérative et que, étant donné le caractère contractuel de la sentence arbitrale, « les parties peuvent renoncer « à l'attribution de compétence insérée dans la loi au « profit du président du tribunal du lieu où a été « prononcée la sentence ». Mais, outre que la chose est parfaitement discutable en principe, rien dans les articles précédents ou suivants ne permettant de conclure à la valeur purement indicative de cette attribution de compétence, il n'en est pas moins évident que cette disposition prouve clairement qu'en édictant l'article 1020, le législateur ne songeait qu'aux sentences arbitrales nationales.

(1) Arrêt de la Cour de cassation belge du 15 octobre 1903 précité.

C'est que cette attribution de compétence que donne la loi au président du tribunal du lieu où la sentence a été prononcée a une réelle utilité pratique.

L'article 1020 et les articles similaires des codes et lois étrangers prévoient que, dans un délai assez court (1), qui ne se comprend que dans le cas d'une sentence rendue à l'intérieur des frontières, la sentence devra être déposée au greffe du tribunal dans le ressort duquel les arbitres ont statué. La partie perdante saura donc exactement où elle devra faire opposition à l'exequatur, si elle a des objections à faire valoir contre l'exécution de la sentence. Or, si l'on admet que l'on peut écarter la règle de compétence insérée dans l'article 1020, et l'on y est amené par la force même des choses dans le cas d'une sentence arbitrale étrangère, il ne sera pas facile de déterminer quel sera le tribunal au greffe duquel les formalités de dépôt devront être effectuées et dont le président sera compétent pour délivrer l'ordonnance d'exécution. Ce sera généralement le tribunal du lieu où la sentence devra être exécutée, mais ce lieu lui-même n'est pas facile à déterminer : ce peut être celui du domicile de la partie perdante, ou celui où se trouve un bien sur lequel l'exécution forcée devra être poursuivie. Il deviendrait dans ces conditions

(1) 3 jours en France, 8 jours aux Pays-Bas, etc... Voir plus haut, p. 100-101.

très difficile, souvent même impossible à la partie perdante de faire valoir ses objections en temps utile, ignorante qu'elle serait du tribunal devant lequel elle devrait faire opposition ; elle risquerait de se voir surprise par l'exequatur que son adversaire diligent aurait obtenu en négligeant de l'en avertir, et elle pourrait ainsi subir un grave préjudice. Autrement dit, admettre que les sentences arbitrales étrangères peuvent être rendues exécutoires suivant la procédure de l'article 1020 équivaldrait pratiquement à priver la partie perdante de la possibilité de se faire entendre, de faire valoir ses droits.

*
* *

Mais surtout le raisonnement sur lequel repose le système de l'assimilation complète des sentences arbitrales étrangères aux sentences arbitrales nationales nous paraît faux, parce qu'il repose sur une confusion. C'est qu'en effet, les partisans de ce système ne font pas assez nettement la différence que nous avons déjà signalée entre la valeur juridique d'une sentence arbitrale et sa force exécutoire.

Unie au compromis, la sentence arbitrale est, nous l'avons vu, une véritable convention, fondée sur la volonté privée des parties. La sentence arbitrale étrangère doit donc être régie par les règles du droit international privé. C'est dire que sa vali-

dité doit être appréciée d'après la règle : *locus regit actum* et que, valable, elle doit, ainsi que toutes les conventions de droit privé, être reconnue et sanctionnée partout où elle sera invoquée. La valeur juridique d'une convention, par conséquent d'une sentence arbitrale, est universelle et ne connaît aucune limite territoriale.

La force exécutoire, au contraire, est une mesure de procédure qui comme telle doit être régie par la *lex fori*. Or, nous venons de voir, et les auteurs aussi bien que les décisions de jurisprudence (1) partisans du système que nous essayons de réfuter le reconnaissent eux-mêmes, l'article 1020 ne vise que les sentences nationales. Ce silence du Code doit-il être interprété en faveur de l'extension aux sentences arbitrales étrangères de la procédure d'exequatur simplifiée prévue par la loi pour les sentences arbitrales nationales ? Nous ne le pensons pas. La loi n'a pas coutume de prévoir une procédure d'exequatur pour les conventions. Si elle l'a fait pour les sentences arbitrales, c'est qu'elle a jugé que c'était là une mesure conforme à l'institution de l'arbitrage, dont le but est précisément d'éviter l'action en justice, par quoi sont en général sanctionnées les conventions

(1) « Attendu que l'article 1020 du Code de procédure civile ne se rapporte qu'aux sentences rendues en Belgique... » Jugement précité du Tribunal civil de Bruxelles du 20 janvier 1909 (*Clunet*, 1910, p. 922 ; *Revue Lapradelle*, 1911, p. 406).

privées. L'article 1020 qui crée cette procédure d'exécution forcée est donc un texte d'exception qui doit par suite être interprété restrictivement et, comme il ne parle que des sentences arbitrales nationales, c'est à elles seules qu'il doit s'appliquer. L'exequatur simplifié, mesure de procédure et mesure d'exception, ne s'applique donc pas aux sentences arbitrales étrangères, alors surtout qu'une telle application conduirait aux résultats fâcheux que nous avons signalés plus haut. L'exécution de ces sentences, comme celle de toute autre convention, devra être poursuivie par une action en justice. En somme, il ne s'agit pas ici d'accorder la force exécutoire à un titre étranger, mais bien de forcer une partie à exécuter un contrat.

*
* *

Quoique peu d'auteurs l'aient adoptée (1), cette opinion est néanmoins celle que consacre la jurisprudence **française moderne**. Voici, en particulier, comment s'exprime le Tribunal civil de la Seine, dans un jugement du 10 février 1922 (2) : « Attendu
« qu'il n'est pas contesté par les parties que le tri-

(1) Voir cependant : Garsonnet et César-Bru, *Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale*, 3^e édit., p. 605.

(2) *Clunet*, 1922, p. 150 ; *Gaz. Pal.*, 29 mars 1922.

« bunal soit complètement saisi à l'exclusion du
« président du tribunal, dont les pouvoirs conférés
« par l'article 1020 ne paraissent pas s'étendre aux
« sentences arbitrales rendues à l'étranger. » Puis
il fait la distinction entre la sentence arbitrale et le
« jugement : Alors que le jugement est un acte éma-
« nant d'une puissance publique étrangère et jouit
« d'une autorité qui expire aux frontières de son
« pays, la sentence arbitrale, qui émane de la volonté
« des parties, ne saurait voir ses effets limités à un
« territoire déterminé ». Les autres jugements ou
arrêts sont moins explicites ; néanmoins, il ressort
de leurs motifs qu'ils se rangent à cette opinion.
En effet, tous commencent par reconnaître le carac-
tère contractuel de la sentence arbitrale et parlent
ensuite des pouvoirs du tribunal et non de ceux du
président du tribunal, ce qui veut bien dire qu'ils
écartent l'application de l'article 1020 pour les sen-
tences arbitrales étrangères (1).

En somme nous avons rencontré la jurisprudence
française dans tous les systèmes déjà exposés. On

(1) Trib. civ. de Marseille, 31 octobre 1912 (*Clunet*, 1913, p. 880) confirmé par Aix, 18 décembre 1913 (*Clunet*, 1916, p. 1218 ; *Revue Lapradelle*, 1914, p. 433) confirmé par Requête, 8 décembre 1914 (*Clunet*, 1916, p. 1218) ; Triv. civ. Seine, 10 février 1922 (*Clunet*, 1922, p. 150 ; *Gaz. Pal.*, 29 mars 1922) ; Trib. civ. Seine, 16 novembre 1922 (*Clunet*, 1923, p. 78) ; Trib. civ. Bouches-du-Rhône (section de Marseille), 18 mars 1927 (*D. H.*, 1927, p. 345).

peut donc dire que l'état actuel de notre jurisprudence est le résultat d'une évolution en 3 phases. En premier lieu, à la suite de Merlin et de beaucoup d'auteurs (1), il a été admis que l'article 1020 s'appliquait aux sentences arbitrales étrangères comme aux sentences arbitrales nationales (2). Puis en 1899, à la suite d'un jugement du Tribunal de la Seine (3), qui s'était approprié les termes mêmes d'une consultation de M. Lainé et qui fut confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 10 décembre 1901 (4), un mouvement de réaction se dessina et quelques arrêts consacrèrent l'assimilation des sentences arbitrales étrangères aux jugements étrangers. Mais, si de nombreux auteurs adoptèrent cette façon de voir (5), les Cours d'appel, et surtout celle de Douai (6), continuèrent à affirmer le caractère contractuel de la sentence arbitrale. Néanmoins on se rendit compte de ce que le système de Merlin avait de trop absolu, et c'est alors qu'un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation du 8 décembre 1914 (7), rejetant le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'Aix,

(1) Voir *suprà*, p. 81, note 2.

(2) Voir *suprà*, p. 88, note 1.

(3) *Clunet*, 1899, p. 743.

(4) *Clunet*, 1902, p. 314.

(5) Voir *suprà*, p. 34, note 1.

(6) Douai, 10 décembre 1901 (*Clunet*, 1903, p. 809), le jour même où fut rendu l'arrêt de la Cour de Paris précité,

(7) *Clunet*, 1916; p. 1218.

inaugura la solution à laquelle se range actuellement la jurisprudence française : la sentence arbitrale, malgré son caractère contractuel qui la distingue nettement d'un jugement étranger, doit être rendue exécutoire non par le président du tribunal, mais par le tribunal entier.

*
* *

Telle est également la solution consacrée aux **Pays-Bas** par la doctrine (1) et la jurisprudence.

Une sentence arbitrale étrangère, disent les arrêts, n'est pas directement exécutoire aux Pays-Bas, les articles 639 et 642 (2) du Code de procédure civile ne lui sont pas applicables. Mais la partie gagnante pourra demander aux tribunaux néerlandais de condamner son adversaire à exécuter la sentence des arbitres, exécution à laquelle les parties s'étaient contractuellement engagées dans le compromis (ou la clause compromissoire) (3). Donc l'ar-

(1) Van Praag, article cité dans *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 104. Il cite Bijleweld, *Tenuitvoerlegging van buitenlandse arbitrale vonnissen Utrecht*, 1924, 69-71.

C'est également l'avis exprimé par le prof. Molengraaff dans un avis adressé à la Chambre de commerce internationale.

(2) V. *suprà*, ce sont les équivalents de nos articles 1020 et 1021.

(3) (Abréviation : *Weekblad Van het Recht* = *W*) Amsterdam, 26 juin 1885 (*W.* 5267); Trib. Rotterdam, 17 novembre

ticle 431 (1) qui ne reconnaît aux Pays-Bas aucune valeur exécutoire aux jugements étrangers ne s'applique pas aux sentences arbitrales, étant donné leur caractère contractuel (2).

C'est ce que dit un arrêt de la Cour suprême (*Hooge Raad*) de la Haye du 8 décembre 1916 (3) qui distingue d'une façon très nette l'exécution d'une sentence arbitrale de sa force exécutoire : « Cette demande
« d'exécution n'est pas une demande d'exécution
« de la sentence arbitrale étrangère, mais se fonde
« sur le contrat de vente, dont la sentence arbitrale, que les parties ont par avance déclarée
« obligatoire, constitue partie intégrante (4). »

1893 (*W.* 6447) ; Trib. Rotterdam, 26 septembre 1894 (*W.* 6588) ; Trib. Amsterdam, 8 février 1895 (*M. V. H.*, VII, p. 307) ; *Hooge Raad* La Haye, 8 décembre 1916 (*W.* 10.054 ; *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 312) ; Trib. Rotterdam, 22 décembre 1915 (*W.* 9930) ; La Haye, 11 mai 1917 (*W.* 10.191) ; *Hooge Raad*, 6 décembre 1918 (*W.* 10.373) ; *Tub Breda*, 14 octobre 1924 (*W.* 11.335) ; Trib. Amsterdam, 15 décembre 1924 (*Nederlandsche Jurisprudentie*, 1926, p. 330) ; Amsterdam, 21 janvier 1925 (*W.* 11.344) ; Trib. Amsterdam, 19 juin 1925 (*W.* 11.462).

(1) *Article 431* : « Excepté dans les cas expressément prévus par la loi, des jugements rendus par des juges de tribunaux étrangers ne peuvent pas recevoir exécution dans le royaume.

« Les causes peuvent être à nouveau instruites et jugées devant le juge hollandais. »

(2) *Hooge Raad*, 6 décembre 1918 (*W.* 10.373).

(3) *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 312.

(4) Signalons qu'un arrêt du Tribunal d'Utrecht du 16 fé-

*
* *

C'est également par une action en justice *ex contractu* qu'une sentence arbitrale étrangère devra être rendue exécutoire au Danemark. A ce point de vue du reste, il n'y a pas de différence avec les sentences arbitrales danoises, qui ne peuvent être exécutées qu'après avoir été confirmées par un tribunal (1).

*
* *

De même en Suède. Les sentences arbitrales étrangères y sont bien considérées comme des actes privés, mais elles ne peuvent pas y être rendues exécutoires comme les sentences arbitrales suédoises,

vrier 1910 (*Clunet*, 1912, p. 292 ; *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 316) arrive pratiquement à la même solution tout en repoussant l'idée que la sentence est une convention privée et en admettant qu'elle est un véritable jugement. Pour lui l'exécution pouvait être demandée sans révision au fond à un tribunal hollandais, parce qu'une telle procédure aurait pu être suivie en Angleterre, pays d'origine de la sentence, car, disait l'arrêt : « Il ne faudrait pas déclarer une sentence exécutoire en opposition avec le droit anglais ». Par suite ce jugement fait dépendre l'obligation d'exécuter la sentence du droit étranger et non du contrat d'arbitrage.

Mais les deux décisions précitées de la Cour suprême du 8 décembre 1916 et du 6 décembre 1918 ont repoussé cette façon de voir et affirmé la solution que nous avons exposée.

(1) Un jugement de la Cour d'appel de Copenhague a décidé qu'une sentence arbitrale suédoise ne peut être considérée comme un jugement suédois (*Clunet*, 1902, p. 892).

c'est-à-dire par une simple ordonnance de l'*Oefver-executor* (1). La partie gagnante devra intenter contre la partie adverse une action devant les tribunaux suédois, en vue d'obtenir que celle-ci soit mise en demeure de se conformer à la sentence (2). Le fait d'avoir été rendue exécutoire dans son pays d'origine ne change en rien la nature juridique de la sentence (2).

C'est également la doctrine qui semble admise en **Finlande** et en **Lettonie**.

*
* *

Le Code de procédure civile **espagnol** considère la sentence arbitrale comme un véritable jugement (3), lorsqu'ont été remplies les formalités exigées par la loi, en particulier si le compromis a été passé par acte public devant notaire. Si la sentence arbitrale étrangère remplit ces conditions, ce qui pratiquement se produira très rarement, elle sera assimilée à un jugement étranger (4). Sinon, elle sera considé-

(1) Un précédent remontant à 1914 a cependant décidé le contraire.

(2) Réponse de M. Hadar Berglund à la Chambre de commerce internationale ; il cite une décision de la Cour suprême de 1922... Voir aussi *Blue book (Reports...)*, p. 68. *Nytt Jurisdiskt Arkiv*, 1899, p. 184 ; 1901, p. 507 ; 1907, p. 261 ; 1922, p. 433.

(3) Articles 793 à 839 et plus particulièrement les articles 816 et 835.

(4) Et alors les articles 951 et 958 du Code civil s'appliquent :

rée comme une obligation contractuelle que les parties s'étaient engagées à observer dans le compromis (1). L'exécution de cette sentence devra être demandée au Tribunal suprême.

3^e système : Système mixte.

C'est le système allemand.

Nous l'exposerons d'abord tel qu'il a été élaboré sous l'empire du livre 10 du Code de procédure civile du 20 mai 1898 (2), nous verrons ensuite l'influence

Trib. suprême, 1^{er} avril 1911 (*Revue Lapradeile*, 1916, p. 216 ; *Gazette de Madrid*, 24 mai 1912, p. 297).

(1) Trib. suprême, 10 décembre 1912 (*Gazette de Madrid*, 18 octobre 1913, p. 281) ; Trib. suprême, 22 mai 1924 (*Gazette de Madrid*, 13 janvier 1925, p. 504) ; Trib. suprême, (?) décembre 1906 (*Gazette de Madrid*, 28 avril 1908, p. 68).

(2) *Paragraphe 1039* (C. proc. civ., 20 mai 1898), traduction de M. Glasson dans : *Organisation politique, administrative et législation de l'Alsace-Lorraine*, 2^e partie, t. IV.

« La sentence arbitrale doit être signée par les arbitres, avec indication de la date de sa rédaction ; une expédition, signée par les arbitres, doit être signifiée aux parties et la minute déposée au greffe du tribunal compétent ; l'original de la signification est annexé à la minute. »

Paragraphe 1040 : « La sentence arbitrale produit entre les parties les effets d'un jugement judiciaire passé en force de chose jugée. »

Paragraphe 1041 : « La mise à néant (*Aufhebung*) de la sentence peut être demandée :

« 1^o Lorsque la procédure arbitrale n'était pas admissible dans l'espèce ;

« 2^o Lorsque la sentence arbitrale condamne une partie à accomplir un fait illicite ;

que les modifications apportées à ces textes en 1924 peuvent avoir sur cette jurisprudence.

Ce système consiste à déclarer applicable le paragraphe 1042 du Code de procédure civile quand les règles du livre 10 du Code ont été observées, et à admettre, au cas où ces conditions n'auraient pas été remplies, que l'exécution de la sentence arbitrale

« 3° Lorsque la partie n'était pas légalement représentée
« dans la procédure, à moins qu'elle n'ait expressément ou
« tacitement approuvé la conduite de l'instance ;

« 4° Lorsque le droit qu'avait la partie d'être entendue dans
« la procédure n'a pas été sauvegardé ;

« 5° Lorsque la sentence arbitrale n'est pas motivée ;

« 6° Lorsque existent les conditions où dans les cas n°s 1 à
« 6 de l'article 580 l'action en restitution (*Restitutionsklage*,
« requête civile) est recevable ;

« La mise à néant de la sentence arbitrale pour les motifs
« spécifiés aux n°s 4 et 5 n'a pas lieu lorsque les parties ont
« convenu du contraire. »

Paragraphe 1042 : « L'exécution forcée ne peut avoir lieu
« en vertu d'une sentence arbitrale qu'autant qu'un jugement
« d'exécution (*Vollstreckungsurteil*) en a prononcé l'admissi-
« bilité.

« Le jugement d'exécution ne peut être rendu, s'il existe une
« cause en vertu de laquelle la mise à néant de la sentence
« arbitrale peut être requise. »

Paragraphe 1043 : « Lorsque le jugement d'exécution a
« été rendu, la mise à néant de la sentence arbitrale ne peut
« plus être requise que pour les motifs indiqués à l'article 1041,
« n° 6, et seulement s'il est rendu vraisemblable que la partie,
« sans qu'il y ait faute de sa part, s'est trouvée hors d'état de
« faire valoir dans la procédure antérieure les motifs de mise
« à néant. »

Paragraphe 1044 : « Dans les cas prévus à l'article précé-

étrangère pourra être poursuivie devant les tribunaux.

C'est en appliquant la distinction que nous avons faite plus haut entre la force exécutoire et la validité d'une sentence arbitrale, que la jurisprudence allemande est arrivée à ce résultat.

Si en effet elle accepte qu'étant donné le carac-

« dent, la demande de mise à néant de la sentence arbitrale
« doit être formée dans le délai de rigueur d'un mois. »

« Le délai court du jour où la partie a eu connaissance du
« motif de mise à néant, mais toutefois pas avant que le juge-
« ment d'exécution ait acquis force de chose jugée. Après
« l'expiration de 10 ans à partir du jour où le jugement a
« acquis force de chose jugée, la demande n'est plus rece-
« vable.

« En cas de mise à néant de la sentence arbitrale, la mise
« à néant du jugement d'exécution doit être prononcée en
« même temps. »

Paragraphe 580 : « L'action en restitution (requête civile)
« est admise ;

« 1^o Lorsque l'adversaire, par la passation d'un serment,
« déféré par l'autre partie et sur lequel est fondé le jugement,
« a violé volontairement ou par négligence la foi du serment ;

« 2^o Lorsqu'un titre, sur lequel le jugement est fondé, était
« faux ou falsifié ;

« 3^o Lorsque dans l'affirmation par serment d'une disposition
« ou d'un rapport sur lequel le jugement est basé, un témoin ou
« un expert a volontairement ou par négligence violé la foi du
« serment ;

« 4^o Lorsque le jugement a été obtenu par le représentant de
« la partie, ou la partie adverse, ou par le représentant de cette
« dernière, au moyen d'un acte commis en vue du procès, pas-
« sible d'une peine d'ordre public, par la voie de la procédure
« devant la juridiction pénale ;

tère contractuel de la sentence arbitrale, sa validité doit être appréciée suivant les principes du droit international privé, c'est-à-dire d'après la *lex loci contractus*, la loi de l'arbitrage, elle déclare par contre que l'admissibilité de la force exécutoire, par le fait qu'elle est une question de procédure, doit être gouvernée par la *lex fori*, c'est-à-dire par la loi du lieu où l'exécution est poursuivie, la loi allemande dans l'espèce. Mais, et c'est ici que la jurisprudence allemande se sépare des jurisprudences néerlandaise et française pour se rapprocher de la jurisprudence belge, elle admet que, le Code de procédure civile ne disant rien sur les sentences auxquelles il s'applique, son silence signifie que ses prescriptions s'appliquent aussi bien aux sentences arbitrales étrangères qu'aux sentences arbitrales nationales. En conséquence, un jugement d'exécution (*Vollstreckungsurteil*) dans le sens du paragraphe 1042 pourra être rendu sur une sentence arbitrale étrangère, si cette sentence remplit les conditions exigées par le livre 10 du Code de procédure civile allemand, en particulier par les paragraphes 1039 et 1041, et si d'autre part elle est valable

« 5^o Lorsque le jugement a été rendu avec le concours d'un
« juge qui, en ce qui concerne le procès, s'est rendu coupable
« envers la partie de violation de ses devoirs professionnels
« en tant que cette violation est passible d'une peine d'ordre public, par la voie de la procédure devant la juridiction pénale. »

d'après la loi étrangère sous l'empire de laquelle elle a été prononcée.

Si maintenant la sentence arbitrale étrangère ne remplit pas les conditions du Code de procédure civile, et si par suite la demande de force exécutoire (*Vollstreckungsklage*) n'est pas recevable, il reste à la partie gagnante la ressource de poursuivre l'exécution de la sentence arbitrale par une action *ex contractu* ordinaire.

Cette action (*Erfüllungsklage*) sera fondée non plus sur la sentence arbitrale elle-même, mais sur l'obligation de l'exécuter, contractée par les parties dans le compromis. Elle sera admise à la seule condition que la sentence arbitrale soit valable d'après la loi étrangère sous l'empire de laquelle elle a été rendue.

Voici comment s'exprime le Tribunal d'Empire (*Reichsgericht*) dans une décision du 22 décembre 1911 (1) :

« Le pourvoi confond l'importance de la sentence
« au point de vue de la procédure avec son influence
« sur le fond du droit. Les lois allemandes ne s'op-
« posent pas à la conclusion d'une convention par
« laquelle les intéressés se soumettent à la sentence
« d'arbitres étrangers.

« S'agit-il d'obtenir d'un tribunal allemand, en ce

(1) *Revue Lapradelle*, 1914, p. 161 ; *Zeitschrift für internationales Recht*, t. XXIII, p. 362 ; t. XXIV, p. 310.

« qui concerne une sentence arbitrale étrangère, les
« mesures de procédure admises par la loi allemande,
« par exemple un jugement d'exequatur (*Vollstreck-*
« *ungsurteil*), ce n'est possible qu'au cas où les
« dispositions impératives de la loi allemande (en
« particulier du paragraphe 1039, C. proc. civ.) ont
« été observées. Or, d'après les éléments de la cause,
« la sentence arbitrale rendue à Hull le 28 août 1906
« ne remplit pas cette condition. Une demande de
« jugement d'exequatur (qui, du reste, n'est pas for-
« mulée) ne serait donc pas recevable en l'espèce.
« Ainsi se présente la question au point de vue de la
« procédure. Mais la convention d'arbitrage — c'est là
« son objet quant au fond — contient toujours et né-
« cessairement la stipulation et l'obligation de four-
« nir et d'exécuter ce qui est imposé par la sentence
« arbitrale. Quand bien même on ne pourrait, en
« raison de l'inobservation d'une des conditions
« imposées par le Code de procédure civile allemand,
« obtenir d'un tribunal allemand un jugement d'exe-
« quatur d'une sentence arbitrale étrangère, l'obli-
« gation contractuelle d'exécuter la sentence n'en
« existe pas moins. C'est l'objet de l'action intentée
« en l'espèce. Elle n'a pas, comme l'admet le
« *Landsgericht* et après lui le pourvoi, pour base le
« rapport de droit primitif des parties, mais la sen-
« tence arbitrale unie au pacte d'arbitrage. »

Tel est le système que la jurisprudence alle-

mande (1) a édifié et que partage une bonne partie de la doctrine (2). Certains auteurs cependant ont critiqué cette façon de voir (3). Mais la jurisprudence a toujours maintenu son point de vue.

(1) *Oberlandsgericht* (appel) Karlsruhe, 29 décembre 1887 (*Zeitschrift für internationales Recht*, t. I, p. 59); *Reichsgericht* (Tribunal d'Empire), 19 décembre 1888 (*Juristische Wochenschrift*, 1889, p. 170); *Reichsgericht*, 11 novembre 1892 (*Clunet*, 1894, p. 890; *Zeitschrift für int. Recht*, t. III, p. 408 et 425); *Reichsgericht*, 28 septembre 1895 (*Zeitschrift für int. Recht*, t. VI, p. 55); Trib. d'app. Hambourg, 16 décembre 1896 (*Clunet*, 1900, p. 380); *Reichsgericht*, 30 avril 1901 (*Clunet*, 1902, p. 374; *Zeitschrift für int. Recht*, t. XI, p. 445); *Oberlandsgericht* Karlsruhe, 5 octobre 1905 (*Revue Lapradelle*, 1909, p. 416; *Clunet*, 1909, p. 517; *Zeitschrift für int. Recht*, t. XVIII, p. 107); *Oberlandsgericht* Rostock, 22 février 1909 (*Clunet*, 1910, p. 1253; *Zeitschrift für int. Recht*, t. XX, p. 92; *Oberlandsgericht* Hambourg, 29 juin 1922, *Hanseatische Gazette*, 1922, p. 290).

Signalons cependant un arrêt isolé de l'*Oberlandsgericht* de Bavière, 14 février 1890 (*Clunet*, 1891, p. 251) qui assimile les sentences arbitrales étrangères aux jugements étrangers.

(2) Bar, *Theorie und Praxis des internationalen Privatrecht*, t. II, p. 538; article de D. H. Wittmach, *Zeitschrift für int. Recht*, t. XXII, p. 113; Von Keidel, dans *Clunet*, 1899, p. 666-667 et la note; Haeger, *Die Vollstreckung von Urteilen und Schiedssprüche in internationalen Recht*, p. 39 à 42.

(3) Köhler, *Gesammelte Beiträge zur civil prozess*, p. 190 et Hellwig, *System des Deutschen zivil Prozessrecht*, 2^e partie, p. 132.

Ces auteurs critiquent cette distinction de deux actions. Pour eux, seule la *Vollstreckungsklage* serait possible, avec cette double condition : que la sentence arbitrale soit valable d'après le droit étranger et que les formalités exigées par l'article 1042 du Code allemand aient été remplies.

La *Erfüllungsklage* doit être rejetée parce qu'elle aboutirait

*
* *

Une Nouvelle de 1924, rectifiant le Code de procédure civile et publiée le 13 mai 1924, a rendu plus facile la procédure d'exequatur des sentences arbitrales. Désormais c'est par une ordonnance (*Vollstreckungsbeschluss*) du tribunal que la sentence arbitrale sera rendue exécutoire, alors qu'avant il fallait un jugement (*Vollstreckungsurteil*). Mais cette procédure simplifiée peut-elle également s'appliquer aux sentences arbitrales étrangères? Dans un article paru dans la *Juristische Wochenschrift* du 21 mai 1927, le Dr Jonas répond par la négative. Il se fonde sur l'argumentation suivante. Dans sa rédaction antérieure, le paragraphe 1042 prévoyait que le jugement d'exécution ne pouvait pas être rendu s'il existait une cause en vertu de laquelle la mise à néant (*Aufhebung*) de la sentence pouvait être prononcée (1). Ces causes étaient et sont encore énumérées dans le paragraphe 1041.

à mieux traiter les sentences étrangères que les sentences allemandes (Köhler). Hellwig ajoute que pour lui *Vollstreckungsklage* et *Erfüllungsklage* sont les deux aspects (*Formulierung*) d'une même action, qui ne doit être admise de toute façon que quand les prescriptions du Code de procédure civile allemand ont été remplies, car admettre le contraire équivaldrait à tourner la loi allemande.

Nous croyons avoir par avance répondu à ces objections par la distinction que nous avons faite entre la force exécutoire et la validité d'une sentence arbitrale.

(1) Pour plus de clarté nous reproduisons ici l'ancien para-

En accordant l'exécution forcée à la suite d'une simple ordonnance du tribunal, et non plus d'un jugement, le législateur de 1924 a enlevé à ce tribunal le pouvoir d'apprécier si les conditions requises pour la mise à néant de la sentence étaient réunies (1). De cette mise à néant il a fait l'objet d'une

graphie 1042 : « L'exécution forcée ne peut avoir lieu en vertu
« d'une sentence arbitrale qu'autant qu'un *jugement* d'exécution en a prononcé l'admissibilité.

« Le jugement d'exécution ne peut être rendu, s'il existe
« une cause en vertu de laquelle la mise à néant de la sentence arbitrale peut être requise. »

(1) Voici la nouvelle rédaction des articles qui nous intéressent, parue dans : *Das neue Zivilprozessrecht* de Theodor Sonnen, p. 202.

Les paragraphes 1039, 1040 et 1041 restent les mêmes.

Paragraphe 1042 : « L'exécution forcée ne peut avoir lieu
« en vertu d'une sentence arbitrale que quand une *ordon-*
« *nance* en a prononcé l'admissibilité.

« L'ordonnance ne peut être accordée quand la sentence a
« enfreint une disposition légale au contenu de laquelle les
« parties n'auraient pu valablement renoncer.

« Que si, dans un délai à déterminer par le tribunal, il est
« prouvé que l'action de mise à néant (*Aufhebung*) de la
« sentence a été intentée, il doit être sursis à l'émission de
« l'ordonnance jusqu'à la solution de ce litige. »

Paragraphe 1043 supprimé.

Paragraphe 1044 : « La demande de mise à néant d'une
« sentence arbitrale déclarée exécutoire doit être introduite
« avant l'écoulement d'un mois.

« Le délai court du jour où la partie a eu connaissance du
« motif de mise à néant, mais toutefois pas avant que l'ordon-
« nance qui déclare exécutoire la sentence ait acquis force
« de chose jugée.

« Après expiration du délai de 10 ans, après que l'ordonnance

action séparée, qui d'après le paragraphe 1044 (nouveau) peut être intentée après que l'exécution forcée aura été accordée. Une telle action n'était possible, avant 1924, que dans des cas limités qu'indiquait le paragraphe 1043 (supprimé dans la nouvelle rédaction).

Or, et le D^r Jonas cite un arrêt du *Reichsgericht* (Tribunal d'Empire) du 22 février 1927 (1), une sentence arbitrale étrangère ne saurait faire en Allemagne l'objet d'une mise à néant. Une telle action serait, en effet, la violation du principe de la territorialité de la compétence des tribunaux. Dans ces conditions, la partie perdante n'ayant plus la possibilité de faire valoir les objections tirées du paragraphe 1041, soit dans la procédure du paragraphe 1042, puisque le législateur de 1924 en a ainsi décidé, soit dans une *Aufhebungsklage* séparée postérieure, puisqu'une telle action serait irrecevable, il semble que l'on doive refuser à la partie gagnante la possibilité de demander l'exécution forcée du paragraphe 1042. La partie gagnante ne pourra donc qu'intenter une action (*Erfüllungsklage*) devant les

« a acquis force de chose jugée, la demande n'est plus recevable. »

« En cas de mise à néant de la sentence arbitrale, la mise à néant de l'ordonnance d'exécution doit être prononcée en même temps. »

(1) *Juristische Wochenschrift*, p. 1311 et suiv. ; *Reichsgerichtsentscheidungen*, t. 110, p. 193 et suiv.

tribunaux, pour forcer son adversaire à exécuter la sentence.

Il nous semble que cette opinion doive être rejetée. Remarquons d'abord que le jugement du Tribunal d'Empire cité par le Dr Jonas ne parle que de l'irrecevabilité d'une demande de mise à néant d'une sentence arbitrale étrangère et ne dit rien sur la question de savoir si l'exécution de cette sentence peut faire l'objet de la procédure du paragraphe 1042, ou si son exécution devra être poursuivie par une *Erfüllungsklage*. Mais, en dehors de cela, le paragraphe 1042 contient deux dispositions qui nous paraissent suffisantes pour permettre au tribunal d'apprécier si la sentence est bien conforme aux prescriptions impératives de la loi allemande, sans quoi l'ordonnance d'exécution ne saurait être accordée, et pour garantir l'ordre public et les droits de la défense. Le paragraphe 1042 dispose, en effet, dans son 2^e alinéa que « l'ordonnance ne peut être accordée quand la sentence a enfreint une disposition légale au contenu de laquelle les parties n'auraient pu valablement renoncer ». Le tribunal peut donc *refuser l'ordonnance* d'exécution au cas où des prescriptions impératives de la loi allemande, en particulier celles qui sont énoncées aux paragraphes 1039 et 1041, n'auraient pas été remplies. La seule chose qu'il ne puisse pas faire, c'est de *prononcer la mise à néant* de la sentence. Du reste, s'il pouvait prononcer cette mise

à néant contre une sentence arbitrale allemande sous l'empire du Code de 1898, il n'a jamais pu la prononcer contre une sentence arbitrale étrangère. Le principe de la territorialité de la compétence des tribunaux existait déjà bien avant 1924. Par conséquent il n'y a rien de changé à cet égard. Quant aux droits de la défense que le D^r Jonas croit compromis, ils sont au contraire mieux garantis qu'auparavant, puisque l'alinéa 3 du paragraphe 1042 prévoit que le tribunal peut accorder au défendeur un délai pendant lequel il lui sera possible de faire valoir à l'étranger une voie de recours quelconque contre la décision des arbitres. Il est même à remarquer que le paragraphe 1042 ne spécifie rien quant à la durée de ce délai, dont l'appréciation est laissée à la discrétion du tribunal qui peut ainsi tenir compte de toutes les circonstances : éloignement du pays étranger, etc.

Par conséquent, il semble bien que la jurisprudence ancienne doive être maintenue. Si la sentence arbitrale remplit les conditions exigées par la loi allemande, elle pourra être rendue exécutoire par l'ordonnance prévue dans le paragraphe 1042 (*Vollstreckungsbeschluss*), sinon la partie gagnante devra intenter une action en exécution (*Erfüllungsklage*) devant le tribunal compétent. Il convient toutefois de remarquer qu'aucune décision de justice n'est encore intervenue sur ce sujet depuis 1924. Cet avis

est du reste partagé par tous les auteurs (1), sauf Jonas (2) et Rosenberg (3) ; c'est également l'opinion que M. le P^r Lewald a bien voulu nous exprimer comme étant la sienne.

En pratique, ce système semble bien concilier tous les points de vue. Il admet qu'une sentence arbitrale étrangère doit pouvoir être rendue exécutoire par action en justice, comme tout contrat passé à l'étranger, mais il admet également que, sous certaines conditions, cette sentence pourra faire l'objet de la procédure d'exequatur simplifiée prévue par les lois allemandes pour les sentences allemandes. Par là ce système répond bien à l'esprit de l'arbitrage lui-même qui est d'éviter tout recours aux tribunaux.

Néanmoins il faut bien reconnaître que les textes du Code de procédure civile allemand se prêtent mieux que tous autres à une pareille interprétation ; notamment nous venons de voir que l'article 1042 sauvegarde très bien les droits de la défense, ainsi l'un des principaux griefs que nous avons formulés contre l'application de l'article 1020 aux sentences étrangères ne se pose pas ici.

(1) Nussbaum, *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 30 ; Mittelstein, *ibid.*, p. 52, et article dans *Hanseatische Rechtszeitschrift*, 1925 (Bd 8 col. 52) ; Staff, *Schiedsgerichtsverfahren*, p. 254 ; Kisch, note sous l'arrêt du 22 février précité (*Juristische Wochenschrift*, 1924, p. 1375, 1376).

(2) *Juristische Wochenschrift*, 1927, p. 1299.

(3) *Manuel de droit de procédure*, p. 524.

SECTION II

Des conditions auxquelles est subordonnée l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

Avant tout, il convient de remarquer que *l'autorité chargée de se prononcer sur l'exécution d'une sentence arbitrale ne doit pas en réviser le fond*. C'est la conséquence logique et naturelle du caractère contractuel reconnu à la sentence arbitrale, qui en fait l'expression même de la volonté des parties. La jurisprudence est unanime sur ce point (1).

Certains ont prétendu qu'une simple sentence arbitrale ne saurait être traitée plus favorablement qu'un jugement qui émane de magistrats, dont l'au-

(1) Cour de Douai, 27 mai 1912 (*Revue Lapradelle*, 1912, p. 717) ; Trib. Marseille, 31 octobre 1912 (*Clunet*, 1913, p. 880) ; Aix, 18 décembre 1913 et Requêtes, 8 décembre 1914 (*Clunet*, 1916, p. 1218) ; Trib. civ. Seine, 10 février 1922 (*Clunet*, 1922, p. 150) ; Trib. civ. Seine, 16 novembre 1922 (*Clunet*, 1923, p. 78) ; Paris, 3 janvier 1923 (*Clunet*, 1924, p. 423) ; Trib. civ. Seine, 2 février 1926 (*Clunet*, 1927, p. 436) ; Trib. civ. Bouches du-Rhône, 18 mars 1927 (*Dalloz hebdomadaire*, 1927, p. 345) ; Liège, 7 novembre 1896 (*Clunet*, 1899, p. 1041) ; Bruxelles, 20 janvier 1904 (*Clunet*, 1910, p. 425) ; Trib. Rotterdam, 22 décembre 1915 (*Weekblad van het Recht = W.*, n° 9930) ; La Haye, 11 mai 1917 (*W.*, 10.191) ; La Haye, 20 juin 1919 (*W.*, 10.487) ; Karlsruhe, 5 octobre 1905 (*Clunet*, 1909, p. 517) ; Trib. sup. d'Empire, 22 décembre 1911 (*Revue Lapradelle*, 1914, p. 161, *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 276) ; Hambourg, 31 octobre 1924 (*Clunet*, 1926, p. 167 ; *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 278).

torité est incontestablement supérieure à celle des arbitres. Mais, comme le remarque le Tribunal de la Seine (1), « il ne s'agit pas seulement de la supé-
« riorité morale ou juridique que peut avoir le juge-
« ment sur la sentence arbitrale, mais bien de la
« nature de cette dernière qui est absolument diffé-
« rente ». Nous avons vu, en effet, que la sentence trouve son fondement dans le compromis ; que sa prononciation est la fixation de l'étendue d'une obligation, jusque-là indéterminée, à l'exécution de laquelle les parties s'étaient engagées dans la convention d'arbitrage (compromis ou clause compromissoire) ; et « que dès lors le tribunal ne pourra,
« sans méconnaître les effets légaux du contrat
« intervenu entre les parties et dont la sentence
« arbitrale est issue, en réviser au fond les disposi-
« tions » (1).

Néanmoins, s'il est interdit à l'autorité chargée de faire exécuter la sentence d'examiner la sentence au fond, il lui sera permis d'exercer sur elle un certain contrôle.

Cet examen auquel elle se livrera aura simplement pour but de s'assurer de la validité du contrat d'arbitrage et de la régularité de la procédure arbitrale. Il est analogue à celui auquel serait soumise

(1) Trib. Seine, 10 février 1922 (*Clunet*, 1922, p. 150 ; *Gaz. Pal.*, 29 mars 1922).

n'importe quelle convention privée étrangère, dont on réclamerait l'exécution.

A l'inverse de ce qui se produit dans le cas de l'assimilation des sentences arbitrales étrangères aux jugements étrangers, il n'y a pas ici de textes pour nous guider. Néanmoins, d'après les principes généraux du droit et d'après la jurisprudence, il semble que l'examen portera sur les points suivants :

1° *Validité du compromis ou de la clause compromissoire*. Cela va de soi. Si le compromis n'était pas valable, c'est-à-dire si les parties n'étaient pas capables de compromettre, ou si l'objet du compromis était illicite, la sentence arbitrale qui repose sur lui ne serait pas valable non plus (1).

2° *Compétence des arbitres*. D'après la convention d'arbitrage d'abord et aussi d'après la loi sous l'empire de laquelle l'arbitrage a été rendu : la *lex loci contractus*.

3° *Régularité de la procédure arbitrale* (2). C'est

(1) Trib. Seine, 10 février 1922 (*Clunet*, 1922, p. 150) ; Trib. Seine, 16 novembre 1922 (*Clunet*, 1923, p. 78) ; Bruxelles, 20 janvier 1909 (*Clunet*, 1910, p. 925).

(2) Douai, 17 mai 1912 (*Revue Lapradelle*, 1912, p. 717) ; Aix, 18 décembre 1913, et Req., 8 décembre 1914 (*Clunet*, 1916, p. 1218) ; Trib. Seine, 10 février 1922 (*Clunet*, 1922, p. 150) ; Trib. civ. Seine, 16 novembre 1922 (*Clunet*, 1923, p. 78) ; Trib. civ. Bouches-du-Rhône, 18 mars 1927 (*Dalloz hebdomadaire*, 1927, p. 345) ; Trib. Breda, 14 octobre 1924 (*Weekblad van het Recht*, n° 11.337) ; Amsterdam, 21 janvier 1925 (*Weekblad*, n° 11.344) ; *Reichsgericht*, 11 novembre

encore un point qui devra être apprécié d'après la *lex loci contractus* (1) ; en particulier l'autorité judiciaire devra s'assurer que les droits de la défense ont été bien observés, et que la partie perdante a été dûment citée ou déclarée défaillante (2).

Il faut enfin que la sentence arbitrale ne soit pas contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public international (3) du pays où l'exécution est poursuivie. Il convient en effet de faire la distinction

1892 ; Trib. régional Karlsruhe, 5 octobre 1905 (*Clunet*, 1909, p. 517 ; *Revue Lapradelle*, 1909, p. 916) ; *Oberlandsgericht* Hambourg, 31 octobre 1924 (*Clunet*, 1926, p. 167).

(1) Cour d'appel de la Haye, 7 juin 1909 et Cour de la Haye, 25 février 1910 (*Weekblad van het Recht*, n°s 8985 et 9930 ; *Clunet*, 1912, p. 924) ont jugé que, le compromis étant régi par le droit anglais, la partie succombante ne peut contester devant le juge hollandais la validité de la sentence rendue à Londres par les arbitres anglais, pour ces motifs que les formalités et les délais auxquels le droit hollandais subordonne la procédure arbitrale n'ont pas été observés.

(2) Trib. Seine, 16 novembre 1922 (*Clunet*, 1923, p. 78) : « Attendu que de l'exposé qui précède résulte la preuve que la sentence arbitrale dont il s'agit a bien été rendue régulièrement en conformité des dispositions de la loi anglaise, desquelles ne résulte aucune atteinte à l'ordre public en France, et qu'il en résulte à l'évidence que les droits de la défense ont été respectés. » Voir néanmoins : Bruxelles, 28 mars 1913 (*Clunet*, 1914, p. 246) repoussant une opposition faite contre l'exécution d'une sentence et se fondant sur la violation prétendue des droits de la défense dans la procédure devant les arbitres.

(3) Trib. de la Seine, 10 février 1922 (*Clunet*, 1922, p. 150) ; Seine, 16 novembre 1922 (*Clunet*, 1923, p. 78) ; Seine, 2 février 1926 (*Clunet*, 1927, p. 436).

entre l'ordre public national et l'ordre public international. Certaines dispositions légales ne sont impératives que pour les nationaux. Voici comment s'exprime à cet égard M. Suijling : « Chaque peuple a incorporé dans son droit des idées, des croyances, des idéals, pour lesquels il demande à tout le monde le respect absolu. Le juge doit donc appliquer le droit national chaque fois que la reconnaissance de l'autorité d'une loi étrangère peut mettre en danger ce trésor moral. C'est ce que nous exprimons en disant que les considérations d'ordre public international excluent en tout cas l'application des lois étrangères. Cependant, tout ce qui regarde dans le droit national l'ordre public ou les bonnes mœurs ne rentre pas dans le cadre de l'ordre public international. Le droit de famille, par exemple, intéresse l'ordre public national. Est-ce à dire que le juge hollandais refuse au droit de famille étranger toute reconnaissance (1) ? ». Evidemment non ; et de fait cette distinction entre l'ordre public national et l'ordre public international se rencontre souvent.

Le jugement du Tribunal de la Seine que nous avons cité au début de cette section résume fort bien les points sur lesquels devra porter l'examen

(1) *Clunet*, 1912, p. 924. Note sur l'arrêt de la Cour de cassation de la Haye du 25 février 1910. M. Suijling constate que l'arrêt en question n'a pas bien fait cette distinction.

du juge : « Il convient seulement pour le tribunal
« de vérifier si les conditions essentielles exigées
« pour la validité d'une sentence arbitrale ont été
« remplies, notamment : si les parties étaient capa-
« bles de compromettre, si l'objet du compromis était
« licite, si la sentence a été valablement rendue, si
« la décision des arbitres n'est pas contraire à l'ordre
« public ou aux bonnes mœurs (1). »

(1) Trib. Seine, 10 février 1922 (*Clunet*, 1922, p. 150).

CHAPITRE III

LE DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

Nous étudions dans un chapitre à part le droit de l'Angleterre, de ses Dominions et des Etats-Unis à cause de la physionomie particulière que ce droit présente.

*
* *

La sentence arbitrale étrangère doit-elle être considérée en droit anglo-saxon comme un jugement, ou comme un contrat ? C'est là une question que les auteurs de ces pays ne semblent pas avoir nettement considérée (1). D'autre part, les décisions judiciaires, et on sait toute l'importance du « précédent » en droit anglais et en droit américain, sont excessivement rares sur ce sujet. Ce manque de jurisprudence, qui étonne à première vue, s'explique du reste parfaitement bien. Tout le monde sait que l'arbitrage est une institution très anciennement connue en Angleterre et qui y est profondément entrée dans les mœurs. Il arrivera donc rarement qu'un Anglais refuse d'exécuter une sentence arbitrale. Ce que nous avançons

(1) Voir à ce sujet : Nussbaum, *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 15.

là est tellement vrai que dans l'un des très rares jugements que nous ayons trouvés sur la question (1) Lord Justice Scrutton commence par s'étonner qu'une société anglaise refuse d'exécuter une sentence arbitrale sans motifs sérieux : « *I may be permitted to express my regret that an English company, having made a contract, should deliberately break it without legal excuse.* »

Mais surtout les Anglais sont à juste titre très fiers de leurs organismes d'arbitrage qui sont parmi les plus anciens, les plus puissants et les mieux organisés du monde entier. La *London Court of arbitration* fonctionne depuis 1892, de même les Cours d'arbitrage de la *London Corn Trade Association*, etc. Dans ces conditions, ce sera en général l'arbitrage d'une de ces associations que les Anglais stipuleront dans les contrats qu'ils passeront avec des étrangers. Par le fait même, les arbitrages dans lesquels il y aura une partie anglaise seront presque toujours des arbitrages anglais. Ainsi s'explique qu'il arrive rarement que l'on demande en Angleterre l'exécution d'une sentence arbitrale étrangère (2).

De même en Amérique constate le professeur W.

(1) Dans l'affaire *Bankers et Shippers Insurance Company of New York v. Liverpool Marine and General Insurance Company Ltd*, voir plus loin, p. 142.

(2) Il convient du reste de remarquer que la plupart des espèces citées jusqu'à présent ont trait à un arbitrage rendu en Angleterre.

A. Sturges (1) : « *There is a dearth of American cases upon the question* », ce qui paraît tout naturel, si l'on songe que, jusqu'à ces dernières années, le droit américain ne reconnaissait même pas l'arbitrage interne.

Dans ces conditions, il est très difficile de se faire une opinion exacte de la façon dont seront exécutées dans ces pays les sentences arbitrales étrangères.

§ 1^{er}. — Le droit anglais.

Avant l'*Arbitration Act* de 1889, le droit anglais connaissait deux manières de faire exécuter une sentence arbitrale : *by attachment* et *by action*. L'« *attachment* » (contrainte par corps) n'était possible que quand le compromis était devenu *a rule of court*, procédure par laquelle une Cour anglaise rendait le compromis irrévocable. Lorsque le compromis (2) n'avait pas été fait *rule of court*, ce qui était forcément toujours le cas pour un arbitrage étranger, la partie gagnante pouvait poursuivre son adversaire en exécution de l'obligation qu'il avait contractée de remplir la sentence des arbitres ; elle intentait alors une action *for breach of the agreement*

(1) *Int. Jahrbuch*, p. 67 ; *Henley v. Soper* (1828), 8 B. et Cr. 216 ; *Aliven v. Furnival* (1834), 4 Tyr. 751 (cité par Westlake, p. 489).

(2) Rappelons que le terme anglais *submission* désigne à la fois le compromis et la clause compromissoire.

to carry out the award. Une telle action était admise également dans le cas d'une sentence arbitrale étrangère (1) ; le caractère contractuel de la décision des arbitres était ainsi reconnu.

C'est alors qu'en 1889 fut passé l'*Arbitration Act* (52 et 53 Vict., ch. 49) (2) qui prévoit dans sa *section 12* l'exécution des sentences arbitrales de la façon suivante : « *Une sentence arbitrale peut, avec l'autorisation de la Cour ou d'un juge, être rendue exécutoire de la même manière qu'un jugement ou une ordonnance tendant au même effet* » (3). C'est-à-dire que la partie gagnante, soit devant le « *King's Bench Division* » (Division du Banc du Roi), soit devant une autre division de la High Court d'Angleterre, pourra provoquer une sommation (*originate summons*) qui sera rendue par un *Master* (sorte de magistrat auxiliaire).

La sentence pourra donc être exécutée comme un jugement. Mais cela ne veut pas dire que la sentence arbitrale soit assimilée à un jugement. Comme le dit le juge Fletcher Moulton dans l'affaire *Doleman and*

(1) *Henley v. Soper* (1828), 8 B. et Cr. 46 ; *Alivon v. Furnival* (1834), 4 Tyr. 751 (cité par Westlake. Traduction de M. Goulé sur la 5^e éd., p. 489).

(2) *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 174.

(3) *Sect. 12* : « *An award on a submission may, by leave of the court or a judge, be enforced in the same manner as a judgment or order to the same effect.* »

sons v. *Osset Corporation*, « la sentence arbitrale par-ticipative du caractère d'une dation en paiement par « convention substituée... », les droits originaires des « parties ont disparu et leur place a été prise par leurs « droits tels que la sentence les a établis » (1). Il a même été reconnu que la sentence arbitrale n'est pas transformée en jugement par l'application de la section 12 (2).

Mais une sentence arbitrale étrangère peut-elle être rendue exécutoire suivant la section 12 ? Il semble que non (3). La définition du terme « *submission* » dans la section 27 ne dit rien à ce sujet, mais il semble bien que l'*Arbitration Act* ne s'applique qu'à des arbitrages anglais. Le contraire a cependant été sou-

(1) *Doleman and sons v. Ossett Corporation* (1912), 3 K. B. 367 (C. A.):

« *If a dispute has been brought before (a) private tribunal... and an award made, that award is binding (for the parties to the reference) and concludes them as to that dispute. In effect the parties have agreed that (their) rights.. in respect of that dispute shall be as stated in the award, so that in essence it partakes of the character of accord and satisfaction by substituted agreement. The original rights of the parties have disappeared and their place has been taken by their rights under the award.* »

(2) H. L. Bellot, *Exécution des sentences arbitrales en Angleterre* (*Clunet*, 1923, p. 797) ; Foot, *A concise Treatise of private international law*, 5^e éd., par H. L. Bellot, p. 632. Rapport du comité réuni par le Chancelier cité plus loin, p. 8, n° 17.

(3) H. L. Bellot, *article cité* ; Roger S. Bacon, *Commercial arbitration as governed by the law of England*, p. 114.

tenu dans le rapport du comité réuni par le Lord Chancelier en janvier 1927, sous la présidence de F.D. MacKinnon, au sujet des amendements à apporter à l'*Arbitration Act* (1). « Un doute, dit ce rapport « p. 12, n° 30, semble exister et être largement par-
« tagé, sur le point de savoir si une convention d'ar-
« bitrage (*submission*), conclue à l'étranger, est une
« clause d'arbitrage dans le sens des sections 1 et au-
« tres de l'*Arbitration Act* de 1889. Il nous paraît que
« c'est là un point de vue faux (2)... Nous ajoutons
« que si l'*Act* s'applique, ou est expressément déclaré
« s'appliquer à un arbitrage étranger, ses dispositions
« concernant l'exécution d'une sentence arbitrale
« s'appliqueraient également à une sentence arbitrale
« étrangère. » Le comité proposait du reste, pour dis-
siper ce doute, d'élargir les termes de la section 27
définissant le mot « *submission* » en mettant qu'il fal-
lait entendre par là « *a written agreement wherever
made* » (une convention écrite en quelque endroit
qu'elle ait été conclue). « En tout cas, continue le rap-
« port, une *action sur une sentence arbitrale étran-
« gère est et a toujours été possible*. Car une conven-
« tion d'arbitrage est un contrat impliquant une sen-
« tence arbitrale régulièrement rendue ; et quiconque

(1) C. m. d. 2877.

(2) Et le rapport de dire que cette opinion semble être confirmée par *Austrian Lloyd Co v. Gresham Co* (1903), 1 K. B. 249 et : *The cap Blanco* (1913), P. 130.

« se trouve dans la juridiction des Cours anglaises
« peut être poursuivi à propos de ce contrat, ou pour
« sa violation, comme pour tout autre contrat (1). »

Par conséquent, s'il est douteux que la section 12 de l'Arbitration Act de 1889 s'applique aux sentences arbitrales étrangères, il est certain par contre que, la *common law* n'ayant pas été abolie (2) par ce statut, une action « *for breach of the agreement to carry out the award* » peut toujours être intentée sur la base d'une décision d'arbitre rendue à l'étranger (3).

Il ne nous semble pas que le fameux jugement rendu par la Haute Cour de justice dans l'affaire *Merrifield Ziegler et C^o v. Liverpool Cotton Association, Hampke et C^o v. Merrifield et Ziegler* (4) contredise cette affirmation. S'agissant d'une sentence arbitrale allemande, voici comment s'exprime le juge Eve à propos d'une demande reconvention-

(1) « *For a submission is a contract of which an implied term must be a promise to comply with an award that is duly made ; and one who is within the jurisdiction of the English court can be sued upon his contract, or for its breach, as upon any other contract.* »

(2) L'Arbitration Act de 1889 n'est ni une loi de consolidation, ni une loi de codification.

(3) C'est également l'avis de Westlake, *Traité de droit international privé*, traduit sur la 5^e édit., par Paul Goulé, p. 489, § 331 et 7^e édit., par Norman Bentwich, p. 413.

(4) *High Court of Justice*, 25 mai 1911 ; 405. L. T. 97 ; *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 287 ; *Clunet*, 1912, p. 891.

nelle de Hampke : « Selon les experts juristes pro-
« duits par Hampke, les tribunaux allemands consi-
« dèrent que la convention d'arbitrage implique
« obligation contractuelle d'exécuter la sentence et
« cette interprétation s'appliquerait aussi quand la
« convention d'arbitrage et la sentence sont interve-
« nues en Allemagne. Mais aucune autorité n'est citée
« à l'appui de cette opinion qui n'est exprimée ni
« par les textes ni par les auteurs et que les experts
« de la défense refusent formellement d'accepter.
« Dans cet état des preuves, je ne puis prendre sur
« moi de tenir pour établi qu'en Allemagne le com-
« promis contienne obligation d'exécuter la sentence
« et je suis obligé de constater que le demandeur ne
« l'a pas prouvé (1). *Le seul point* qui subsiste est
« de savoir si la sentence arbitrale est une décision
« que la Cour puisse ici reconnaître comme un juge-

(1) Judge : Eve « ... *The defendants' experts express the opi-*
« *nion that the ground upon which the German Court enfor-*
« *ces the foreign award is, that the court implies in the submis-*
« *sion a contract, to be bound by and to carry out the award,*
« *and they found upon this the further opinion, that the same*
« *implication arises in the case also of a German submission*
« *and a German award ; but no authority is cited in support*
« *of this opinion, nor is it to be found advanced in any, Ger-*
« *man commentary or text book and its soundness is emphati-*
« *cally disputed by the plaintiff's experts. In this condition of*
« *the evidence, while not taking upon myself whether or not the*
« *doctrine of implied contract is imported into a German sub-*
« *mission, I am bound to hold that the defendants have not*
« *affirmatively proved that it is.* »

« ment étranger. Selon moi, il n'en est rien, quoique
« la sentence décide définitivement entre les parties
« sur toutes les questions qui y sont tranchées.....
« *elle est mort-née, à moins qu'un tribunal ne lui*
« *insuffle la vie.* Elle est alors, pour la première fois,
« investie d'un des caractères essentiels d'un juge-
« ment : la force obligatoire. La sentence en question
« n'a pas encore atteint ce stade et, si je fondais sur
« elle un jugement, je donnerais au défendeur le pou-
« voir de faire exécuter dans ce pays (en Angleterre)
« une sentence arbitrale en vertu de laquelle aucune
« exécution forcée ne pourrait être poursuivie dans
« le pays où elle a été rendue (1). »

Comment convient-il d'interpréter ce jugement ?
Il nous paraît excessif d'en déduire que la sentence
arbitrale étrangère ne puisse pas servir de base à
une action fondée sur l'obligation d'exécuter la sen-

(1) « *The sole point, therefore, remains whether the award*
« *is a decision which the court here ought to recognize as a*
« *foreign judgment. In my opinion it is not, although as*
« *between the parties it is conclusive upon all matters thereby*
« *adjudicated upon..... it is still-born until vitality is infused*
« *into it by the court. It is then, for the first time, endowed*
« *with one at least of the essential characteristics of a judg-*
« *ment : the right to enforce obedience to it. This stage*
« *has not yet been reached with the award under considera-*
« *tion, and, were I to give judgment upon it, I should be giving*
« *the defendants power to issue execution in this country on*
« *an award in respect of which no execution could be levied*
« *in the country where it was made ».*

tence, obligation contractée par les parties dans le compromis. Le jugement en somme ne dit pas cela. Il dit qu'une telle action n'est pas recevable dans le cas particulier en question, parce qu'il ne semble pas prouvé que le droit allemand reconnaisse ce caractère contractuel de la sentence, ce qui du reste est absolument faux (1). Mais le juge Eve paraît bien laisser entendre que, s'il avait été prouvé que la doctrine et la jurisprudence allemande considèrent la sentence comme un contrat, une action « *for breach of the agreement to carry out the award* » aurait été parfaitement admise (2). C'est seulement après avoir écarté cette action, que le juge Eve se demande si la sentence allemande ne pourrait pas au moins être rendue exécutoire comme un jugement allemand et

(1) Dans la note qu'il a publiée à la suite du jugement Merrifield, etc., dans l'*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, le D^r Oppenheimer de Berlin proteste vigoureusement contre une telle interprétation du droit allemand. La jurisprudence et la doctrine allemande reconnaissent en effet, nous l'avons vu, le caractère contractuel de la sentence arbitrale.

(2) Les auteurs anglais qui citent cet arrêt se bornent à constater que d'après lui, une sentence arbitrale rendue à la suite d'un arbitrage étranger ne sera pas reconnue comme jugement étranger. V. Slater, *The law of arbitration and awards*, p. 203 ; Halsbury, *The laws of England, Supplement 1927*, n^o 992, p. 116 ; R. S. Bacon, *op. cit.*, p. 114 ; H. L. Bellot, *article cité*, *Clunet*, 1923, p. 797, et Foot, *op. cit.*, 5^e édit., p. 437 ; Bentwich dans la 7^e édit. de Westlake, p. 413, § 334, semble adopter le même point de vue que nous.

il écarte encore cette possibilité, en se fondant sur ce fait qu'elle n'a pas été rendue exécutoire par l'autorité judiciaire allemande et qu'il lui manque un des caractères essentiels d'un jugement.

Du reste, dans une espèce récente, l'affaire *Bankers et Shippers Insurance Co of New-York v. Liverpool Marine and General Insurance Co Ltd*, la *Court of Appeal* (1) a admis une action fondée sur l'obligation, contractée par les parties dans la convention d'arbitrage, de payer la somme qui serait stipulée dans la sentence. Il s'agissait d'une sentence arbitrale rendue à New-York. Voici ce que dit *Lord Justice Atkins* : «... En conséquence, il me paraît que
« les défendeurs dans cette action étaient définitivement obligés par leur engagement d'en référer
« (aux arbitres) et, si une sentence arbitrale est
« intervenue à la suite de l'observation stricte de la
« convention, ils pourraient, d'après les principes
« généraux régissant la matière des contrats, être
« poursuivis dans une action fondée sur la sen-

(1) *New-York Law Journal*, 72 (1923), 126 ; (1924), 19 *Lld. Law Reports*, 335 ; *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 290. La défense invoquait contre la sentence trois objections : 1^o que la sentence n'était pas finale ; 2^o qu'il n'y avait pas eu de compromis écrit ; 3^o que la partie gagnante n'avait pas, comme le lui imposait le *New-York Arbitration Act*, demandé l'autorisation à la Cour avant de procéder à l'arbitrage contre la volonté de la partie adverse. La Cour d'appel, sur appel contre un jugement de la *High Court* qui avait admis la dernière objection, les repoussa toutes les trois.

« tence (1). » Puis il tranche affirmativement la question de savoir si, au cas où l'une des parties refuserait de procéder à l'arbitrage, l'autre partie pourrait, en vertu d'une clause formelle de la convention d'arbitrage, mais contrairement au paragraphe 3 du *New-York Arbitration Act*, « continuer la procédure d'arbitrage et nommer ses arbitres, sans avoir préalablement demandé et obtenu l'autorisation (*order*) de la Cour ». Et il termine en déclarant : « Il me semble donc que les demandeurs ont « prouvé l'existence d'une obligation de la part des « défendeurs de payer le montant de la sentence en « question (2). » On ne peut plus clairement reconnaître le caractère contractuel d'une sentence arbitrale. Cet arrêt a été cassé le 29 janvier 1926 par la Chambre des Lords qui n'a fait que trancher, en sens inverse de la décision de la Cour d'appel, la question de l'interprétation du paragraphe 3 du *New-York Arbitration Act* (3). Mais elle ne s'est pas prononcée

(1) « *In consequence it appears to me that the defendants « in this action were conclusively bound by their agreement « to refer dispute and if an award be made strictly in pursuance of the agreement, would be on ordinary principles « of contract liable to an action on the award. »*

(2) « *It seems to me therefore that the plaintiffs have proved « a contractual obligation upon the defendants to pay the « amount of the award in question. »*

(3) *Lloyd's list Law Reports*, 24, n° 3, p. 85. Le pourvoi était fondé sur un jugement de la *New-York Court of Appeal* du 15 juillet 1925 dans l'affaire *Bullard v. Morgan-H. Grace*

contre l'interprétation de la sentence arbitrale comme liant les parties en vertu d'une obligation de l'exécuter contractée par elles dans la convention d'arbitrage.

Il nous semble donc que l'on peut définir de la façon suivante l'attitude de la jurisprudence anglaise vis-à-vis des sentences arbitrales étrangères.

Si la doctrine et la jurisprudence du pays dans lequel l'arbitrage a eu lieu admettent que la sentence arbitrale a la valeur d'une obligation contractuelle, une action « *for breach of the agreement to carry out the award* » sera possible devant les Cours anglaises à propos d'une telle sentence. Si au contraire, comme le soutiennent par exemple la doctrine et la jurisprudence italiennes, la sentence n'a dans son pays d'origine aucune valeur propre et n'en acquiert qu'après confirmation de l'autorité judiciaire qui en fait ainsi un véritable jugement, il faudra inten-

company (240. N. Y. 388), donc postérieur au jugement anglais, et qui contredisait son interprétation du paragraphe 3 du *New-York Arbitration Act*. Les Lords ont donc cassé le jugement de la Cour d'appel « *It (the New-York Arbitration Act) is a statute dealing exclusively with the question of procedure in a foreign Court and has been considered by the highest judicial authority of the State of New-York, and though technically no judgment of a foreign court even upon such a question as procedure would bind this House, yet non the less the comity of international affairs would require special and unusual circumstances to lead this House away from a clear decision of a final court upon such a matter of construction.* »

ter devant les Cours anglaises une action sur la base d'un jugement étranger (1). Le critère de la nature et de la valeur juridique de la sentence arbitrale étrangère serait, non pas le droit anglais, mais le droit étranger. Cet *objectivisme* du droit anglais tranche avec le *subjectivisme* des droits continentaux ; il est du reste absolument conforme au droit international privé anglais, fondé sur la juridiction territoriale.

*
* *

La principale différence qui existe entre ces deux façons de rendre exécutoire la sentence arbitrale étrangère réside dans ce fait que, dans le cas de l'assimilation au jugement étranger, on exigera l'homologation de l'autorité étrangère qu'on n'exigera pas dans le cas d'une action fondée sur le caractère contractuel de la décision des arbitres.

Dans l'un et l'autre cas la Cour examinera si la convention d'arbitrage était valable, les arbitres compétents, si la sentence a été régulièrement rendue et n'est pas contraire à l'ordre public anglais et aux bonnes mœurs.

Bien entendu la capacité des parties de compromettre sera appréciée d'après leur loi personnelle ; la

(1) C'est l'avis exprimé par Ralph Sutton, *Arbitration in English law. Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 65.

capacité des arbitres et la régularité de la procédure le seront d'après la loi de l'arbitrage (1). Enfin, il convient de remarquer qu'il semble que les Cours anglaises ne reverront pas l'affaire au fond, quoique cela ne soit pas très sûr dans le cas où la sentence arbitrale serait considérée comme un jugement étranger (2).

*
* *

Les sentences arbitrales étrangères seront certainement exécutées suivant les mêmes principes en *Ecosse* (3) et dans l'*Irlande* du Nord, ainsi que dans la plupart des *Dominions* (4) de l'Empire britannique, dont plusieurs du reste possèdent un *Arbitration Act* ressemblant trait pour trait à l'*Arbitration Act* anglais (5).

(1) *Bankers and Shippers Insurance Co. v. Liverpool Marine*, etc., déjà mentionné plus haut. On se rappelle que la sentence en question avait été déclarée nulle, parce que les prescriptions de l'article 3 du *New-York Arbitration Act* n'avaient pas été observées.

(2) Westlake, § 329, p. 486 (traduction de M. Goulé) et p. 444 de la 7^e édition par Bentwich.

(3) Gustav Wilke, *Einige Bemerkungen über das schottische Schiedsgerichtsverfahren*; dans *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 68, dernier alinéa. Remarquons que l'Ecosse a un *Arbitration Act* depuis 1894.

(4) *Blue book*, *op. cit.*, p. 3 à 20 et réponses des divers *Dominions* à la Chambre de commerce internationale.

(5) *Australie du Sud* (1891); *Tasmanie* (1892); *Nouvelles-Galles du Sud* (1902); *Nouvelle-Zélande* (1908); *Indes anglai-*

§ 2. — Le droit américain.

Il convient d'abord de remarquer que nous sommes ici en présence d'une *Fédération* et que, d'après la Constitution des Etats-Unis, l'arbitrage, étant une question de procédure, relève des législations particulières de chaque Etat, sauf pour les litiges qui sont de la compétence des tribunaux fédéraux, c'est-à-dire des litiges survenant entre ressortissants d'Etats différents, ou avec des étrangers, et représentant un intérêt supérieur à 3.000 \$ (non compris les arrérages et dépens).

*
* *

Or, jusqu'à une époque très récente, l'arbitrage même interne n'était pas sanctionné aux Etats-Unis. Les Cours américaines admettaient en effet la « *revocability rule* », établie par Coke dans ses *Reports* à propos du fameux *Vynior's case* (1), et suivant laquelle une partie qui avait conclu une convention d'arbitrage pouvait à tout moment la révoquer (2).

ses (*Presidency Towns*) (1898) ; Cap (1898) ; Natal (1898) ; Transvaal (1904) ; Palestine (1926).

(1) *Coke's reports*, Part VIII, p. 80.

(2) Sur l'influence du *Vynior's case* sur la jurisprudence américaine, voir J. H. Cohen, *Commercial Arbitration and the law*.

C'est là le « *Common law* », encore en vigueur dans les Etats qui ne l'ont pas amendé par un « *statut* » (loi écrite).

Nombreux, en effet, sont les Etats qui ont légiféré sur l'arbitrage ; mais tous les « *statuts* » ainsi rendus sont loin d'avoir la même importance.

Certains Etats : *Colorado, Oklahoma*, ont commencé par admettre l'arbitrage dans certains cas particuliers (1).

D'autres, *Delaware, District of Columbia* et *Maryland*, ont simplement prévu que les tribunaux pourraient déférer les litiges à des arbitres sous certaines conditions (1).

Puis vinrent un certain nombre de statuts *antérieurs à 1920* et qui réglementent l'arbitrage d'une façon générale ; ce sont ceux de : *Alabama, Arizona, Arkansas, California, Connecticut, Florida, Georgia, Idaho, Illinois, Indiana, Iowa, Kansas, Kentucky, Maine, Michigan, Minnesota, Mississippi, Missouri, Nebraska, New-Hampshire, Ohio, Pennsylvania, South Carolina, Tennessee, Texas, Utah, Virginia, Washington, West Virginia* et *Wyoming* (2). Ils ne suppriment toutefois pas complètement le *common law*. La convention d'arbitrage n'y

(1) W. A. Sturges, *Commercial arbitration in the United States of America : Internationales Jahrbuch für schiedsgerichtswesen*, p. 155.

(2) Sturges, *op. cit.*, p. 156.

est obligatoire que quand il s'agit de litiges nés et quand le compromis a fait l'objet d'une certaine formalité qui a pour but d'en faire une « *rule of court* » (c'est-à-dire, comme en droit anglais, de le rendre irrévocable). Les sentences rendues à la suite de tels compromis pourront acquérir la force de véritables jugements par l'accomplissement de certaines formalités simples. Mais ces statuts n'intéressent pas les arbitrages étrangers puisque ceux-ci n'auront évidemment pas pu être faits « *rule of court* ».

C'est alors qu'en 1920 fut voté le *New-York Arbitration Act* (1). Contrairement aux statuts antérieurs, celui-ci annule complètement l'ancienne *revocability rule*. En effet, il rend irrévocable toute convention d'arbitrage quelle qu'elle soit, compromis ou clause compromissoire, sans la soumettre à la formalité de la *rule of court*. La sentence prononcée suivant les prescriptions prévues au Code de procédure civile de New-York (2) sera rendue exécutoire par un ordre de la Cour à la suite de formalités simplifiées, comme le prévoit ce Code qui du reste est un des statuts antérieurs à 1920 déjà mentionnés. Mais comme les autres statuts, l'*Arbitration Act* de New-York ne prévoit pas, dans son article 2, les arbitrages rendus à l'étranger. Il semble donc qu'il ne

(1) *New-York Laws* (1920), chap. 275, *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 211.

(2) Articles 1448 à 1465 et article 1469.

leur est pas non plus applicable et que vis-à-vis d'eux les règles du *common law* sont toujours en vigueur. De même pour les statuts de New Jersey, de Massachusetts, d'Oregon et du territoire de Hawaï (1).

Mais alors, quel est le sort réservé aux sentences arbitrales étrangères sous l'empire de ce *common law* ?

Si la *revocability rule* permet à chaque partie de révoquer l'arbitrage, elle ne peut le faire que jusqu'à ce que les arbitres aient rendu leur sentence. Cette sentence une fois prononcée est obligatoire pour elle et son exécution pourra être poursuivie en justice par une action fondée sur son caractère contractuel.

Cela est expressément dit par la plupart des statuts antérieurs à 1920. Voici entre autres ce que dit l'article 12712 du Code d'Iowa : « Les sentences
« d'arbitres qui auront été choisis en dehors des
« prescriptions de ce chapitre seront néanmoins
« valables et obligeront les parties, comme tout autre
« contrat, et ne seront attaquées (*impeached*) qu'en
« cas de fraude ou de faute ; mais une telle sentence
« ne peut être rendue exécutoire que par voie d'ac-
« tion. »

Il semble bien qu'il en serait de même dans les

(1) *New Jersey Laws* (1923), chap. 133, p. 291 ; *Oregon Laws* (1925), chap. 186, p. 125 ; *Massachusetts Laws* (1925), chap. 294, p. 1925 ; *Session laws of Hawaï* (1925), chap. 71, p. 394.

Etats où il n'existe aucun statut de ce genre (1). Ce sont en somme les mêmes principes qu'en droit anglais, ce qui n'a rien d'étonnant vu la parenté très étroite de ces droits (2).

Quant à la législation fédérale, le 12 février 1925 fut voté le *United States Arbitration Act* (3) qui reproduit les dispositions de la loi new-yorkaise. Il prévoit bien dans son article 1^{er} les arbitrages entre Américains et étrangers, mais son article 9, qui parle de l'exécution de la sentence arbitrale, suppose que cette sentence a été rendue en Amérique (4). Par conséquent, il semble que lui non plus n'est pas applicable aux arbitrages étrangers. En tout cas, les Cours fédérales reconnaissent certainement le caractère contractuel des sentences arbitrales étrangères (5).

(1) Sturges, *article cité*, p. 167, *in fine*. Il cite *Benton v. Singleton* (1901), 40 *Southeastern reports* 811. De même Haeger, *op. cit.*, p. 131, et plus spécialement pour la Californie, *ibid*, p. 143.

(2) Tout récemment la *Court of Appeal* de l'Etat de New-York a rendu exécutoire une sentence hongroise. Le procès fut gagné sur des motifs techniques, mais dans son « *brief* » (mémoire introductif d'instance), M. Tuska a développé dans son 5^e point cette idée que la sentence étrangère était définitive et devait être considérée comme *res adjudicata*. Il invoquait pour cela le droit anglais.

(3) *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 206.

(4) Il dispose que l'exécution devra être demandée à la Cour fédérale du lieu où la sentence a été rendue.

(5) *Répertoire Lapradelle*, p. 538, Cour suprême, 190. U. S. 524.

★
★ ★

Par suite, on peut dire qu'en Amérique comme en Angleterre, une sentence arbitrale étrangère aura, aussi bien devant les Cours d'Etats que devant les Cours fédérales, la même valeur qu'un contrat passé à l'étranger.

TROISIÈME PARTIE

LES ENTENTES INTERNATIONALES

Des développements précédents, il ressort, en somme, que, malgré les profondes divergences d'opinion qui les séparent, les différentes législations aboutissent, quant à l'exécution des sentences arbitrales étrangères, à des résultats qui pratiquement sont partout les mêmes.

. . .

En ce qui concerne plus particulièrement la reconnaissance de la validité d'une sentence arbitrale étrangère, toutes les législations, à de légères nuances près, posent les mêmes conditions. Nous avons vu, en effet, que toutes exigent : que le compromis, ou la clause compromissoire, soit valable ; que les arbitres aient été compétents, d'après le compromis d'abord, d'après la *lex loci contractus* ensuite et quelquefois même d'après la *lex fori* ; que la sentence ait été régulièrement rendue d'après la loi du pays où a eu lieu l'arbitrage ; que les parties aient été réguliè-

ment citées, ou déclarées défailiantes ; enfin que la sentence ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs du pays où son exécution est demandée.

Ces exigences sont du reste parfaitement compréhensibles, elles découlent de l'application stricte des principes généraux du droit, et procèdent du souci qu'ont les Etats de sauvegarder leur souveraineté et surtout de protéger les droits de leurs nationaux. Ce souci est d'autant plus légitime que dans bien des pays la législation sur l'arbitrage ne présente pas de garanties suffisantes ; dans certains pays mêmes (Danemark, Pologne, etc.) l'arbitrage n'a pas encore été réglementé.

Mais on comprend aussi que les questions qui se posent à propos de l'appréciation de ces conditions soulèvent des points de droit délicats, et que leur examen soit une tâche bien plus difficile dans le cas de sentences arbitrales étrangères que dans le cas de sentences arbitrales nationales. Aussi nous avons vu que, presque partout, l'exécution des sentences arbitrales étrangères devra être poursuivie par voie d'action en justice. Et même certains pays, encore assez nombreux, n'admettent cette exécution que sous la garantie de la réciprocité, voire de la réciprocité diplomatique. Seules la Belgique et, dans une certaine mesure, l'Allemagne étendent aux sentences arbitrales étrangères le bénéfice de la procédure

d'exequatur simplifiée, prévue par leurs lois seulement pour les sentences rendues sur leur territoire.

*
* *

Or ce ne sont pas là des conditions favorables au développement de l'arbitrage. En passant un compromis, ou en insérant une clause compromissoire dans leur contrat, les parties entendaient éviter les lenteurs et les frais de plus en plus élevés d'une procédure judiciaire. C'est donc aller à l'encontre du but même de l'arbitrage et de l'intention des parties, que de les forcer à intenter une action en justice, pour faire exécuter la sentence.

Pour remédier à cet inconvénient, en facilitant l'exécution internationale des sentences arbitrales, deux moyens se présentent tout de suite à l'esprit. C'est en premier lieu, la conclusion de traités particuliers entre Etats ayant certaines affinités économiques ; c'est ensuite l'élaboration d'une Convention générale dans le genre du Protocole du 24 septembre 1923 sur la clause compromissoire.

Ces deux moyens ont été mis en œuvre. Plusieurs traités comportent des dispositions concernant l'exécution des sentences arbitrales étrangères, et tout récemment, le 26 septembre 1927, une Convention sur ce sujet a été ouverte à Genève à la signature des Etats qui ont déjà ratifié le Protocole de 1923.

CHAPITRE PREMIER

LES CONVENTIONS PARTICULIÈRES.

Soit sous l'influence d'affinités ethniques, soit sous l'impulsion d'intérêts économiques, plusieurs conventions ont déjà été conclues qui s'occupent de l'exécution internationale des sentences arbitrales.

En voici la liste par ordre chronologique (1) :

Traité franco-suisse du 15 juin 1869 ;

Traité hispano-suisse du 19 novembre 1896 ;

Convention franco-belge du 8 juillet 1899 ;

Traité de Montevideo entre la République Argentine, le Pérou et le Paraguay ;

Convention italo-autrichienne du 6 avril 1922 ;

Convention italo-tchécoslovaque du 6 avril 1922 ;

Convention italo-yougoslave du 6 avril 1922 ;

Convention tchécoslovaque-yougoslave du 17 mars 1923 ;

(1) Le traité *franco-sarde* de 1860 (Weiss, *Traité cité*, t. VI, p. 247*) ne parle que des jugements. Il semble donc qu'étant donnée l'opinion prédominante dans la jurisprudence française sur la nature juridique de la sentence arbitrale, ce traité ne s'applique pas à notre matière. Cf. Weill, *thèse citée*, n° 146 ; *Répertoire Lapradelle*, p. 534. Voir cependant en sens inverse : Le Bourdelles dans *Clunet*, 1882, p. 396 ; Pillet, *op. cit.*, p. 538.

Déclaration turque dans le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 ;

Traité de commerce italo-russe du 7 février 1924 ;

Convention entre la Belgique et les Pays-Bas du 28 mars 1925 ;

Convention entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie du 7 mai 1925 ;

Convention germano-russe du 12 octobre 1925 ;

Traité de commerce russo-norvégien du 15 décembre 1925 ;

Convention entre la Tchécoslovaquie et la Suisse du 27 décembre 1926 ;

Convention austro-suisse du 15 mars 1927.

Nous ne donnerons ici qu'une analyse d'ensemble des dispositions contenues dans ces différentes conventions, dispositions qui d'ailleurs, à quelques détails près, se retrouvent les mêmes dans toutes. Du reste, on trouvera dans une Annexe à cette étude le texte *in extenso*, ou l'analyse détaillée de chacune de ces conventions.

* * *

Ce que l'on constate d'abord, en examinant ces accords, c'est que tous ont d'une façon générale écarté la *révision au fond* de la sentence arbitrale. Seules les 3 conventions passées par l'Italie respectivement avec l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie réservent cette revision dans le cas très parti-

culier où la partie condamnée par défaut à l'étranger n'est pas apparue à la procédure visant à l'exécution de la sentence, la signification ne lui ayant pas été remise en mains propres ou n'ayant pas été faite dans les formes légales (1).

Ce rejet de l'examen au fond de la sentence a été expressément indiqué dans plusieurs conventions(2), mais, d'une façon générale, il ressort de ce que les pouvoirs de l'autorité chargée de délivrer l'exequatur ont été limitativement déterminés.

Toutes ces conventions, en effet, subordonnent la reconnaissance des sentences arbitrales à l'accomplissement de certaines conditions, toujours les mêmes, et qui peuvent se ramener à 5.

1^o *Il faut que la sentence ait été rendue par des arbitres compétents* (3).

(1) Article 3.

(2) Voir, pour les références, l'indication des pages dans la table des matières. Article 2 des Conventions italo-autrichienne, italo-tchécoslovaque et italo-yougoslave ; article 46-4^o de la Convention entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie ; article 41-4^o de la Convention tchécoslovaque-yougoslave ; article 10 de la Convention germano-russe.

(3) Convention franco-belge (art. 11-5^o) ; Convention Belgique - Pays - Bas (art. 11-5^o) ; Convention franco-suisse (art. 17-1^o) ; Convention hispano-suisse (art. 2) ; Conventions italo-autrichienne, italo-tchécoslovaque et italo-yougoslave (art. 1-1^o) ; Convention Tchécoslovaquie-Roumanie (art. 46-3^o, a) ; Convention tchécoslovaque-yougoslave (art. 41-3^o, a) ; Convention germano-russe (art. 10-1^o et 2^o) ; Conventions Suisse-Autriche et Suisse-Tchécoslovaquie (art. 1^{er}-1^o).

Cette compétence s'appréciera, évidemment, d'abord d'après les stipulations de la convention d'arbitrage et ensuite d'après les règles de droit du pays où la sentence a été rendue. Les deux conventions passées par la Suisse respectivement avec la Tchécoslovaquie et l'Autriche disposent même que cette compétence devra également s'apprécier « d'après les règles « de compétence judiciaire internationale admises par « le droit de l'Etat dans lequel la décision est invo- « quée ». Mais c'est là une disposition qui, pour les autres conventions, est implicitement contenue dans la notion d'*ordre public international* que nous avons déjà souvent rencontrée et que nous retrouverons un peu plus loin.

2° *Que la sentence ait été rendue et passée en force de chose jugée.* C'est là l'expression communément employée (1). Certaines conventions cependant ont cru devoir préciser cette notion, en disant que la sentence *ne devait plus être susceptible d'aucun recours* (2).

Il convient de remarquer ici qu'une convention,

(1) Convention franco-belge (art. 11-2°) ; Conventions italo-autrichienne, italo-tchécoslovaque, italo-yougoslave (art. 1^{er}-2°) ; Conventions Suisse - Tchécoslovaquie et Suisse - Autriche (art. 1^{er}-3°).

(2) Convention franco-suisse (art. 16-3°) ; Convention hispano suisse (art. 2) ; Convention Tchécoslovaquie-Roumanie (art. 46-3°, *b*, en connexité avec art. 44) ; Convention Tchécoslovaquie-Yougoslavie (art. 41-3°, *b*, en connexité avec art. 39).

celle qui a été passée entre la Belgique et les Pays-Bas, se contente d'exiger que la sentence soit *susceptible d'exécution*, « bien que des voies de recours « soient encore ouvertes contre elles » (1). On a voulu ainsi rendre possibles les mesures provisoires et conservatoires.

En tout cas il n'est pas douteux que, quelle que soit l'expression employée, toutes ces conventions exigent *que la sentence ait été rendue exécutoire par l'autorité compétente du pays où elle a été rendue*.

3° *Il faut que les droits de la défense aient été respectés*. C'est-à-dire qu'il faut que l'assignation d'abord, la signification de la sentence ensuite, aient été délivrées en mains propres ou que toutes les précautions prévues par les lois nationales pour atteindre la partie visée aient été prises. Il faut également qu'en cas de défaut de la partie perdante, celle-ci n'ait pas été empêchée de prendre part au procès par suite d'une irrégularité de la procédure.

C'est ce que la plupart des conventions expriment en stipulant : « *Que les parties aient été légalement « citées, représentées, ou déclarées défaillantes* » (2).

(1) Article 11-2°.

(2) Conventions franco-belge et Belgique-Pays-Bas (art. 11-4°); Convention franco-suisse (art. 17-2°); Convention hispano-suisse (art. 2); Conventions italo-autrichienne, italo-tchécoslovaque, italo-yougoslave (art. 1^{er}-3°); Conventions Suisse-Tchécoslovaquie et Suisse-Autriche (art. 1^{er}-4°).

Quelques-unes ont cependant cru devoir entrer dans le détail de cette idée (1).

4° *Il faut que la reconnaissance de la sentence ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public de l'Etat où la décision est invoquée* (2). C'est une condition qui va de soi et que nous avons déjà rencontrée dans toutes les législations nationales.

Certaines conventions exigent en outre que la sentence arbitrale ne soit pas *contraire à une autre décision rendue sur le même sujet par les autorités judiciaires de l'Etat où elle est invoquée* (3). Mais il semble bien que sous l'empire des autres conventions une telle sentence se verrait refuser l'exequatur comme contraire à l'ordre public. C'est du reste l'avis exprimé dans leur rapport par les experts qui

(1) Convention Tchécoslovaquie-Roumanie (art. 46-3^o, c) ; Convention Tchécoslovaquie-Yougoslavie (art. 41-3^o, c) ; Convention germano-russe (art. 10-2^o et 3^o).

(2) Conventions franco-belge et Belgique-Pays-Bas (art. 11-4^o) ; Convention franco-suisse (art. 17-2^o) ; Convention hispano-suisse (art. 2) ; Conventions italo-autrichienne, italo-tchécoslovaque, italo-yougoslave (art. 1^{er}-3^o) ; Convention Tchécoslovaquie-Roumanie (art. 46-3^o, c) ; Convention Tchécoslovaquie-Yougoslavie (art. 41-3^o, c) ; Convention germano-russe (art. 10-2^o et 3^o) ; Traité de commerce italo-russe (art. 12) ; Traité de commerce italo-norvégien (art. 10) ; Convention Suisse-Tchécoslovaquie et Suisse-Autriche (art. 1^{er}-4^o).

(3) Conventions italo-autrichienne, italo-tchécoslovaque et italo-yougoslave (art. 1^{er}-4^o) ; Convention germano-russe (art. 10-4^o) ; Traité de commerce italo-russe (art. 12).

ont élaboré la Convention de Genève du 26 septembre 1927. Il en serait de même d'une sentence arbitrale contraire aux bonnes mœurs.

5° Enfin ces conventions prévoient, d'une façon plus ou moins explicite, quelles devront être *les pièces à fournir à l'appui de la demande d'exequatur*.

Toutes exigent qu'il soit produit de la sentence arbitrale une *expédition authentique* (1); les deux Conventions franco-suisse et hispano-suisse se contentent bien d'une expédition simplement légalisée, mais elles exigent la production de l'original de la signification de la sentence (2).

Un certain nombre de conventions disposent en plus qu'il devra être fourni *un certificat établissant que la sentence n'est plus susceptible de recours* (3).

Enfin, suivant plusieurs autres, il faudra également produire une *traduction authentique de la sentence* (4).

(1) Conventions franco-belge et Belgique-Pays-Bas (art. 11-30) ; Conventions italo-autrichienne, italo-tchécoslovaque et italo-yougoslave (art. 6) ; Convention Tchécoslovaquie-Roumanie (art. 44) ; Convention Tchécoslovaquie-Yougoslavie (art. 39) ; Conventions Suisse-Tchécoslovaquie et Suisse-Autriche (art. 5).

(2) Article 16-10.

(3) Convention franco-suisse (art. 16-30) ; Convention Tchécoslovaquie-Roumanie (art. 44) ; Convention Tchécoslovaquie-Yougoslavie (art. 39) ; Convention Suisse-Tchécoslovaquie et Suisse-Autriche (art. 5).

(4) Conventions italo-autrichienne, italo-tchécoslovaque,

Mais la plupart de ces conventions n'indiquent rien quant à la procédure à suivre et quant à l'autorité chargée d'accorder l'exequatur. Elles se contentent en général de dire que ces questions seront réglées par les prescriptions particulières au pays où l'exécution est invoquée (1).

Seules les conventions passées entre la France et la Belgique, la Belgique et les Pays-Bas, contiennent quelque chose de précis à ce sujet. Leur article 15, alinéa 2, dispose en effet que « *l'exequatur est accordé par le président du tribunal civil de l'arrondissement dans lequel l'exécution est poursuivie* ». C'est-à-dire que le bénéfice de l'exequatur simplifié, prévu par la loi pour les sentences arbitrales nationales, sera étendu aux sentences arbitrales rendues dans l'autre Etat contractant.

Signalons également l'article 45 de la Convention passée entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie et l'article 41 de la Convention passée entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Ces deux conventions prévoient une nouvelle procédure. Ce sont les autorités judiciaires du pays dans lequel la sentence a

italo-yougoslave (art. 6) ; Convention Suisse-Tchécoslovaquie et Suisse-Autriche (art. 1^{er}-4^o).

(1) Conventions italo-autrichienne, italo-tchécoslovaque, italo-yougoslave (art. 4) ; Convention Tchécoslovaquie-Roumanie (art. 45) ; Convention Tchécoslovaquie-Yougoslavie (art. 41) ; Convention germano-russe ; Conventions Suisse-Tchécoslovaquie et Suisse-Autriche (art. 6).

été rendue qui seront chargées de transmettre la demande d'exécution au tribunal de l'autre pays compétent pour délivrer l'exequatur. Mais ces articles ajoutent que les parties sont libres de saisir directement le tribunal du pays d'exécution.

*
* *

En somme, toutes ces conventions ne font que reproduire les dispositions des lois en vigueur dans les Etats contractants.

Quels sont du reste ces Etats contractants? Ce sont principalement ceux-là mêmes qui n'admettent l'exécution des sentences arbitrales étrangères que sur la base de la *réciprocité* légalement reconnue. Les deux conventions France-Belgique et Belgique-Pays-Bas mises à part, on constate, en effet, que dans tous ces accords internationaux une des parties au moins entre dans cette catégorie d'Etats. Et c'est bien là ce qui pour nous caractérise toutes ces conventions : elles ne sont que l'application des différentes législations nationales, pour qui leur conclusion est une condition *sine qua non* de la reconnaissance des sentences arbitrales étrangères.

Les deux conventions passées par la Belgique avec la France et les Pays-Bas qui, nous l'avons vu, étendent aux sentences arbitrales rendues sur le territoire de l'Etat contractant le bénéfice de l'exequatur

prévu pour les sentences nationales, sont les seules qui constituent un progrès effectif dans la recherche de la solution générale du problème.

*
* *

Pourquoi donc n'est-on pas arrivé à de meilleurs résultats ? Cela tient, croyons-nous, en grande partie à ce que presque toutes ces conventions ont lié le problème de l'exécution des sentences arbitrales à celui, beaucoup plus compliqué, de l'exécution des décisions judiciaires (1). *La Conférence de droit international privé de la Haye* en a du reste fait l'expérience. Etudiant conjointement les deux problèmes dans sa 5^e session, tenue en octobre 1925, elle n'a pas jugé possible de préparer un traité collectif en raison des grosses difficultés soulevées par la question de l'exécution des jugements étrangers et que nous ne saurions du reste exposer ici, sans sortir du cadre de notre étude. Elle s'est bornée à établir un projet de traité qui pourrait servir de base pour la conclusion de conventions particulières entre Etats ; projet qui du reste reproduit dans ses grandes lignes les dispositions déjà rencontrées.

En voici le texte :

(1) Sauf les trois traités passés par la Russie soviétique respectivement avec l'Allemagne, l'Italie et la Norvège.

Art. 1^{er}. — L'autorité des décisions judiciaires, rendues en matière civile ou en matière commerciale dans l'un des Etats contractants, sera reconnue dans l'autre Etat si elles réunissent les conditions suivantes :

1° Que, pour le litige en question, les règles de compétence judiciaire internationale, admises par le droit de l'Etat dans lequel la décision est invoquée, n'excluent pas la juridiction de l'autre Etat ;

2° Que la reconnaissance de la décision ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public de l'Etat où la décision est invoquée ;

3° Que, d'après la loi de l'Etat où la décision a été rendue, elle soit passée en force de chose jugée ;

4° Qu'en cas de jugement par défaut, la partie ait été déclarée défailante conformément à la loi du pays où le jugement a été rendu et aux dispositions des traités en vigueur entre les Etats contractants.

L'examen à faire par les autorités de l'Etat où la décision est invoquée se borne aux conditions énumérées dans l'alinéa 1^{er}, n^{os} 1-4. Ces autorités doivent examiner d'office si ces conditions sont remplies.

Art. 2. — Les décisions judiciaires rendues dans un des Etats contractants peuvent être mises à exécution dans l'autre Etat après y avoir été déclarées exécutoires. L'exequatur est accordé, si la décision

est exécutoire dans l'Etat où elle a été rendue et si elle remplit les conditions énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 1, n^{os} 1-4. L'alinéa 2 de cet article s'applique à l'examen à faire par les autorités de l'Etat où l'exécution est demandée.

Art. 3. — La partie qui invoque la décision ou qui demande l'exequatur doit produire :

1^o Une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité ;

2^o Les pièces de nature à établir que la décision est passée en force de chose jugée et, s'il y a lieu, qu'elle est devenue exécutoire ;

3^o Une copie authentique dûment légalisée de l'assignation de la partie qui a fait défaut à l'instance ;

4^o Une traduction des pièces énumérées ci-dessus, certifiée conforme d'après les règles admises par l'Etat dans lequel l'exequatur est demandé, sauf dispense de cette obligation par l'autorité compétente.

Art. 4. — Les sentences arbitrales rendues dans l'un des Etats contractants et y ayant la même autorité que les décisions judiciaires seront reconnues et déclarées exécutoires dans l'autre Etat, si elles satisfont aux prescriptions des articles précédents, en tant qu'elles sont applicables.

Il en est de même pour les transactions judiciaires.

Art. 5. — Les dispositions de la présente convention s'appliquent quelle que soit la nationalité des parties (1).

(1) Deux conventions s'inspirant de ce projet ont déjà été conclues par la Suisse avec la Tchécoslovaquie d'une part et l'Autriche d'autre part.

CHAPITRE II

LA CONVENTION DE GENÈVE DU 26 SEPTEMBRE 1927.

Le Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert par la Société des Nations à la signature des Etats le 24 septembre 1923, ne parle que de la reconnaissance internationale du compromis ou de la clause compromissoire. En ce qui concerne l'exécution des sentences arbitrales, il se contente de dire dans son article 3 que : « Tout Etat contractant s'engage à
« assurer l'exécution, par ses autorités et conformé-
« ment aux dispositions de sa loi nationale, des sen-
« tences arbitrales rendues sur son territoire en
« vertu des articles précédents » ; mais il ne dit rien sur l'exécution internationale des sentences arbitrales étrangères.

Or c'est là une lacune qui diminue passablement la portée pratique de l'œuvre de la Société des Nations. Les difficultés que les parties risquent de rencontrer, pour faire exécuter la sentence des arbitres, les feront reculer et les empêcheront dans bien des cas de recourir à l'arbitrage. Mais surtout la ratification du Protocole de 1923, alors que l'exécution internationale des sentences arbitrales n'est pas

assurée, pourra conduire à un véritable déni de justice.

Supposons, en effet, un compromis passé entre deux parties appartenant respectivement à des Etats différents, Etats qui tous deux ont ratifié le Protocole de 1923. Supposons que l'arbitrage ait lieu, qu'une sentence soit rendue. Si l'Etat où l'exécution doit être poursuivie n'exécute pas les sentences arbitrales étrangères, comme d'autre part le Protocole lui interdit de connaître d'une action intentée au mépris d'une clause d'arbitrage, la partie gagnante se trouvera paralysée par la mauvaise volonté de son adversaire et dans l'impossibilité de faire valoir son droit.

Aussi est-ce avec juste raison que l'on a vu dans cette lacune la cause du peu d'enthousiasme des Etats à signer et à ratifier le Protocole.

Il était donc urgent de compléter l'œuvre commencée en 1923.

§ 1. — Les travaux préparatoires.

Répondant au désir exprimé par de nombreuses organisations industrielles et commerciales, le Comité économique de la Société des Nations décida de mettre à l'étude un projet de Convention internationale sur l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Sur la méthode à suivre, voici comment s'exprime

le rapport du Comité, adopté par le Conseil de la Société des Nations le 25 septembre 1925: « Il « existe un certain rapport entre le problème de « l'exécution réciproque des sentences arbitrales et « le problème, plus difficile encore, de l'exécution « réciproque des jugements rendus par les tribunaux « nationaux (1). »

Vouloir lier ces deux problèmes, c'était risquer de n'aboutir à aucune solution. La Conférence de droit international privé de la Haye, ainsi que nous l'avons dit, n'allait pas tarder à en faire l'expérience dans sa 5^e session, tenue du 12 octobre au 7 novembre 1925. Etudiant la question de la reconnaissance et de l'exécution, tant des jugements que des sentences arbitrales, elle ne put en effet, comme elle l'avait pensé tout d'abord, préparer un traité collectif, mais dut se borner à établir un projet de convention qui pourrait servir de base à des traités particuliers passés entre Etats (2).

C'est pourquoi le Conseil de la Chambre de commerce internationale vota, sur proposition de son Comité d'arbitrage, une résolution invitant la Société des Nations à étudier la question de l'exécution des sentences arbitrales indépendam-

(1) Rapport sur les travaux de la 16^e session du Comité économique, adopté par le Conseil le 25 septembre 1925. *Journal officiel de la Société des Nations*, 1925, p. 1503.

(2) Voir *suprà*, p. 165.

ment de celle de l'exécution des décisions judiciaires. Voici comment s'exprimait cette résolution (1) : « Le
« Comité a été vivement frappé par le danger de
« confondre le problème de l'exécution des sentences
« arbitrales étrangères avec celui de l'exécution des
« jugements étrangers. Le Comité a pensé qu'il y
« avait en effet une différence essentielle entre ces
« deux questions. Un jugement rendu dans un pays
« étranger est un acte émanant d'une puissance pu-
« blique étrangère qui tient son autorité de la loi
« dont l'autorité expire aux frontières de son pays.
« Par contre, la sentence arbitrale qui émane de la
« volonté privée des parties ne saurait voir ses effets
« limités à un territoire déterminé...

« En conséquence, le Comité demande au Conseil de
« la Chambre de bien vouloir saisir la Société des
« Nations de cette question en lui présentant les argu-
« ments qui sont indiqués plus haut et de la prier ins-
« tamment de mettre à l'étude la question de l'exécu-
« tion des sentences arbitrales étrangères sans lier
« cette question à la question de l'exécution des juge-
« ments. »

Sans toutefois prendre nettement position sur la nature juridique de la sentence arbitrale, le Comité économique adopta le point de vue de la Chambre

(1) *Chronique de l'arbitrage de la Chambre de commerce internationale*, n° 5 (Décembre 1925).

de commerce internationale dans sa 18^e session, tenue à Genève du 1^{er} au 6 mars 1926.

« Le Comité, dit le rapport (1), a pensé que la
« recherche d'une telle solution, qui est en tout cas
« difficile et compliquée en raison de la diversité des
« systèmes et de la procédure juridique en vigueur
« dans les différents pays, ne serait que rendue plus
« difficile encore, si l'on essayait, comme on l'a fait à
« la Conférence de droit international privé tenue à
« la Haye en octobre 1925, de traiter en même temps
« le problème plus vaste de l'exécution réciproque
« des décisions judiciaires, problème qui soulève, en
« effet, des questions d'un caractère différent. Mais
« la Conférence de la Haye, elle-même, semble avoir
« envisagé la question de l'exécution des sentences
« arbitrales indépendamment de la question plus
« large des jugements, apparemment avec le désir de
« répondre aux vœux des milieux commerciaux qui
« se sont énergiquement manifestés dans l'œuvre de
« la Chambre de commerce internationale. *Le Comité*
« *propose donc, pour le moment, de borner stricte-*
« *ment ses efforts à la question spéciale de la recher-*
« *che des moyens plus propres à assurer l'exécution,*
« *sur les territoires des autres Etats parties au Pro-*
« *tocol d'arbitrage commercial, des sentences arbi-*
« *trales rentrant dans les catégories visées par le Pro-*

(1) Rapport au Conseil sur la 18^e session du Comité économique. *Journal officiel de la Société des Nations*, 1926, p. 568.

« *tocole et prononcées sur le territoire d'un Etat partie au Protocole.* » Le Comité adoptait déjà l'idée, qui finira par l'emporter, de restreindre l'application de la convention projetée aux seuls Etats ayant ratifié le Protocole de 1923 ; le Comité insistait sur la grande diversité que présentent les législations des différents pays.

Dans ses deux sessions suivantes (1), le Comité décida de soumettre au Conseil un projet « s'inspirant, « dit le rapport au Conseil (2), dans certaines de ses « dispositions de celui qui a été établi à la Conférence « de droit international privé de la Haye (3).

(1) 19^e session tenue à Paris du 14 au 17 juin 1917 et 20^e session tenue à Genève du 31 août au 30 septembre 1927.

(2) Rapport au Conseil sur les travaux des 19^e et 20^e sessions. *Journal officiel de la Société des Nations*, 1926, p. 1362.

(3) Voici ce projet (*Journal officiel de la Société des Nations*, 1926, p. 1382, appendice 2) :

Art. 1^{er}. — « Pour autant qu'ils n'y sont pas déjà tenus, « les Etats contractants assument, les uns vis-à-vis des autres, « des obligations identiques à celles qui consacrent le Protocole « de Genève du 24 septembre 1923, relatif aux clauses d'arbitrage.

Art. 2. — « Chacun des Etats contractants reconnaît l'autorité des sentences arbitrales rendues dans un autre Etat contractant à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire dont il a reconnu la validité, ainsi qu'il est « prévu à l'article 1^{er}, si lesdites sentences réunissent les conditions suivantes :

« 1^o Que la sentence ait été rendue conformément aux règles « de compétence en vigueur dans l'Etat où elle a été prononcée ;

« 2^o Que d'après la loi de l'Etat où la décision a été rendue,

« Mais le Comité tient en même temps à faire
« remarquer de la façon la plus expresse que cette
« rédaction qui n'apparaît point adaptable aux con-
« ceptions et à la terminologie de certains pays,

« elle soit passée en force de chose jugée ;

« 3^o Que la reconnaissance de la sentence ne soit pas con-
« traire à l'ordre public ou aux principes du droit public de
« l'Etat où la décision est invoquée ;

« 4^o Qu'en cas de sentences rendues par défaut, la partie ait
« été déclarée défailante, conformément à la loi du pays où
« la sentence a été rendue et aux dispositions des traités en
« vigueur entre les Etats contractants,

« L'examen à faire par les autorités de l'Etat où la sentence
« est invoquée se borne aux conditions ci-dessus énumérées.
« Ces autorités doivent examiner d'office si ces conditions sont
« remplies.

Art. 3. — « Les sentences arbitrales, rendues dans un des
« Etats contractants et ayant dans ce pays la même autorité
« que les décisions judiciaires, peuvent être mises à exécution
« dans l'autre Etat, après y avoir été déclarées exécutoires.
« L'exequatur sera accordé si la sentence est exécutoire dans
« le pays où elle a été rendue et si elle remplit les conditions
« énumérées dans l'article 2.

Art. 4. — « La partie qui invoque la décision ou demande
« l'exequatur doit produire :

« 1^o Une copie de la sentence réunissant, d'après la loi du
« pays où elle a été rendue, les conditions requises pour son
« authenticité ;

« 2^o Les pièces de nature à établir que la sentence est pas-
« sée en force de chose jugée, et, s'il y a lieu, qu'elle est
« devenue exécutoire ;

« 3^o Copie authentique dûment légalisée de la pièce établis-
« sant que la partie défailante a été déclarée telle, conformé-
« ment à la loi du pays où la sentence a été rendue, après
« avoir été régulièrement citée. »

« notamment des pays anglo-saxons, devra — après
« élaboration par un comité de juristes, où précisé-
« ment l'élément anglo-saxon devra obtenir une
« place adéquate — être remanié, de telle sorte qu'il
« puisse servir de base à des engagements auxquels
« tous les pays membres de la Société des Nations,
« et même des Etats non membres, pourraient adhé-
« rer, en apportant à leur législation nationale des
« modifications aussi réduites que possible. » Le
Comité s'écartait donc de l'opinion qu'il avait for-
mulée précédemment, de limiter la convention pro-
jetée aux seuls Etats ayant déjà ratifié le Protocole
de 1923. Le 7 septembre 1926 le Conseil approuvait
l'intention du Comité économique de réunir des
experts pour étudier la question (1).

La première réunion des experts, tenue à Genève
les 27, 28 et 29 janvier 1927 (2) sous la présidence

(1) Résolution adoptée par la 41^e session du Conseil de la
Société des Nations (*Journal officiel de la Société des Nations*,
1926, p. 1243) sur rapport de M. Vandervelde (*Journal offi-
ciel de la Société des Nations*, 1926, p. 1359).

(2) Ce Comité de juristes comprenait : MM. le professeur
Anzilotti, de l'Université de Rome, président de la Cour per-
manente de justice internationale ; le professeur Basdevant, de
la Faculté de droit de Paris ; Benjamin H. Conner, président
de la Chambre de commerce américaine en France ; le pro-
fesseur Hora, de l'Université de Prague ; H. Clughton Scott
(K. C.), de Londres ; le conseiller Volkmar, du ministère de
la Justice de Berlin ; le professeur Walker, de l'Université de
Vienne ; M. Smets, de la section économique de la Société des
Nations, assumait les fonctions de secrétaire du Comité. En

de M. Anzilotti (Italie), n'aboutit à aucun résultat et le rapport (1) du Comité économique au Conseil de la Société des Nations constate : « Les discussions
« qui ont eu lieu entre les juristes... ont fait res-
« sortir les nombreuses difficultés qu'implique la
« rédaction d'un texte d'un accord international qui
« doit tenir compte des nécessités des différentes
« législations nationales.

« Les experts ont également examiné les diverses
« méthodes que l'on pouvait imaginer pour résou-
« dre ces problèmes, mais ils se sont trouvés dans
« l'impossibilité d'arriver à des conclusions avant
« d'avoir consacré un temps suffisant à des études
« individuelles de la question ; en tenant compte des
« discussions qui ont eu lieu à leur première réunion,
« ils comptent reprendre ces discussions à une date
« rapprochée. »

Les mêmes (2) juristes se réunirent une seconde fois du 28 mars au 4 avril 1927, et cette fois-ci aboutirent à un projet de Protocole (3).

outre M. René Arnaud représentait la Chambre de commerce internationale aux séances.

(1) Rapport du Comité économique au Conseil (*Journal officiel de la Société des Nations*, avril 1927, p. 572).

(2) Seul M. Walker, représentant l'Autriche, fut suppléé par le docteur Leitmaier, du Ministère de la Justice de Vienne.

(3) Rapport du Comité d'experts juristes sur le projet de Protocole relatif à l'exécution des sentences arbitrales étrangères établi par eux (*Journal officiel de la Société des Nations*, 1927, p. 890).

C'est ce projet qui, inscrit à l'ordre du jour (1) de la 8^e Assemblée ordinaire de la Société des Nations et adopté par elle après quelques modifications proposées par sa seconde Commission (2), devint la *Convention du 26 septembre 1927* que allons maintenant analyser.

§ 2. — **Analyse de la Convention.**

Remarquons d'abord qu'il s'agit non pas d'un *Protocole*, comme l'avaient prévu les experts, mais d'une *Convention*. La différence entre ces deux formes réside dans ce fait que, à l'inverse du Protocole, la Convention énumère dans son préambule les Chefs d'Etats qui y participent et leurs plénipotentiaires. Cette forme a été adoptée à la suite d'une proposition du Gouvernement britannique, qui a fait remarquer que la constitution particulière de l'Empire britannique pouvait faire surgir des difficultés si la forme « Protocole » était maintenue.

C'est également pour éviter toute difficulté pouvant naître des situations plus ou moins compliquées créées par les Constitutions de l'Empire britannique et des Etats fédéraux que l'expression « Etat » trop

(1) *Journal officiel de la Société des Nations*, 1927, p. 777, après rapport de MM. Stresemann et Scialoja.

(2) A. 106. 1927.1. Rapport de M. le docteur Leitmaier (Autriche).

précise du projet des experts a été remplacée par les expressions plus souples, plus compréhensives de « territoire » et de « pays ».

* *

Le préambule de l'article 1^{er} précise le champ d'application de cette Convention en ces termes :

« Dans les territoires relevant de l'une des Hautes Parties contractantes auxquelles s'applique la présente Convention, l'autorité d'une sentence arbitrale rendue à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire visés au Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert à Genève depuis le 24 septembre 1923, sera reconnue et l'exécution de cette sentence sera accordée, conformément aux règles de procédure suivies dans le territoire où la sentence est invoquée, lorsque cette sentence aura été rendue dans un territoire relevant de l'une des Hautes Parties contractantes auquel s'applique la présente convention et entre personnes soumises à la juridiction de l'une des Hautes Parties contractantes (1). »

(1) La rédaction du projet était la suivante :

« Dans chacun des Etats contractants l'autorité d'une sentence arbitrale rendue dans un autre Etat contractant à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire visés au Protocole relatif aux clauses d'arbitrage ouvert à Genève, depuis le 24 septembre 1923, sera reconnue et l'exécution en

Ce texte indique que la Convention de 1927 est expressément liée au Protocole de 1923. Une proposition suédoise tendant à ouvrir la Convention à tous les Etats, même à ceux qui n'auraient point signé et ratifié le Protocole de 1923, a été repoussée par la deuxième Commission de l'Assemblée (1). A la suite des experts juristes, la Commission a en effet estimé qu'un accord qui s'appliquerait à tous les Etats devrait, à cause de l'insuffisante garantie offerte par l'organisation de l'arbitrage dans beaucoup de pays, multiplier les précautions, ce qui constituerait à l'égard de bien des législations une régression et non un progrès. Il était donc nécessaire, si l'on voulait faire une œuvre utile, de restreindre l'application de la Convention aux Etats qui possèdent une réglementation de l'arbitrage suffisante, pour permettre d'introduire dans la Convention une certaine précision et une certaine simplicité quant aux conditions auxquelles serait subordonnée l'exécution des sentences arbitrales et, plus particulièrement, pour éviter tout examen au fond de la part de l'autorité chargée de les rendre exécutoires. Le fait

« sera accordée, conformément aux lois de cet Etat, si ladite « sentence réunit les conditions suivantes. »

Le changement de rédaction provient de ce que l'on a adopté la forme « convention » au lieu de « protocole » et de ce que le terme Etat, trop précis, a été remplacé par celui de territoire.

(1) Rapport Leitmaier déjà cité.

d'avoir ratifié le Protocole de 1923 a paru, à juste titre, comme une garantie suffisante à cet égard.

Mais il ne suffira pas, pour que la Convention lui soit applicable, que cette sentence arbitrale ait été rendue à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire visés dans le Protocole de 1923 ; il faudra en outre qu'elle ait été rendue sur le territoire d'un des pays ayant ratifié la Convention. Par conséquent une sentence rendue dans un pays, partie au Protocole de 1923, mais n'ayant pas encore adhéré à la Convention de 1927, ne pourra pas se prévaloir des dispositions de cette Convention. Cette restriction très regrettable a été imposée par le fait que, ainsi que nous l'avons indiqué (1), certains Etats fondent la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères sur la réciprocité et que de tels Etats seraient peu disposés à signer la Convention, si elle pouvait les entraîner à sanctionner des sentences arbitrales rendues dans des pays vis-à-vis desquels la réciprocité n'a pas été reconnue (2).

(1) Voir *suprà*, 1^{re} partie, p. 51.

(2) Remarquons que la Convention ne s'applique qu'aux sentences rendues sur compromis ou clause compromissoire visés au Protocole de 1923, c'est-à-dire conclus entre deux ressortissants de deux Etats différents. Ceci a son importance, notamment au point de vue de la législation italienne qui continue à interdire à deux Italiens de convenir de soumettre leur litige à un arbitrage étranger (Voir *suprà*, p. 41, note 1).

De plus, par suite de ce lien de dépendance, l'effet de la

* * *

La Convention précise ensuite les conditions que la sentence arbitrale devra remplir pour se voir accorder l'exécution.

L'article 1^{er} continue en ces termes :

« Pour obtenir cette reconnaissance et cette exécution, il sera nécessaire en outre :

« a) Que la sentence ait été rendue à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire valables d'après la législation qui leur est applicable (1) ;

« b) Que, d'après la loi du pays où elle est invoquée, l'objet de la sentence soit susceptible d'être réglé par voie d'arbitrage ;

« c) Que la sentence ait été prononcée par le tribunal arbitral prévu dans le compromis ou la clause compromissoire, ou constitué conformément

Convention sera de plein droit limité aux sentences arbitrales rendues en matière commerciale, pour les Etats qui ont fait une réserve en ce sens en vertu du Protocole de 1923. Pour les autres Etats, il n'y a aucun motif d'autoriser une semblable limitation, la Convention de 1927 ne leur ouvrant aucune faculté de présenter une réserve à cet égard.

(1) Le gouvernement allemand aurait voulu que l'on précisât quelle était cette législation applicable. Mais la 2^e Commission a pensé que c'était là une question qui soulevait trop de controverses et qu'il était préférable de laisser au juge le soin de la résoudre dans chaque cas particulier en appliquant les principes généraux du droit international privé.

« à l'accord des parties et aux règles de droit applicables à la procédure d'arbitrage ;

« d) Que la sentence soit devenue définitive dans le pays où elle a été rendue, en ce sens qu'elle ne sera pas considérée comme telle si elle est susceptible d'opposition, d'appel ou de pourvoi en cassation (dans les pays où ces procédures existent) ou s'il est prouvé qu'une procédure tendant à contester la validité de la sentence est en cours (1) ;

« e) Que la reconnaissance ou l'exécution de la sentence ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elle est invoquée » (2).

*
* *

L'article 2 poursuit :

« Même si les conditions prévues à l'article 1^{er} sont remplies, la reconnaissance et l'exécution seront refusées si le juge constate :

(1) Le projet des experts se bornait à dire : « Que la sentence soit devenue définitive dans l'Etat où elle a été rendue ». La deuxième Commission a voulu préciser ce qu'il fallait entendre par le terme « définitive », précision devant laquelle les experts avaient reculé à cause de la diversité des législations quant aux voies de recours admises contre les sentences arbitrales.

(2) La rédaction de cet alinéa ne parle pas des cas où la sentence porterait atteinte aux bonnes mœurs ou contredirait un jugement déjà rendu dans le pays où elle est invoquée. Il a paru aux experts que ces cas rentraient dans la seule notion d'ordre public. (Rapport des experts déjà cité, *Journal officiel de la Société des Nations*, 1927, p. 892).

« a) Que la sentence a été annulée dans le pays où elle a été rendue ;

« b) Que la partie contre laquelle la sentence est invoquée n'a pas eu, en temps utile, connaissance de la procédure arbitrale, de manière à pouvoir faire valoir ses moyens ou, qu'étant incapable, elle n'y a pas été régulièrement représentée ;

« c) Que la sentence ne porte pas sur un différend visé dans le compromis ou rentrant dans les prévisions de la clause compromissoire, ou qu'elle contient des décisions qui dépassent les termes du compromis ou de la clause compromissoire.

« Si la sentence n'a pas tranché toutes les questions soumises au tribunal arbitral, l'autorité compétente du pays où est demandée la reconnaissance ou l'exécution pourra, si elle le juge à propos, ajourner cette reconnaissance ou cette exécution ou la subordonner à une garantie que cette autorité déterminera (1). »

*
* *

Prévoyant ensuite l'hypothèse où, en dehors des cas déjà visés par les articles 1 et 2, la sentence arbi-

(1) Ce dernier alinéa ne figurait pas dans le projet des experts ; il a été ajouté par la deuxième Commission. Il vise le cas d'une sentence partielle et sa rédaction laisse au juge un pouvoir d'appréciation très large qui lui permettra de tenir compte de toutes les circonstances particulières.

trale pourrait être attaquée d'une façon quelconque dans son pays d'origine, la Convention dispose dans son *article 3* :

*« Si la partie contre laquelle la sentence a été
« rendue établit qu'il existe, d'après les règles de
« droit applicables à la procédure d'arbitrage, une
« cause autre que celles visées à l'article 1^{er}, lit. a)
« et c), et à l'article 2, lit. b) et c), qui lui permette
« de contester en justice la validité de la sentence, le
« juge pourra, s'il lui plaît, refuser la reconnais-
« sance ou l'exécution, ou les suspendre en donnant
« à la partie un délai raisonnable pour faire pronon-
« cer la nullité par le tribunal compétent. »*

*
* *

En ce qui concerne la procédure à suivre pour l'application des principes qui viennent d'être indiqués, l'impossibilité de la réglementer est apparue tout de suite ; la diversité des législations à cet égard constituait un obstacle insurmontable. La Convention s'est donc bornée à indiquer dans son *article 4* que :

*« La partie qui invoque la sentence, ou qui en
« demande l'exécution, doit fournir notamment :*

*« 1° L'original de la sentence ou une copie réunis-
« sant, d'après la législation du pays où elle a été
« rendue, les conditions requises pour son authenti-
« cité ;*

« 2° Les pièces et renseignements de nature à établir que la sentence est devenue définitive, dans le sens déterminé à l'article 1^{er}, lit. d), dans le pays où elle a été rendue (1).

« 3° Le cas échéant, les pièces et renseignements de nature à établir que les conditions prévues à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} et alinéa 2, lit. a) et c), sont remplies.

« Il peut être exigé de la sentence et des autres pièces mentionnées dans cet article une traduction faite dans la langue officielle du pays où la sentence est invoquée. Cette traduction doit être certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel ressortit la partie qui invoque la sentence ou par un traducteur assermenté du pays où la sentence est invoquée (2). »

Le préambule de cet article indique clairement que l'énumération qu'il contient n'a qu'un caractère simplement énonciatif et que l'autorité chargée d'accorder l'exécution à la sentence sera libre d'exiger telle autre pièce qu'elle jugera utile, et de nature à l'éclairer.

(1) Il n'a pas paru possible, ni aux experts, ni à la Commission, de préciser quelles devraient être ces pièces. Cela est très regrettable, car il est à prévoir que, dans la pratique, de grosses difficultés surgiront à ce propos.

(2) Ce dernier alinéa ne figurait pas dans le projet des experts ; il a été ajouté par la deuxième Commission sur proposition du gouvernement allemand.



Il ressort de ces différents articles que, d'une façon générale, la Convention soumet la reconnaissance des sentences arbitrales étrangères aux mêmes conditions que nous avons déjà vu être imposées par les législations nationales et les traités bilatéraux.

Cependant, contrairement aux traités particuliers passés jusqu'à présent, la Convention de 1927 n'exige pas que la sentence arbitrale ait été homologuée et contrôlée par l'autorité judiciaire du pays où elle a été prononcée. « Ce contrôle, disent les experts, est
« pratiqué de manières si diverses dans les diffé-
« rents Etats qu'il aurait été bien difficile de trouver
« une formule satisfaisante pour tous les cas ; il a
« donc semblé préférable de ne pas insister sur ce
« contrôle, étant entendu d'ailleurs que les tribu-
« naux du pays où l'exécution est demandée pour-
« ront en tenir compte, d'après les circonstances de
« chaque cas particulier, dans l'appréciation de telle
« ou telle parmi les conditions requises pour la recon-
« naissance ou l'exécution (1). »

(1) Rapport des experts déjà cité (*Journal officiel de la Société des Nations*, 1927, p. 892). On a aussi fait valoir une raison pratique. « La sentence sera souvent rendue en pays
« tiers par un arbitre qui n'est le compatriote d'aucune des
« parties ; c'est notamment la pratique de la Chambre de com-
« merce internationale ; dans ce cas, il n'y a aucune raison

Les experts ont donc exprimé ici l'opinion, que nous avons déjà indiquée (1), que l'homologation de l'autorité judiciaire du pays d'origine de la sentence arbitrale n'a aucune influence sur la nature juridique de cette dernière, mais qu'elle peut néanmoins être prise en considération par l'autorité du pays d'exécution comme preuve de la régularité de la procédure d'arbitrage.

* *

Mais dans l'exposé des conditions requises pour la reconnaissance et l'exécution, la Convention a cru devoir entrer dans plus de détails que ne l'ont fait les législations nationales et les traités particuliers ; par là, elle n'a pas complètement échappé à cette multiplicité des précautions qu'elle avait voulu éviter en restreignant, dans le sens que nous avons indiqué, le champ de son application. Il ne pouvait du reste en être autrement. L'extrême diversité des différentes législations sur l'arbitrage a rendu, en effet, très difficile l'élaboration d'un texte qui pût leur être applicable à toutes. Le Comité économique, nous l'avons vu, le signalait déjà dans son rapport au Conseil sur les travaux de ses 19^e et 20^e sessions (2).

« d'obtenir pour la sentence le caractère exécutoire dans le
« pays où elle a été rendue ; ce pourrait être la source de frais
« inutiles. »

(1) Voir *suprà*, p. 91.

(2) Voir *suprà*, p. 174.

Aussi les experts d'abord, et la deuxième Commission de l'Assemblée ensuite, ont dû entrer dans des précisions qui font qu'en somme la Convention se montre moins favorable vis-à-vis des sentences arbitrales étrangères que bien des législations nationales.

Cet écueil n'a pas échappé aux experts.

« Si l'on compare ces prescriptions, disent-ils, soit
« aux conventions bilatérales, soit à plusieurs légis-
« lations nationales, on constate que lesdites pres-
« criptions restent fort en arrière de ces conventions
« et législations.

«

« Le Comité a estimé qu'il méconnaîtrait la mis-
« sion à lui confiée, s'il contribuait en quelque ma-
« nière à diminuer les facilités que donnent cer-
« taines législations ou certains traités, quant à la
« reconnaissance et à l'exécution des sentences arbi-
« trales. Les Gouvernements et les Parlements ne
« sauraient souscrire à un acte, dont l'effet serait de
« diminuer et non d'accroître dans certains Etats
« d'une grande importance économique les facilités
« d'invoquer une sentence arbitrale étrangère (1). »

Le Comité a donc voulu maintenir ces facilités. C'est pourquoi il a proposé l'article 5 qui fut adopté par la deuxième Commission et par l'Assemblée (2).

(1) Rapport des experts précité, p. 895.

(2) La Commission n'a fait que substituer le terme « pays » au terme « Etat », proposé par les experts. Nous en avons déjà indiqué la raison.

Art. 5. — « Les dispositions des articles précédents ne privent aucune partie intéressée du droit « de se prévaloir d'une sentence arbitrale, de la manière et dans la mesure admises par la législation « ou les traités du pays où cette sentence est invoquée (1). »

Nous trouvons du reste une application de cet article dans la Convention elle-même. En disant dans le préambule de l'article 2 que la reconnaissance et l'exécution seront refusées dans les cas visés par cet article, la Convention en effet a entendu « laisser « possible la reconnaissance et la mise à exécution, « même dans ces cas, si elles sont admises par les lois « ou les traités des pays intéressés » (2).

*
* *

Il n'en est pas moins vrai que cet article 5 contient l'aveu qu'il a été impossible d'aboutir à un texte réalisant sur les législations nationales et sur les traités bilatéraux un progrès sensible, et capable de leur être substitué. Du coup l'importance de cette

(1) Bien entendu la partie qui invoque la sentence ne peut se prévaloir à la fois de la Convention et des traités ou des législations nationales, elle ne peut invoquer qu'un seul de ces régimes à son choix.

(2) Cf. Rapport présenté par la deuxième Commission à l'Assemblée (Rapporteur : M. le Dr Leitmaier). Ce rapport renvoie expressément à l'article 5.

Convention se trouve beaucoup diminuée. Aussi bien sa portée pratique dérive des circonstances mêmes qui ont présidé à son élaboration. Nous avons vu, en effet, que c'est pressée par la nécessité que la Société des Nations s'est saisie de la question. Il s'agissait avant tout de remédier d'urgence à la situation paradoxale dans laquelle bien des pays risquaient de se trouver, en ratifiant le Protocole de 1923 ratification qui pouvait les conduire à un véritable déni de justice. Ce but initial la Convention l'a atteint. Sa ratification généralisera la reconnaissance de la réciprocité exigée par beaucoup de législations qui dès lors ne pourront plus refuser d'accorder l'exécution à une sentence rendue à la suite d'un contrat d'arbitrage rentrant dans le cadre du Protocole de 1923.

Quant à la solution du problème de l'exécution internationale des sentences arbitrales envisagé dans son ensemble, la Convention de 1927, de l'aveu même des experts, ne constitue qu'un « minimum » (1) ; autant dire qu'elle n'a apporté aucune solution pratique appréciable (2).

(1) Rapport des experts déjà cité, p. 895.

(2) Les derniers articles de la Convention ont trait à sa ratification, à sa mise en vigueur, à sa dénonciation et à son extension aux colonies et protectorats :

Art. 6. — « La présente convention ne s'applique qu'aux « sentences arbitrales rendues après la mise en vigueur du Pro-

« tocole relatif aux clauses d'arbitrage ouvert à Genève depuis
« le 24 septembre 1923.

Art. 7. — « La présente convention, qui restera ouverte à la
« signature de tous les signataires du Protocole de 1923 relatif
« aux clauses d'arbitrage, sera ratifiée.

« Elle ne pourra être ratifiée qu'au nom de ceux des membres
« de la Société des Nations et des Etats non membres pour le
« compte desquels le Protocole de 1923 aura été ratifié.

« Les ratifications seront déposées aussitôt que possible au-
« près du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en
« notifiera le dépôt à tous les signataires.

Art. 8. — « La présente convention entrera en vigueur trois
« mois après qu'elle aura été ratifiée au nom de deux Hautes
« Parties contractantes. Ultérieurement, l'entrée en vigueur se
« fera, pour chaque Haute Partie contractante, trois mois après
« le dépôt de ses ratifications auprès du Secrétaire général de
« la Société des Nations.

Art. 9. — « La présente convention pourra être dénoncée au
« nom de tout membre de la Société des Nations ou de tout Etat
« non membre. La dénonciation sera notifiée par écrit au Secr-
« taire général de la Société des Nations, qui communiquera
« immédiatement copie certifiée conforme de la notification à
« toutes les autres Parties contractantes, en leur faisant savoir
« la date à laquelle il l'aura reçue.

« La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la
« Haute Partie contractante qui l'aura notifiée et un an après
« que la notification en sera parvenue au Secrétaire général de
« la Société des Nations.

« La dénonciation du Protocole relatif aux clauses d'arbitrage
« entraînera de plein droit la dénonciation de la présente con-
« vention.

Art. 10. — « L'effet de la présente convention ne s'étend pas
« de plein droit aux colonies, protectorats ou territoires placés
« sous la suzeraineté ou le mandat de l'une des Hautes Parties
« contractantes.

« L'extension à l'un ou plusieurs de ces colonies, territoires
« ou protectorats auxquels le Protocole relatif aux clauses d'ar-
« bitrage, ouvert à Genève depuis le 24 septembre 1923, est

« applicable pourra à tout moment être effectuée par une déclaration adressée au Secrétaire général de la Société des Nations par une des Hautes Parties contractantes.

« Cette déclaration produira effet trois mois après son dépôt.

« Les Hautes Parties contractantes pourront à tout moment dénoncer la convention pour l'ensemble ou l'un quelconque des colonies, protectorats ou territoires visés ci-dessus. L'article 9 est applicable à cette dénonciation.

Art. 11. — « Une copie certifiée conforme de la présente convention sera transmise par le Secrétaire général de la Société des Nations à tout membre de la Société des Nations et à tout Etat non membre, signataire de ladite convention. »

CONCLUSION

Nous venons de voir que la Convention de Genève du 26 septembre 1927 n'avait apporté, en somme, aucune solution pratique au problème de l'exécution internationale des sentences arbitrales étrangères. Nous avons vu également qu'à part deux d'entre elles, les Conventions bilatérales, sur lesquelles les experts de Genève semblent avoir fondé tant d'espoir dans l'article 5 de leur projet, n'ont pas donné, d'une façon générale, de meilleurs résultats.

Est-ce à dire que le problème soit insoluble ? Nous ne le pensons pas, mais il nous semble que la solution doive pour le moment être cherchée ailleurs que dans des essais d'ententes internationales qui nous paraissent un peu prématurés.

Qu'est-ce qui a rendu les négociations de Genève si laborieuses qu'en janvier 1927 les experts juristes furent sur le point de les abandonner ? C'est que devant l'insuffisante garantie offerte par la réglementation de l'arbitrage dans bien des pays, les autres Etats entendaient maintenir les exigences de leur législation : exigences destinées avant tout à protéger les droits de leurs nationaux. Qu'est-ce qui par contre a permis à la France et à la Belgique d'une part, à la Belgique et aux Pays-Bas d'autre part,

de s'accorder réciproquement le bénéfice de l'exequatur simplifié ? C'est tout simplement la parenté des législations de ces pays qui permet à l'un d'eux d'accorder pleine confiance aux sentences arbitrales rendues sur le territoire de l'autre, et de ne pas subordonner leur exécution aux exigences de son « droit commun », lequel par définition doit s'appliquer à *toutes* les sentences arbitrales, c'est-à-dire même à celles qui ont été rendues dans un pays ne réglementant pas ou réglementant insuffisamment la matière de l'arbitrage.

Nous pensons par conséquent qu'il faudra avant tout développer et améliorer la législation de l'arbitrage à l'intérieur des différents pays. Plus particulièrement, les législations nationales devront réglementer la procédure d'arbitrage et faciliter l'accord de la force exécutoire aux sentences arbitrales. Nous avons vu que l'Allemagne en 1924, les Etats-Unis, et tout dernièrement la Norvège, sont déjà entrés dans cette voie ; ailleurs, notamment en Pologne et au Brésil, une vigoureuse campagne est menée dans ce sens. C'est peut-être même là le véritable intérêt du Protocole et de la Convention de Genève ; quoiqu'ils soient insuffisants en eux-mêmes, leur ratification ne manquera pas de porter la question de l'arbitrage devant les pouvoirs publics et ainsi ils auront été les promoteurs de réformes utiles réalisées à l'intérieur des législations nationales.

Lorsque les législations des différents pays offriront pleine garantie au sujet de la procédure d'arbitrage, et lorsqu'elles accorderont facilement, quoi qu'à la suite d'un contrôle sérieux, l'exequatur aux sentences arbitrales nationales, cet exequatur de l'autorité nationale sera une preuve suffisante de la validité de la sentence et celle-ci pourra être reconnue à l'étranger après un examen sommaire, réserve faite bien entendu de l'ordre public et des bonnes mœurs.

Ce jour-là, la conclusion d'ententes internationales bilatérales d'abord, collectives ensuite, pourra être plus facilement envisagée....., ce sera peut-être l'œuvre de nos arrière-petits-enfants !

*
* *

En attendant, la solution pratique *immédiate* devra, croyons-nous, être recherchée dans la généralisation des sanctions morales prévues par les statuts des grandes organisations d'arbitrage. La plupart des règlements d'arbitrage prévoient en effet des mesures disciplinaires contre la partie qui refuserait de se soumettre à la décision des arbitres.

Nous citons en note, à titre d'exemple, l'article 25 du règlement de la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (1). Il est certain qu'un

(1) *Art. 25.* — « 1^o Les parties sont tenues d'exécuter la « sentence ;

« 2^o Lorsque la partie contre qui la sentence a été rendue ne

commerçant ou un industriel hésitera à ne pas exécuter la sentence rendue par l'organisme d'arbitrage du groupement, syndical ou autre, dont il fait partie, s'il sait qu'il encourt ainsi une sorte de mise à l'index, voire son exclusion du groupement, ce qui pourrait entraîner pour lui un préjudice moral bien supérieur à la perte matérielle que lui fait subir la sentence.

L'arbitrage est une institution de bonne foi ; c'est avant tout de la bonne foi des parties que dépend son succès dans l'avenir.

« l'exécute pas dans un délai de trente jours à compter de la
« notification qui lui a été faite de cette sentence, la partie en
« faveur de qui la sentence a été rendue peut informer de ce fait
« son Comité national ou, à défaut de Comité national, le mem-
« bre actif de la Chambre de commerce internationale dont elle
« relève ;

« 3^o Ces derniers avisent la Cour d'arbitrage, laquelle
« demande alors à la Chambre de commerce ou à tout autre
« organisme dont relève la partie en défaut, de prendre à
« l'égard de celle-ci toutes mesures opportunes ;

« 4^o Les dispositions ci-dessus laissent la partie bénéficiaire
« de la sentence arbitrale libre d'en poursuivre l'exécution par
« toutes les voies légales. »

ANNEXE

TEXTES DES CONVENTIONS PARTICULIÈRES PASSÉES ENTRE ÉTATS ET TRAITANT DE L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES.

Nous ne suivrons pas dans cet exposé l'ordre rigoureusement chronologique ; il nous a paru, en effet, que certaines conventions qui présentent une parenté évidente gagneraient à être rapprochées.

*
* *

I. — Convention franco-belge (1) *du 8 juillet 1889.*

Art. 15. — « Les sentences arbitrales rendues
« dans l'un des deux États ont, dans l'autre, l'autorité
« de la chose jugée et peuvent y être rendues exécutoires, si elles satisfont aux conditions exigées par
« les nos 1, 2, 3 et 4 de l'article 11.

« L'exequatur est accordé par le président du tribunal civil de l'arrondissement dans lequel l'exécution est poursuivie. »

.

(1) *Revue de droit international et de législation comparée*, 1899, p. 396 ; *Clunet*, 1900, p. 899 ; Weiss, *Traité théorique et pratique*, t. VI, p. 96.

Art. 11. — « Les décisions des cours et tribunaux
« rendues en matière civile et commerciale dans l'un
« des deux pays ont dans l'autre l'autorité de la
« chose jugée, si elles réunissent les conditions sui-
« vantes :

« 1° Que la décision ne contienne rien de contraire
« à l'ordre public ou aux principes du droit public
« du pays où elle est invoquée ;

« 2° Que, d'après la loi du pays où la décision a été
« rendue, elle soit passée en force de chose jugée ;

« 3° Que, d'après la même loi, l'expédition qui en
« est produite réunisse les conditions nécessaires à
« son authenticité ;

« 4° Que les parties aient été régulièrement citées,
« représentées ou déclarées défaillantes. »

.....

Art. 18. — Dans les cas prévus par les articles 15,
16 et 17, la décision du président a effet dans toute
l'étendue du territoire. Elle est susceptible d'appel.

La Cour statue comme en matière d'appel des
référés.

*
* *

II. — Convention Belgique-Pays-Bas (1) *du 28 mars 1925.*

Art. 15. — 1° Les sentences arbitrales rendues
dans l'un des deux Etats seront reconnues dans l'autre
et peuvent y être rendues exécutoires, si elles
satisfont aux conditions exigées par les n^{os} 1, 2, 3
et 4 de l'article 11 ;

(1) *Bulletin trimestriel de l'Institut intermédiaire interna-
tional*, janvier 1926.

2° L'exequatur est accordé par le président du tribunal civil de l'arrondissement dans lequel l'exécution est poursuivie.

Art. 11. — 1° L'autorité des décisions judiciaires rendues en matière civile ou commerciale dans l'un des deux Etats sera reconnue dans l'autre, à la demande de toute partie intéressée, si elles réunissent les conditions suivantes :

1° Que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elle est invoquée ;

2° Qu'elle soit susceptible d'exécution dans le pays où elle a été rendue, bien que des voies de recours y soient encore ouvertes contre elle (1) ;

3° Que d'après les lois du pays où la décision a été rendue, l'expédition qui en est produite réunisse les conditions nécessaires à son authenticité ;

4° Que les parties aient été légalement représentées ou déclarées défaillantes, après avoir été légalement citées ;

5° Que les règles de compétence territoriales établies par la Convention n'aient pas été méconnues ;

2° Les règles relatives à la compétence, à la preuve et à la procédure ne concernent ni l'ordre public ni les principes du droit public, visés au 1° de l'alinéa précédent ;

3° Le juge doit d'office examiner si la décision remplit à l'égard de toutes les parties, après qu'elles

(1) On a voulu par là permettre l'exécution de certaines décisions qu'il y avait intérêt à voir produire leur effet même lorsqu'il existe encore des voies de recours contre elles, par exemple pour assurer des mesures conservatoires.

auront été légalement citées, les conditions énumérées à l'alinéa 1^{er} et le constater dans son jugement. Celui-ci a effet à cet égard envers toutes les parties et dans toute l'étendue du territoire.

Art. 18. — 1° Dans les cas prévus par les articles 15, 16 et 17, la décision du président a effet dans toute l'étendue du territoire.

2° La décision n'est pas susceptible d'opposition. Elle peut être attaquée par la voie de l'appel dans les quatorze jours après le jour du prononcé, si elle est contradictoire, et dans les quatorze jours après le jour de sa signification, si elle est par défaut.

3° Les formes de la requête, ainsi que la procédure d'appel, sont régies par les lois de l'Etat dans lequel l'exécution est requise.

Art. 19. — Les dispositions du présent titre s'appliquent quelle que soit la nationalité des parties, sauf les exceptions résultant des Conventions internationales.

* *

III. — **Traité franco-suisse** *du 15 juin 1869* (1).

Art. 15. — Les jugements ou arrêts définitifs en matière civile et commerciale rendus, soit par les tribunaux, soit par des arbitres dans l'un des deux Etats contractants, seront, lorsqu'ils auront acquis force de chose jugée, exécutoires dans l'autre suivant les formes et sous les conditions indiquées à l'article 16 ci-après.

Art. 16. — La partie en faveur de laquelle on

(1) Weiss, *Traité théorique et pratique*, t. VI, p. 462.

poursuivra, dans l'un des deux Etats, l'exécution d'un jugement ou d'un arrêt, devra produire au tribunal ou à l'autorité compétente du lieu ou de l'un des lieux où l'exécution doit avoir lieu :

1° L'expédition du jugement ou de l'arrêt légalisée par les envoyés respectifs ou à leur défaut par les autorités de chaque pays ;

2° L'original de l'exploit de signification dudit jugement ou arrêt, ou tout autre acte qui dans le pays tient lieu de signification ;

3° Un certificat délivré par le greffier du tribunal où le jugement a été rendu, constatant qu'il n'existe ni opposition, ni appel, ni autre acte de recours.

Sur la présentation de ces pièces, il sera statué sur la demande d'exécution, savoir : en France par le tribunal réuni en chambre de conseil, sur le rapport d'un juge commis par le président et les conclusions du ministère public, et en Suisse par l'autorité compétente, dans la forme prescrite par la loi. Dans l'un et l'autre cas, il ne sera statué qu'après qu'il aura été adressé à la partie, contre laquelle l'exécution est poursuivie, une notification indiquant le jour et l'heure où il sera prononcé sur la demande.

Art. 17. — L'autorité saisie de la demande d'exécution n'entrera point dans la discussion du fond de l'affaire, elle ne pourra refuser l'exécution que dans les cas suivants :

1° Si la décision émane d'une juridiction incompétente ;

2° Si elle a été rendue sans que les parties aient été dûment citées et légalement représentées ou défaillantes ;

3° Si les règles de droit public ou les intérêts de l'ordre public du pays où l'exécution est demandée s'opposent à ce que la décision de l'autorité étrangère y reçoive exécution.

La décision qui accorde l'exécution et celle qui la refuse ne seront point susceptibles d'opposition, mais elles pourront être l'objet d'un recours devant l'autorité compétente, dans les délais et suivant les formes déterminés par la loi du pays où elles auront été rendues.

* *

IV. — **Traité hispano-suisse** (1) *du 19 novembre 1896.*

Art. 1^{er}. — « Les jugements ou arrêts définitifs en matière civile ou commerciale rendus dans l'un des deux Etats contractants, soit par les tribunaux ordinaires, soit par des arbitres ou des tribunaux de prud'hommes légalement constitués, seront exécutoires dans l'autre Etat aux conditions suivantes. »

Ces conditions sont les mêmes que celles qui sont contenues dans le traité franco-suisse.

* *

V. — **Convention Italie-Autriche** (2) *du 6 avril 1922, ratifiée le 12 juin 1924.*

Cette convention est relative à l'exécution sur le

(1) Martens, *Nouveau Recueil général des traités*, 2^e série, t. 25, p. 65.

(2) *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 226 (texte allemand). *Rivista di diritto internazionale*, série 3, vol. IV, fasc. 1^{er} mars 1925.

territoire d'une des parties contractantes des décisions judiciaires en matière civile et commerciale rendues sur le territoire de l'autre partie, lorsqu'elles ont sur le territoire de celle-ci l'autorité de la chose jugée.

Aux termes de l'article 5, les dispositions de la Convention s'appliquent également aux sentences rendues par un collège d'arbitres, permanents ou nommés par les parties à la suite d'un compromis.

L'exécution de ces sentences arbitrales est soumise aux conditions suivantes :

1° Qu'elles émanent d'une autorité compétente dans le pays où elles ont été rendues (art. 1^{er}-1°) ;

2° Qu'elles aient acquis force de chose jugée d'après la loi de ce pays (art. 1^{er}-2°) ;

3° Que, d'après la même loi, les parties aient été légalement citées, représentées ou déclarées défaillantes (art. 1^{er}-3°) ;

4° Qu'elles ne soient pas contraires à une autre décision rendue sur le même sujet par les autorités judiciaires de l'Etat où elles sont invoquées (art. 1^{er}-4°) ;

5° Qu'elles ne contiennent pas de dispositions contraires au droit public du pays où elles sont invoquées (art. 1^{er}-5°) ;

6° Qu'une copie authentique soit remise, accompagnée le cas échéant d'attestations relatives aux conditions 2 et 3 ci-dessus et d'une traduction authentique de la sentence dans la langue du pays où elle doit être invoquée (art. 6).

Les sentences deviennent exécutoires dans le pays où elles sont invoquées, et cela sur les biens mobiliers et immobiliers, à la suite de leur transcription

sur les registres publics après une procédure qui constate l'existence des conditions énumérées ci-dessus, sans examen du fond (art. 2), et qui sera conduite d'après les prescriptions particulières au pays où l'exécution est demandée (art. 4).

Néanmoins, un examen au fond sera possible à la demande d'une partie, si, condamnée par défaut à l'étranger, elle n'est pas apparue à la procédure visant à l'exécution de la sentence et si la signification ne lui a pas été remise en mains propres ou n'a pas été faite dans les formes légales (art. 3).

* *

VI. — Convention Italie-Tchécoslovaquie (1)
du 6 avril 1922, ratifiée en 1923 (18 mars).

* *

VII. — Convention Italie-Yougoslavie
du 6 avril 1922, ratifiée en 1924.

Ces deux conventions contiennent des dispositions analogues, sinon identiques, à celles de la Convention conclue à la même date entre l'Italie et l'Autriche et que nous venons d'analyser.

* *

VIII. — Convention Tchécoslovaquie-Roumanie (2)
du 7 mai 1925.

Art. 43. — « Chacune des parties contractantes

(1) Martens et Triepel, *Nouveau Recueil général des traités*, 3^e série, t. 14, p. 154 (texte italien); *Recueil des traités de la Société des Nations*, vol. 55, p. 207 (textes italien et tchèque).

(2) *Revue Lapradelle*, 1927, p. 162; *Sammlung der Gesetze*,

« s'engage à autoriser l'exécution et la mise à effet
« sur le territoire des titres énumérés ci-dessus éma-
« nant des autorités de l'autre partie contractante, et
« qui, d'après les lois en vigueur, y constituent des
« titres exécutoires. »

Art. 44. — « Seront considérés comme titres exé-
« cutoires.

« (c) Les décisions d'arbitres ou des tribunaux d'arbi-
« trage, en tant que d'après la loi ou d'après une
« convention écrite des parties, conclue dans la
« forme légale, l'arbitre ou le tribunal d'arbitrage est
« autorisé à juger.

« Ces sentences, décisions ou transactions, devront
« être munies de l'attestation du tribunal de première
« instance dans le ressort duquel l'arbitre ou le
« tribunal d'arbitrage ont prononcé la sentence ou la
« décision, ou dans le ressort duquel la transaction a
« été conclue, les certifiant conformes (établissant
« leur authenticité) ou affirmant qu'aucune voie de
« recours avec effet dilatoire n'est plus recevable. »

Art. 45. — « L'autorisation d'exécution et l'exé-
« cution elle-même seront régies par les prescriptions
« en vigueur dans l'Etat où elles doivent avoir lieu,
« à moins que la présente convention n'y apporte des
« dérogations. »

Art. 46. — « 1° La demande d'autorisation de
« l'exécution et de l'exécution elle-même sera dépo-
« sée par le demandeur au tribunal duquel le titre
« émane. Lorsqu'il s'agira de l'exécution de titres éma-
« nant d'un tribunal d'arbitrage ou d'un arbitre, la

18 septembre 1926 (chap. XIII : *Exécution réciproque des titres
exécutoires*).

« demande sera déposée au tribunal de première instance indiqué à l'article 44, alinéa c.

« Ces tribunaux transmettront sans retard, par la voie du ministère de la justice, la demande d'autorisation d'exécution et d'exécution au tribunal compétent, après l'avoir munie des attestations prévues à l'article 44 et avec les autres documents à l'appui.

« 2° La partie intéressée sera pourtant libre de saisir directement de sa demande d'autorisation et d'exécution le tribunal compétent de l'autre Etat contractant.

« 3° Le tribunal compétent pour autoriser l'exécution examinera, sur la base des pièces reçues, si toutes les conditions sont remplies pour l'autoriser. Cet examen, qui devra être terminé au plus tard dans les 15 jours à compter de celui où le tribunal a reçu les actes, se bornera aux questions suivantes :

« a) Si la compétence du tribunal qui a décidé de l'affaire peut être considérée comme fondée d'après les lois de l'Etat où le titre exécutoire a été établi. Dans ce cas il suffira que, d'après les prescriptions sur la compétence judiciaire en vigueur dans l'Etat saisi de la demande d'autorisation et d'exécution, aucun tribunal de cet Etat n'ait été exclusivement compétent pour juger l'affaire en question ;

« b) S'il s'agit d'un titre exécutoire d'après l'article 44 ;

« c) Si le défenseur a été, toutes les fois que la loi l'exige, dûment assigné pour prendre part à la pro-

« cédure, notamment si, soit la demande ou la requête,
« soit la sentence ou la décision formant titre exécutoire lui a été dûment signifiée. Si le jugement a
« été rendu par défaut, le tribunal devra, lorsque le
« défendeur le demande, constater si ce dernier n'a
« pas été mis dans l'impossibilité, par une irrégularité
« de procédure, de participer au procès ou de s'y
« faire représenter valablement.

« Avant de rendre sa décision, le tribunal pourra
« entendre sur ces questions la partie, ou le représentant de la partie, contre laquelle l'exécution est
« demandée.

« d) Si l'exécution n'a pas pour but, soit d'obtenir
« un acte qui, d'après les lois en vigueur dans l'Etat
« où elle doit avoir lieu, est interdit, soit de faire
« reconnaître un état de droit, soit de faire droit à
« une réclamation contraire à la souveraineté de l'Etat
« requis ou aux bonnes mœurs, ou bien qui, d'après
« les lois de l'Etat requis, ne peut faire l'objet d'une
« action en justice ou est inexécutable.

« 4° Ni le tribunal qui autorise l'exécution, ni
« celui qui l'effectue n'est en droit d'examiner le
« fond de l'affaire. »

Le traité prévoit ensuite la possibilité de prendre des mesures provisoires : *mesures de sûreté* (art. 47) ou *mesures conservatoires* (art. 49). Enfin l'article 48 prévoit l'*Exécution conservatoire*.

*
* *

**IX. — Convention Tchécoslovaquie-
Royaume S. H. S. (1)**
du 17 mars 1923.

Les articles 39, 40 et 41 de cette convention reproduisent mot pour mot les articles 43, 44 et 45 de la convention précédente. Seul le délai dans lequel le tribunal doit statuer sur l'exécution de la sentence est ici de 30 jours, au lieu de 15.

*
* *

X. — Convention germano-russe (2)

du 12 octobre 1925 (au sujet des tribunaux d'arbitrage dans les affaires commerciales et autres affaires de droit privé).

Art. 7.
« La sentence n'a pas besoin d'être motivée. »

Art. 8. — « Les sentences arbitrales, contre lesquelles aucun des motifs de refus de la force exécutoire prévus par l'article 10 ne s'opposent, ont entre les parties la vertu d'un jugement judiciaire passé en force de chose jugée et seront reconnues exécutoires sur le territoire de l'autre partie contractante. »

(1) *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 227 (texte allemand) ; *Recueil des traités de la Société des Nations*, vol. XXX, p. 186 (textes tchèque et serbe).

(2) *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 216 ; *Reichsgerichtsblatt*, 1926.2.1. Cette convention est une partie d'un ensemble formé d'une convention générale (*Mantelvertrag*) et de 6 conventions. *Recueil des traités de la Société des Nations* (vol. 53, p. 7).

Art. 9. — « Chacune des Parties contractantes
« garantit l'exécution, suivant l'article 10, des sen-
« tences arbitrales.

« Est compétent pour accorder la force exécutoire
« à une sentence arbitrale, en l'absence de disposi-
« tions du contrat d'arbitrage, tout tribunal qui
« aurait été compétent au cas où la prétention aurait
« été invoquée devant la justice.

« La partie adverse doit être entendue avant la
« décision. »

Art. 10. — « L'accord de la force exécutoire à une
« sentence arbitrale ne peut être refusé que :

« 1° Quand la procédure était inadmissible suivant
« l'article 1^{er}, § 1 (1) ;

« 2° Quand la sentence a été rendue par un tribunal
« arbitral dont la composition n'a pas été conduite
« conformément à la convention des parties ou aux
« prescriptions des articles 2 à 6 ; ou quand une par-
« tie n'a pas été représentée suivant son droit natio-
« nal, soit à la conclusion de la convention d'arbi-
« trage, soit dans la procédure d'arbitrage, à moins
« que cette partie n'ait expressément approuvé la
« procédure ;

« 3° Quand la comparution légale d'une partie n'a
« pas été garantie dans la procédure ;

« 4° Quand la partie produit un jugement antérieur
« passé en force de chose jugée sur la même affaire ;

« 5° Au cas où se trouve réalisée une des hypo-
« thèses prévues sur la base de :

(1) L'article 1^{er}, § 2, interdit de compromettre sur les ques-
tions d'état, sur les droits de famille, sur les différends nés
du contrat de travail et sur les questions immobilières.

« a) En Allemagne, la *Restitutionsklage* (requête civile) dans le cas des n^{os} 1 à 6 du paragraphe 580 du Code de procédure civile allemand ;

« b) Dans l'U. R. S. S., la « reprise de la procédure » dans les cas des lettres *b* et *c* du paragraphe 251 du Code de procédure civile de l'R. S. F. S. R. et des articles correspondants des autres Républiques soviétiques de l'U. R. S. S. (1) ;

« 6° Quand la sentence condamne la partie à l'accomplissement d'un acte inadmissible suivant la loi du pays d'exécution.

« Il n'y a pas lieu d'examiner au fond la sentence arbitrale.

« Quant au reste, l'autorisation d'exécution et l'exécution elle-même ont lieu suivant le droit du pays. »

* *

XI. — Traité de commerce italo-russe

du 7 février 1924.

Art. 12. —

« 2° Obligation mutuelle d'exécuter les sentences arbitrales, pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux sentences rendues dans la même affaire par le tribunal de l'Etat où elles sont exécutées ;

« 3° et pour autant qu'elles ne contiennent rien de contraire à l'ordre public de cet Etat. »

(1) Voir sur la législation de l'U. R. S. S. ce qui a été dit, p. 61, note 5.

*
*
*

**XII. — L'article 10 du traité de commerce
russo-norvégien (1)
du 15 décembre 1925.**

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à
« reconnaître les clauses d'arbitrage introduites dans
« les contrats entre les ressortissants, sociétés et insti-
« tutions de toute sorte.

« Chacune des Hautes Parties contractantes s'en-
« gage à donner exécution aux décisions des arbitres
« nommés en conformité des susdits contrats, dans
« les cas où cette partie ou ses institutions sont res-
« ponsables de l'accomplissement des contrats en
« question ou dans les cas où ladite Partie a approuvé
« ces contrats, étant entendu que ces décisions ne
« doivent pas déroger aux lois en vigueur dans le
« pays de l'exécution.

« Les Hautes Parties contractantes sont d'accord
« de régler dans une convention spéciale les moda-
« lités pour l'exécution des décisions susdites.

*
*
*

**XIII. — Convention Suisse-Tchécoslovaquie (2)
du 21 décembre 1926.**

L'article 1^{er} reproduit trait pour trait, à très peu
de chose près, les dispositions de la Convention de
la Haye (3).

(1) *Recueil des traités de la Société des Nations*, vol. XLVII,
p. 16.

(2) *Feuille fédérale*, n° 13 du 30 mars 1927, p. 400.

(3) Voir *suprà*, p. 165. Seul le 4° a été modifié de la façon

Art. 2. — « En considération des cas où la Suisse,
« sur la base de l'article 59 de la Constitution fédé-
« rale, ne reconnaît pas, dans le sens de l'article 1^{er},
« chiffre 1 de la présente Convention, la juridiction
« d'un autre Etat, il est disposé par analogie ce qui
« suit :

« La juridiction suisse ne sera pas reconnue en
« Tchécoslovaquie à l'égard des réclamations per-
« sonnelles contre le débiteur solvable qui avait son
« domicile en Tchécoslovaquie au moment de l'ou-
« verture d'action, si ce débiteur n'a pas convenu d'un
« for en Suisse ou n'est pas entré en matière, sans
« réserve, sur le fond de l'action introduite devant le
« juge suisse.

«

« Ne seront pas considérées comme réclamations
« personnelles au sens du présent article les actions
« fondées sur le droit de la famille et le droit des
« successions, ainsi que les actions réelles et les
« actions mixtes. »

L'article 3 correspond à l'article 2 du projet de
la Haye et dispose :

« Les décisions judiciaires, rendues dans l'un des
« Etats contractants, pourront être mises à exécution
« dans l'autre Etat si elles sont exécutoires dans l'Etat
« où elles ont été rendues et si elles remplissent les
« conditions énumérées dans l'article 1^{er}, chiffres 1 à 4.

suivante : « Qu'en cas de jugement par défaut, la partie
« défaillante contre laquelle la décision est invoquée ait été
« régulièrement citée, conformément à la loi de l'Etat où la
« décision a été rendue, et que la citation l'ait atteinte en temps
« utile. »

« L'examen par les autorités de l'Etat où l'exécution est demandée ne portera que sur les exigences indiquées au précédent alinéa. Ces autorités devront examiner d'office s'il est satisfait auxdites exigences (1). »

Les *articles 4 et 5* reproduisent les termes mêmes des articles 3 et 4 du projet de la Haye.

L'*article 6* dispose que « la loi de l'Etat requis régira la compétence et la procédure en matière d'exécution ».

L'*article 7* reproduit l'article 5 du projet de la Haye.

Enfin un protocole additionnel précise notamment : « Seront considérées comme des décisions judiciaires au sens de la Convention les décisions rendues en matière civile ou commerciale dans la procédure, soit contentieuse, soit non contentieuse, par les tribunaux ordinaires, les tribunaux spéciaux, les *tribunaux arbitraux* ou les autorités de tutelle (curatelle)....., il est constaté, à la demande du Plénipotentiaire suisse, que la Convention s'appliquera aussi aux décisions judiciaires, sentences arbitrales, transactions judiciaires passées en force de chose jugée avant son entrée en vigueur. »

(1) Cette rédaction, légèrement différente de celle du projet de la Haye, évite de parler d'exequatur pour marquer qu'il n'y a pas de procédure préalable d'exequatur, si celle-ci n'est pas prescrite par la législation de l'Etat où la sentence doit être exécutée.

*
* *

XIV. — La Convention austro-suisse (1)

du 15 mars 1927

contient, en ce qui concerne les sentences arbitrales, des dispositions en tous points semblables à celles de la convention passée entre la Suisse et la Tchécoslovaquie. Son article 5, qui reproduit celui de la convention précédente, comporte toutefois l'adjonction suivante : « L'attestation que la sentence arbitrale
« ou la transaction conclue devant les arbitres est
« passée en force de chose jugée et qu'elle est devenue
« exécutoire est délivrée en Autriche par l'autorité
« qui serait compétente dans cet Etat pour autoriser
« l'exécution forcée, en Suisse par l'autorité compétente du canton où la sentence arbitrale a été
« rendue ou la transaction conclue. »

*
* *

XV. — Signalons encore le **Traité de Montevideo** (2) ratifié par la *République Argentine*, le *Pérou* et le *Paraguay*, et qui contient des dispositions analogues à celles des traités que nous avons déjà vus (art. 5).

*
* *

XVI. — Enfin dans le traité de paix signé à Lausanne, le 24 juillet 1923, entre les alliés et la *Turquie*, cette dernière s'engage, par une déclaration for-

(1) *Feuille fédérale*, n° 13 du 30 mars 1927, p. 405.

(2) *Répertoire Lapradelle*, p. 335.

melle (1), à exécuter les sentences arbitrales étrangères.

(1) *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*,
p. 227

« Tout compromis et clause compromissoire en matière civile
« ou commerciale sont permis et les décisions arbitrales ainsi
« rendues seront exécutées sur le visa du tribunal de première
« instance qui ne pourra refuser son visa qu'au cas où la déci-
« sion serait contraire à l'ordre public. La présente déclara-
« tion est valable pour une durée de 6 ans. »

Vu :

Le Président de la thèse,
H. LÉVY-ULLMANN

Vu :

Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY,

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages.

- Alvaro da Costa Machado Villela.** — *Tratado elementar teorico e pratico de direito international privado*, 1921.
- Aubry et Rau.** — *Cours de droit civil français*, t. XII, 5^e éd., par Bartin, 1922.
- Audinet.** — *Principes élémentaires de droit international privé*, 2^e éd., 1906.
- Von Barr.** — *Theorie und Praxis des Internationalen Privatrechts*, 1899.
- R. S. Bacon et W. T. Rylands.** — *Commercial Arbitration as governed by English Law*, 1925.
- Blue Book.** — *Reports from the governments in the British self governing Dominions and His Majesty's representatives in foreign countries on the enforcement of British arbitration awards*, 1912.
- Chiovenda.** — *Principii di diritto processuale civile*, 2^e éd., 1923.
- J. H. Cohen.** — *Commercial Arbitration and the Law*, New-York, 1918.
- Despagnet.** — *Précis de droit international privé*, 5^e éd., par Ch. Boeck, 1909.
- Dicey.** — *A Digest of the laws of England with reference to the conflict of laws*, 4^e éd., par Berriedale-Keith, 1927.
- Dupraz.** — *Exécution en Suisse des jugements étrangers*, Fribourg, 1913.
- Fœlix.** — *Traité de droit international privé*, 5^e éd., par Demangeat, 1883.
- Foot.** — *A concise treatise of private international law*, 5^e éd., par H. L. Bellot, 1925.

- Garsonnet.** — *Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale*, 3^e éd., par César Bru, 1921.
- Glasson.** — *Précis théorique et pratique de procédure civile*, 2^e éd., par Tissier, 1908.
- Haeger.** — *Die Vollstreckung von Urteilen und Schiedssprüche in internationalen Recht*, 1910.
- Halsbury.** — *The laws of England*, t. I, 1908.
— *The laws of England*, supplément 1927.
- Hollwig.** — *System des Deutschen Zivilprozessrechts*, 1919.
- Köhler.** — *Gesammelte Beiträge zur Zivilprozess*, 1894.
- De Lapradelle.** — *Répertoire de droit international privé et de droit pénal international*, t. I, 1914.
- Larombière.** — *Traité théorique et pratique des obligations*, 2^e éd., 1885.
- Leresche.** — *L'exécution des jugements civils étrangers en Suisse et des jugements civils suisses dans quelques Etats étrangers (Allemagne, Angleterre, etc...)*, 1927.
- Merlin.** — *Questions de droit*, 4^e éd., 1825.
- Mortara.** — *Manuale delle Procedura civile*, 1906.
- Nussbaum.** — *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, in *Zivil-und Handelssachen*, t. I, 1926.
- Pillet.** — *Traité pratique de droit international privé*, 1924.
- Pillet et Niboyet.** — *Manuel de droit international privé*, 1924.
- Poullet.** — *Manuel de droit international privé belge*, 1925.
Report of Committee on the Law of Arbitration, 1927.
- Slater.** — *The Law of Arbitration and Awards*, 5^e éd., par A. Crew, 1913.
- Sonnen.** — *Das Neue Zivilprozessrecht*, 1924.
- Staff.** — *Schiedsgerichtsverfahren*, 1926.
- Surville.** — *Cours de droit international privé*, 1925.
- Surville et Arthuys.** — *Cours élémentaire de droit international privé*, 1910.
- Valéry.** — *Manuel de droit international privé*, 1914.
- De Vareilles-Sommières.** — *Synthèse de droit international privé*, 1897.
- Weiss.** — *Manuel de droit international privé*, 1926.

— *Traité théorique et pratique de droit international privé*, 2^e éd., t. VI, 1913.

Westlake. — *Traité de droit international privé*, traduit par Paul Goulé, sur la 5^e éd., 1914.

— *Treatise of private international law*, 7^e éd., par Norman Bentwich, 1925.

Zanobini. — *L'esercizio privato della funzioni e dei servizi pubblici.*

Thèses.

Bernard. — *De la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers.* Thèse Paris, 1900.

Daguin. — *De l'autorité et de l'exécution des jugements en matière civile et commerciale en France et dans divers pays étrangers.* Thèse Paris, 1887.

Godron. — *La clause compromissoire.* Thèse Paris, 1916.

Moreau. — *Effets internationaux des jugements.* Thèse Paris, 1884.

Revellin Falcoz. — *L'arbitrage en droit privé.* Thèse Lyon, 1907.

Weill. — *Les sentences arbitrales en droit international privé.* Thèse Paris, 1906.

Articles de Revues.

Ascarelli. — Das Schiedsgerichtsverfahren nach italienischem Recht. *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 76.

H. L. Bellot. — Exécution des sentences arbitrales en Angleterre. *Clunet*, 1923, p. 797.

Calamandrei. — La sentenza soggettivamente complessa, *Rivista di diritto Processuale civile*, 1924, p. 253.

Carnelutti. — Arbitrato estero, *Rivista di diritto commerciale*, 1916, 1^{re} partie, p. 374.

Galante. — Natura et efficacia delle sentenze degli arbitri. *Studi in onore di Carlo Fadda*, t. 6, 1907, p. 109.

Huysmans. — Etude sur l'exécution des sentences arbitrales étrangères. *Bulletin de la Société de législation comparée belge*, janvier-mars 1922.

- Jonas.** — Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Schiedssprüche. *Juristische Wochenschrift*, 1927, p. 1297.
- Von Keidel.** — *Clunet*, 1899, p. 666.
- Kisch.** — Note sous le jugement du 22 février 1927. *Juristische Wochenschrift*, 1927, p. 1375.
- Lainé.** — De l'exécution en France des sentences arbitrales étrangères. *Clunet*, 1899, p. 641.
- Mittelstein.** — Recht und Praxis der Schiedsgerichte in Deutschland. *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 40.
— *Hanseatische Rechtszeitschrift*, 1925, t. VIII, p. 652.
- De Paepe.** — La Convention franco-belge de juillet 1899. *Clunet*, 1906, p. 324.
— Discours de rentrée. *Belgique judiciaire*, 1879, p. 1569.
- Pierantoni.** — *Revue de droit international et de législation comparée*, 1900, p. 225.
- Van Praag.** — Die Schiedsgerichte in Bürgerlichen und Handelssachen nach dem Recht der Niederlande. *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 95.
- Sturges (W. A.).** — Commercial Arbitration in the United States of America. *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 152.
- Surville.** — De l'exécution des sentences arbitrales étrangères en France. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1900, p. 148.
- Sutton (R.).** — Arbitration in English Law. *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 107.
- Wehli.** — Schiedsgerichte nach österreichischem Recht. *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 107.
- Weiss (André).** — De l'exécution des sentences arbitrales étrangères en France. *Revue Lapradelle*, 1906, p. 34.
- Weiss (Egon).** — Schiedsgerichte in der Tschechoslowakischen Republik. *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, t. I, p. 149.
- Wilke.** — Einige Bemerkungen über das schottische Schiedsverfahren. *Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*, p. 66.

Wittmach. — *Zeitschrift für Internationales Recht*, t. XXII,
p. 113.

Revue et publications diverses.

Belgique judiciaire.

Chroniques de l'arbitrage de la Chambre de commerce internationale.

Feuille fédérale suisse.

Journal de droit international privé (Clunet).

Journal officiel de la Société des Nations.

Juristische Wochenschrift.

Nouveau Recueil général des traités (Martens et Triepel).

Pasicrisie belge.

Recueil des traités de la Société des Nations.

Revue de droit international privé (Revue Lapradelle).

Revue de droit international privé et de législation comparée.

Rivista di diritto commerciale.

Rivista di diritto internazionale.

Rivista di diritto processuale civile.

Zeitschrift für internationales Privat-und Strafrecht.

Beaucoup de renseignements nous ont enfin été fournis par les documents gracieusement mis à notre disposition par la Chambre de commerce internationale.

Liste des pays mentionnés.

	Pages
Allemagne.	113
Argentine	50
Autriche	55
Belgique	96
Brésil.	49
Chili	68
Danemark	111

Espagne	112
Etats-Unis d'Amérique	147
France.	34-94 106
Grande-Bretagne et Dominions	134
Grèce.	99
Hongrie.	53
Italie	36
Japon.	68
Luxembourg.	99
Mexique	68
Norvège.	48
Pays-Bas	109
Pérou	68
Portugal	99
Roumanie	66
Russie soviétique.	61
Tchécoslovaquie	55
Suède	111
Suisse	62
Uruguay	68
Vénézuéla	68
Yougoslavie (Royaume S. H. S.)	54

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
Grand développement que prend l'arbitrage international.	1
Le problème de la validité internationale de la clause compromissoire est pratiquement résolu.	2
Le problème de l'exécution internationale de la sentence arbitrale dépend de la conception que l'on se fait de la nature juridique de la sentence arbitrale.	5
Double conception de la nature juridique de la sentence arbitrale.	5
Plan	7
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.	9
§ 1 ^{er} . — <i>Que faut-il entendre par sentence arbitrale étrangère ?</i>	9
Différents critères proposés.	9
Par sentence arbitrale étrangère il faut entendre toute sentence rendue sous l'empire d'un droit étranger	11
Théorie suédoise.	15
§ 2. — <i>De l'arbitrage forcé et des cas qui lui sont assimilables</i>	17
L'arbitrage forcé	18
Sentence arbitrale rendue par des arbitres désignés par l'autorité publique	21
Sentence arbitrale ayant fait l'objet d'un recours.	21
Il ne sera question ici que de l'arbitrage volontaire.	21

PREMIÈRE PARTIE

Pays qui assimilent les sentences arbitrales à des jugements.

CHAPITRE PREMIER. — Les principes	23
§ 1 ^{er} . — <i>La sentence arbitrale n'est pas un contrat, elle doit être dissociée du compromis.</i> . . .	24
§ 2. — <i>La sentence arbitrale est un véritable jugement</i>	25
Arguments tirés des textes	25
Argument tiré de la mission des arbitres	27
Argument tiré des voies de recours (Théorie de M. Lainé)	27
§ 3. — <i>La sentence arbitrale n'a de valeur que quand elle a été homologuée par l'autorité étrangère</i>	29
Théorie de Zanobini, l'arbitrage est un cas d'exercice privé de la justice	30
Théorie de Calamandréi, l'arbitrage est un cas de préparation privée d'un jugement	31
Théorie de Carnelutti, la sentence arbitrale est un « jugement complexe »	32
CHAPITRE II. — De l'application dans divers pays du principe de l'assimilation des sentences arbitrales aux jugements	34
Les représentants de cette théorie dans la doctrine et la jurisprudence française	34
1 ^{er} système : <i>Les sentences arbitrales étrangères seront exécutées comme des jugements étrangers sans condition de réciprocité.</i>	36
Le droit italien, la procédure de « Delibazione ».	36
Le droit norvégien	48

Le droit <i>brésilien</i>	49
Le droit <i>argentin</i>	50
2 ^e système : <i>Système de la réciprocité</i>	51
Réciprocité légalement reconnue et réciprocité de fait	51
Tableau sommaire de la législation sur la matière en Europe centrale	51
Le droit <i>hongrois</i> (Slovaque et Ruthène)	53
Le droit <i>yougoslave</i>	54
Le droit <i>autrichien</i> et <i>tchécoslovaque</i> (pays historiques)	55
Le droit <i>croate</i> et <i>slovène</i>	58
Le droit <i>soviétique</i>	61
Le droit <i>suisse</i> (fédéral et cantonal)	62
Le droit <i>roumain</i>	66
Les droits de l' <i>Amérique du Sud</i> (Chili-Vénézuéla-Uruguay-Mexique-Pérou)	68
Le droit <i>japonais</i>	68

DEUXIÈME PARTIE

Des pays qui reconnaissent à la sentence arbitrale un caractère contractuel.

CHAPITRE PREMIER. — Les principes	69
§ 1 ^{er} . — <i>La sentence arbitrale n'est pas un jugement.</i>	70
Réponse aux arguments tirés des textes	70
Réponse à l'argument tiré de la mission des arbitres.	72
Réponse à l'argument tiré des voies de recours	75
§ 2. — <i>La sentence arbitrale est une convention</i>	80
La sentence arbitrale est une suite, une partie du compromis.	80
Théorie du mandat de Merlin, réfutation. . . .	81
Théorie de Surville, réfutation	83

En réalité l'arbitrage est une convention sui generis	85
§ 3. — <i>L'homologation de l'autorité judiciaire a-t-elle une influence sur la nature juridique de la sentence arbitrale ?</i>	86
Théorie de Fœlix, l'homologation transforme la sentence arbitrale en jugement	86
Théorie de Weiss, l'homologation transforme la sentence arbitrale en jugement, mais les parties peuvent ne pas l'invoquer	86
Réfutation, l'homologation ne change pas la nature juridique de la sentence	87
Mais l'autorité d'exequatur pourra en tenir compte comme preuve de la validité de la sentence . .	90
CHAPITRE II. — De l'application des principes dans divers pays.	92
Section I. — <i>De l'autorité compétente pour délivrer l'exequatur.</i>	92
3 systèmes différents	92
1 ^{er} système : <i>Application aux sentences arbitrales étrangères de la procédure d'exequatur simplifiée prévue pour les sentences arbitrales nationales.</i>	94
La doctrine et la jurisprudence belge	96
La jurisprudence luxembourgeoise.	99
Le droit portugais	99
Le droit grec.	99
2 ^e système : <i>La procédure d'exequatur simplifiée prévue pour les sentences nationales ne s'applique pas aux sentences arbitrales étrangères qui seront rendues exécutoires par une action en justice</i>	100
L'article 1020 et ses équivalents dans les législations étrangères.	100

L'application de l'article 1020 aux sentences arbitrales étrangères conduirait à des impossibilités, voire à des iniquités.	102
Raisonnement sur lequel repose ce système : distinction entre la valeur juridique et la force exécutoire d'une sentence arbitrale	104
Jurisprudence <i>française</i>	106
Résumé de l'évolution de la jurisprudence française	107
Doctrines et jurisprudence <i>néerlandaises</i>	109
Doctrines et jurisprudence <i>danoises</i>	111
Doctrines et jurisprudence <i>suédoises</i>	111
Doctrines et jurisprudence <i>espagnoles</i>	112
3 ^e système : <i>Système mixte</i>	113
Doctrines et jurisprudence <i>allemandes</i> : l'exequatur simplifié est accordé aux sentences arbitrales étrangères, si elles satisfont aux prescriptions du Code de procédure civile allemand, sinon leur exécution doit être poursuivie par une action en justice	113
Les modifications apportées en 1924 à l'article 1042 du Code de procédure civile allemand ne doivent pas changer cette doctrine	120
Section II. — <i>Des conditions auxquelles est subordonnée l'exécution des sentences arbitrales étrangères</i>	
Pas de révision au fond	126
Conditions ; 1 ^o Validité du compromis.	128
2 ^o Compétence des arbitres	128
3 ^o Régularité de la procédure arbitrale	128
4 ^o Ordre public et bonnes mœurs	129
CHAPITRE III. — Le droit anglo-américain	
Difficultés qu'il y a à étudier le droit anglo-saxon	

sur ce point. La doctrine s'en est fort peu occupée. Rareté de la jurisprudence.	132
§ 1 ^{er} . — <i>Le droit anglais</i>	134
Le droit anglais avant l'Arbitration Act.	134
La section 12 de l'Arbitration Act de 1889. Elle n'a pas pour effet de transformer la sentence arbitrale en jugement ; le caractère contractuel de la sentence arbitrale continue à être reconnu en jurisprudence	135
Il est douteux que la section 12 s'applique aux sentences arbitrales étrangères	136
Merrifield Ziegler et C ^o v. Liverpool Cotton Association.	138
Véritable interprétation de ce cas	140
Bankers et Schippers Insurance, etc... v. Liverpool-Marine, etc... affirme l'admissibilité d'une action <i>ex contractu</i> sur la base d'une sentence arbitrale étrangère. Mais, si dans son pays d'origine la sentence n'a de valeur qu'une fois rendue exécutoire par l'autorité judiciaire, elle sera assimilée à un jugement étranger	142
Le droit de l'Ecosse et des Dominions	146
§ 2. — <i>Le droit américain</i> :	147
Distinction entre le droit fédéral et le droit des Etats	147
Le <i>Revocability rule</i>	147
Les statuts antérieurs à 1920, leur non-application aux sentences arbitrales étrangères	148
Le <i>New-York Arbitration Act</i> de 1920 ne s'applique pas non plus aux sentences arbitrales étrangères	149
C'est la <i>Common law</i> qui leur est applicable ; elles seront exécutées à la suite d'une action <i>ex contractu</i>	150
Le <i>United States Arbitration Act</i> ne semble pas s'appliquer non plus ; action <i>ex contractu</i>	151

TROISIÈME PARTIE

Les Ententes internationales.

Nécessité de simplifier l'exécution internationale des sentences arbitrales	153
CHAPITRE PREMIER. — Les conventions particulières.	156
Nomenclature	156
Elles écartent toutes la révision au fond	157
Conditions de validité de la sentence arbitrale . .	158
1 ^o Compétence des arbitres.	158
2 ^o Sentence passée en force de chose jugée . .	159
3 ^o Respect des droits de la défense.	160
4 ^o Respect de l'ordre public.	161
5 ^o Pièces à fournir	162
Elles ne disent rien sur l'autorité chargée de délivrer l'exequatur	163
Sauf cependant article 15 des Conventions France- Belgique et Belgique-Pays-Bas	163
A part les Conventions France-Belgique et Bel- gique-Pays-Bas, elles ne réalisent aucun pro- grès	164
Elles ne sont que l'application de certaines lois nationales	164
Elles ont le tort de lier le problème de l'exécution internationale des sentences arbitrales à celui de l'exécution internationale des jugements. .	165
Le projet de la Conférence de la Haye	165
CHAPITRE II. — La Convention de Genève du 26 septembre 1927.	169
Lacune du Protocole de 1923 qui risquait de conduire certains Etats à un déni de justice. .	169
§ 1 ^{er} . — <i>Les travaux préparatoires</i>	170
Le Conseil de la Société des Nations décide de	

confier l'étude de la question au Comité économique (septembre 1925)	170
Proposition du Conseil de la Chambre de commerce internationale en vue de dissocier le problème de l'exécution des sentences arbitrales de celui de l'exécution des jugements, son adoption par le Comité économique en mars 1926 .	171
Premier projet élaboré par le Comité économique, qui décide de réunir des experts.	174
Première réunion des experts en janvier 1927. .	176
Seconde réunion des experts en mars-avril 1927.	177
Adoption de leur projet par la 2 ^e Commission de l'Assemblée de la Société des Nations et par l'Assemblée elle-même en septembre 1927 . .	178
§ 2. — <i>Analyse de la Convention.</i>	178
Raison de l'adoption de la forme « Convention » de préférence à la forme « Protocole » ; le préambule de l'article 1 ^{er}	179
L'article 1 ^{er}	182
L'article 2	183
L'article 3	185
L'article 4	185
L'homologation de l'autorité du pays d'origine n'est pas exigible	187
Multiplicité des conditions	188
Sa raison	189
L'article 5 et sa répercussion sur la portée pratique de la Convention. Celle-ci est surtout d'écarter le déni de justice que pouvait entraîner la ratification du Protocole de 1923 . . .	189
CONCLUSION. — Comment devra être poursuivie la solution du problème.	195
ANNEXE. — Textes des Conventions particulières. . . .	199
1 ^o Convention France-Belgique.	199
2 ^o Convention Belgique-Pays-Bas.	200

3 ^o Convention France-Suisse	202
4 ^o Convention Suisse-Espagne	204
5 ^o Convention Italie-Autriche.	204
6 ^o Convention Italie-Tchécoslovaquie.	206
7 ^o Convention Italie-Yougoslavie	206
8 ^o Convention Tchécoslovaquie-Roumanie . . .	206
9 ^o Convention Tchécoslovaquie-Yougoslavie . .	210
10 ^o Convention Russie soviétique-Allemagne. . .	210
11 ^o Convention Russie soviétique-Italie	212
12 ^o Convention Russie soviétique-Norvège. . . .	212
13 ^o Convention Suisse-Tchécoslovaquie,	213
14 ^o Convention Suisse-Autriche	216
15 ^o Traité de Montevideo	216
16 ^o Déclaration turque dans le traité de Lausanne.	216
 BIBLIOGRAPHIE	 219
 LISTE ALPHABÉTIQUE DES PAYS MENTIONNÉS	 223
 TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.	 225

Etablissements A. BRULLIARD, St-Dizier (Haute-Marne). — 1928.
